

## L'aide aux pays latino-américains

## Washington n'augmentera pas ses crédits anti-drogue

## Contradictions

La drogue reste une des plaies de la société américaine, et tous les microbiologistes de la lutte qui sont périodiquement annoncés ne peuvent faire oublier l'essentiel. S'il y a un tel trafic, qui pourrait tout aussi bien les démocraties fragiles du Sud que les puissances d'Amérique, c'est pour une raison simple : il existe au nord du continent un marché de plusieurs dizaines de millions de consommateurs.

M. Bush, qui fait campagne en vue d'obtenir un second mandat en novembre, doit de son côté répondre à la grogne de l'électorat de base, trappé par la récession et préoccupé par la hausse du chômage. Le sommet inter-américain anti-drogue qui s'est achevé jeudi à San-Antonio, au Texas, a été marqué par ces contradictions et ces ambiguïtés.

L'HOSTILITÉ résolue du président péruvien, M. Fujimori, dont le pays est le premier producteur mondial de coca, à toute réduction par la force des plantations a mis profondément en échec un projet colombien soutenu par Washington, prévoyant une réduction de moitié de la production de coca dans les pays andins d'ici la fin du siècle. M. Fujimori, qui avait sur cette question le soutien de la majorité de ses collègues latino-américains, était également hostile à toute militarisation de la lutte anti-drogue dans son pays. Cette position intransigente n'a pas empêché le président péruvien de réclamer l'aide militaire promise, puis gelée, par les autorités américaines.

Sur le problème sensible de la militarisation, un compromis ambigu a été en principe retenu, suivant les recommandations des experts réunis à Quito au début de février. L'aide militaire irait plutôt aux forces de police spécialisées entraînées déjà par les conseillers américains, qu'aux armées locales. Mais la distinction entre police et armée n'est pas aussi nette dans les pays du Sud qu'aux États-Unis. Au Sud, les différents corps de police, mal payés, mal formés, redoutés par la population, sont, sauf exception, encore plus corrompus que les militaires.

L'IDEE est bien sûr, de créer avec l'aide américaine des unités d'élite, hautement professionnelles et « sèches ». Certains résultats ont été obtenus en Colombie et en Bolivie. Mais c'est l'exception. La distinction entre lutte anti-drogue et anti-guérilla n'est en outre pas si évidente. Au Pérou, le combat déjà difficile contre les trafiquants ne peut être dissocié de la lutte encore plus aléatoire menée contre le Sentier lumineux, lequel est financé essentiellement par le trafic de la drogue.

Réduire la production et la consommation, perfectionner les moyens militaires, politiques et juridiques permettant le contrôle et la répression du trafic, lutter plus énergiquement contre le blanchiment des narcodollars et le commerce des produits chimiques nécessaires à la production des stupéfiants : autant de thèmes désormais classiques, mais qu'il n'est pas aisé de faire passer au seul stade qui compte, celui de l'application.

M0147 - 0229 0 - 6.00 F



Au sommet anti-drogue de San-Antonio (Texas), qui a eu lieu les 26 et 27 février, les États-Unis ont fait savoir qu'ils n'étaient pas prêts à augmenter leur aide aux pays latino-américains.

Le sommet anti-drogue, réunissant le président George Bush et six dirigeants latino-américains, s'est terminé par une déclaration solennelle qui est surtout une réaffirmation des principes souvent proclamés en des circonstances comparables.

L'élément nouveau tient au fait que les États-Unis ne sont pas prêts, en année électorale en tout cas, à consacrer davantage d'argent à l'aide considérable qu'ils apportent déjà aux pays du Sud désireux de lutter contre le trafic. La réunion de San-Antonio s'est donc achevée dans une certaine ambiguïté.

Lire page 3 l'article de MARCEL NIEDERKANG

## POINT DE VUE

## Etat républicain, Etat de droit

par Edith Cresson

L'Etat républicain est un Etat de droit. La loi est le fondement de notre Etat de droit ; elle est la base de notre cohésion sociale. Pour jouer pleinement son rôle, la loi doit correspondre aux réalités. S'il existe un vide juridique, elle seule peut le combler. Si la loi ne peut s'appliquer, il faut la changer. Ces principes généraux trouvent une application particu-

lière dans la politique de maîtrise de l'immigration, que mon gouvernement mène avec détermination, comme une condition indispensable à une politique d'intégration réussie.

Cette orientation correspond à l'attente des Français. Deux textes de loi ont donné récemment corps à cette volonté d'agir dans et par le droit. Une loi adoptée en novembre 1991 renforce considérablement la répression du recours au travail clan-

destin et l'organisation de filières clandestines d'immigrants. Une autre loi, votée en janvier dernier, organise l'application à la France de l'accord de Schengen, ratifié à une large majorité en juin 1991.

Un amendement apporté à cette seconde loi et portant sur les « zones internationales » illustre l'indispensable lien que j'établis entre les exigences de l'Etat de droit et la cohésion sociale.

## Un entretien avec M. Esko Aho

## La Finlande va demander son adhésion à la CEE

La Finlande a annoncé, jeudi 27 février, sa décision de solliciter son adhésion à la Communauté européenne (CEE). Le cabinet de centre droit présidé par M. Esko Aho a demandé au Parlement de se prononcer le 18 mars sur cette recommandation. Dans un entretien au « Monde », M. Esko Aho explique que son pays n'a pas l'intention pour autant d'abandonner sa politique de neutralité.

## « Une défense indépendante »

« La politique de neutralité vous paraît-elle compatible avec l'adhésion à la Communauté ? »

« A mon avis, ce ne sera pas un problème. Mais, naturellement, certaines questions devront être examinées de très près pendant les négociations. La politique de neutralité de la Finlande, dans les circonstances présentes en Europe, repose sur deux éléments fondamentaux : nous n'appartenons jamais à une alliance militaire et nous voulons garder une défense nationale indépendante. Je pense qu'il sera possible de combiner cette politique avec l'adhésion à la CEE. Après mes récentes conversations avec M. Mitterrand à Paris,

j'ai le sentiment que la France soutiendra une demande d'adhésion de la Finlande et qu'une solution positive est envisageable en ce qui concerne la neutralité et la défense.

« La neutralité de la Finlande a-t-elle changé au fil des années ? »

« Autrefois, lorsque l'Europe était divisée en blocs, notre neutralité avait une signification un peu différente : nous ne voulions pas entrer dans le jeu ni dans les affrontements entre grandes puissances. Mais la situation a changé.

Propos recueillis par ALAIN DEBOVE

Lire la suite page 6

## Accord sur les dépenses de santé

Un accord est intervenu, jeudi 27 février, entre la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) et la CSMF, le principal syndicat de médecins. Les deux parties s'engagent à maîtriser les dépenses de santé et, avec une progression de 7,1 % en 1992, se sont fixés un objectif chiffré. Le gouvernement devrait donner son aval à ce texte. Deux autres caisses nationales pourraient le ratifier.

Lire page 15 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

## Gros temps sur les médias

Les hommes politiques prennent chaque effervescence médiatique pour une conspiration

par Yves Mamou

Y a-t-il collusion entre les médias ? Pis, les patrons de la presse écrite et audiovisuelle s'entendent-ils pour monter régulièrement des « campagnes » destinées à déstabiliser le gouvernement et le président de la République ? Ouvertement, nul dans la classe politique n'affirme rien de pareil. Pourtant quand M. François Mitterrand dénonçait, mardi 4 février, devant les micros de Henri Sannier (Antenne 2) et Patrick Poivre d'Arvor (TF1) une « campagne de presse obsédante » et s'exclamait : « Laissez-moi parler. Depuis six jours vous ne parlez que de cela [l'affaire Habache] (...). Tout est tombé dans la trappe pour tout centrer sur ce qu'on appelle l'affaire Habache », il ne disait pas autre

chose. Accès de « folie » des journalistes ? Ou volonté de nuire ?

La complainte du gouvernement ou de la majorité présidentielle n'est pas neuve. En juin 1991, lors de l'affaire de la transfusion sanguine, M. Bruno Durieux, ministre de la santé, avait dénoncé devant les associations de donneurs de sang la « campagne » lancée par les médias. Lorsque M<sup>me</sup> Edith Cresson a été nommée premier ministre, elle a pu évoquer une « campagne » de presse tant le tandem de choc qu'elle formait avec son conseiller spécial M. Abel Far-noux a été singulièrement par les médias. Greenpeace, Société générale... les « affaires » - et donc les « campagnes » supposées - n'avaient pas manqué tout au long des années 80.

Lire la suite page 16

## Vladimir Nabokov



## Biographie

par Brian Boyd. Tome I : Les années russes. NRF Biographies.

## Lettres choisies 1940-1977

Collection Du Monde-Entier.

nrf

GALLIMARD

## Attentat à Londres

L'explosion d'une bombe dans la gare de London Bridge a fait une vingtaine de blessés

page 22

## L'affaire

## de la tour BP

Un rapport de la police judiciaire embarrassant pour M. Pellerin

page 10

## Louis Kahn

## au Centre Pompidou

Une exposition qui permet de découvrir un architecte américain - l'un des plus importants de ce siècle - méconnu en France

Lire page 12 l'article de FRÉDÉRIC EDELMANN

## Recul de l'âge

## de la mort

En France, l'espérance de vie à la naissance atteint soixante-treize ans pour les hommes et quatre-vingt-un ans pour les femmes

page 16

« Sur le rif » et le sommaire complet se trouvent page 22







# ÉTRANGER

La visite de M. Dumas au Maroc

## Une phase plus sereine dans les rapports entre Paris et Rabat

La visite officielle que le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a faite au Maroc, les mercredi 26 et jeudi 27 février, devrait ouvrir une phase plus sereine dans les relations entre Paris et Rabat.

MARRAKECH

de notre envoyé spécial

La « mauvaise grippe » est passée. Le roi Hassan II, qui la semaine dernière estimait que les relations franco-marocaines étaient une fois de plus frappées de cette affliction, a diagnostiqué la guérison jeudi 27 février, en recevant M. Roland Dumas au palais royal de Marrakech. La visite du ministre français des affaires étrangères inaugure apparemment une phase plus sereine des rapports entre les deux pays, trop souvent soumis à des accès de fièvre et que, des deux côtés, on souhaiterait voir prendre un tour moins passionnel.

Une partie de la presse marocaine se faisait encore l'écho mercredi des ressentiments officiels que valent à la France depuis deux ans les interventions de tel ou tel contre les violations des droits de l'homme, et d'un sentiment d'incompréhension plus populaire auquel la guerre du Golfe avait servi l'année dernière de révélateur. Mais au niveau des dirigeants, on est résolu à tirer un trait pour repartir d'un bon pied.

Le souverain semble avoir apprécié la venue de M. Dumas, qui a très vite donné suite à la brève entrevue qu'il avait eue le 31 janvier, à l'ONU, avec M. Mitterrand. Une invitation du président français à se rendre à Paris quand il le voudrait lui a d'ailleurs été transmise. L'initiative récemment prise par la France, avec le soutien de l'Espagne et du Portugal, pour tenter d'ouvrir de nouvelles per-

spectives aux relations du Maroc avec la CEE (voir ci-contre) a en outre été bien accueillie.

M. Dumas, qui a réaffirmé le soutien de la France au Maroc dans le cadre du FMI et du Club de Paris, en faveur d'un réajustement de la dette (1), s'est aussi entretenu avec son homologue, M. Abdelatif Filali et avec le roi Hassan II de cette initiative dont l'objectif serait d'aboutir, à terme, à la conclusion d'un accord de libre-échange CEE-Maroc. Il a expliqué que la Communauté n'était pas uniquement préoccupée par son renforcement interne, mais qu'elle avait des perspectives d'élargissement ne devant donner aux autres partenaires le sentiment d'être laissés pour compte.

On est convaincu à Paris que la Communauté doit fournir d'urgence à certains de ces partenaires, notamment au Maghreb, de nouvelles perspectives politiques et que l'idée de zones de libre-échange aurait le mérite en outre de permettre aux rapports franco-marocains de sortir d'un face-à-face trop chargé d'affectivité.

Le cas libyen

Cette idée peut utilement relayer l'effort de rapprochement entre les deux pays européens avec les cinq pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA), effort qu'entraînent aujourd'hui tant les incertitudes en Algérie que la

situation de la Libye sur la scène internationale.

La controverse qui oppose actuellement la Libye au Conseil de sécurité des Nations unies à propos des attentats commis en 1988 et 1989 contre des avions de la PanAm et d'UTA a été longuement évoquée par les interlocuteurs de M. Dumas. Ils l'ont informé que le Maroc, actuellement membre du Conseil de sécurité de l'ONU, ne pourrait voter une éventuelle résolution prévoyant des sanctions contre la Libye.

Cette affaire embarrassait visiblement les dirigeants libyens, qui, à l'instar des Égyptiens, souhaitent vivement que la situation soit débloquée autrement que par des sanctions éventuellement

militaires. Leur opinion publique, en dehors de toute sympathie particulière envers le colonel Kadhafi ne tolérerait vraisemblablement pas qu'un an après la guerre du Golfe, l'ONU se lance dans ce type de représailles qui seraient perçues comme dirigées une fois de plus par les États-Unis et leurs alliés contre « les Arabes ».

M. Dumas, lors d'une brève conférence de presse, a déclaré avoir « compris le point de vue marocain », qui n'est pas celui de la France, « victime des attentats » et qui souhaite que la justice puisse faire son travail. M. Filali avait défendu devant lui l'idée d'un tribunal international, mais M. Dumas a fait valoir qu'elle lui paraissait irréalisable, dès lors

que ce sont des individus et non des États qui sont mis en cause.

M. Roland Dumas s'est par ailleurs engagé à apporter certains assouplissements dans la délivrance de visas. Ce sujet tient à cœur à de très nombreux Marocains qui ressentent comme une brimade le fait de devoir maintenant solliciter, attendre souvent longtemps et payer très cher ces visas. Des aménagements aux règles qui, a fait valoir M. Dumas, résultent des accords de Schengen, devraient intervenir pour les catégories les plus directement concernées, notamment les étudiants.

CLAIRE TRÉAN

(1) 21 milliards de dollars

## Les Douze s'efforcent de rétablir le dialogue avec le Maroc

Les ministres des affaires étrangères des Douze qui se réunissent lundi 2 mars à Bruxelles, soucieux de rétablir des relations harmonieuses avec le royaume chérifien, confirmeront probablement leur disponibilité à élaborer un accord de libre-échange avec le Maroc. Ils s'étaient déjà prononcés en faveur d'une telle initiative lors de la 17 février à Lisbonne.

M. Victor Martins, secrétaire d'État portugais à l'intégration européenne, qui s'est rendu mardi dernier à Rabat, où il a rencontré M. Abdelatif Filali, ministre marocain des affaires étrangères, en est revenu avec le sentiment que les Marocains étaient satisfaits de ce geste de bonne volonté des Douze et prêts de ce fait à tirer un trait sur les incidents des semaines passées. En effet, les relations entre le Maroc et la Communauté s'étaient dégradées à une vitesse accélérée.

Fortement irrité à la suite du refus du Parlement européen, en janvier dernier, de donner son « avis conforme » à l'adoption d'un protocole d'assistance financière de 438 millions d'euros (plus de 3 milliards de francs) conclu avec la CEE, le gouvernement de Rabat avait fait savoir qu'il ne signerait définitivement au bénéfice dudit protocole. M. Filali s'en était pris aux « propos malveillants » tenus par certains eurodéputés estimant qu'ils constituaient « une atteinte à la dignité de son pays ».

Dans la foulée, les Marocains décidaient de geler les négociations engagées en vue de la conclusion d'un nouvel accord de pêche avec la CEE. Ils ajoutaient que l'accord actuellement en vigueur, qui concerne 700 bateaux (50 portugais, 450 espagnols) et qui expire à la fin du mois, ne pourrait être prorogé tant qu'une solution à la

crise politique ne serait pas trouvée. De telles représailles embarrassaient grandement la Communauté, qui a mis au point un plan de crise prévoyant, le cas échéant, le versement d'indemnités aux pêcheurs et aux armateurs.

Depuis 1976 le Maroc est lié à la CEE par un accord de coopération comportant des volets d'assistance financière, les fameux « protocoles », quatrième du genre, qui est à l'origine de la crise. Ces protocoles doivent recueillir l'« avis conforme » du Parlement européen, c'est-à-dire l'approbation de la majorité absolue. Le 15 janvier, celle-ci n'a pas été atteinte dans le cas du Maroc et de la Syrie.

La résolution soumise à l'Assemblée demandait cependant à la Commission européenne que la mise en œuvre effective du protocole soit subordonnée au respect par le Maroc de la résolution des

Nations unies concernant l'organisation d'un référendum au Sahara occidental ainsi qu'à une politique plus respectueuse des droits de l'homme. Ces préoccupations n'ont pas paru suffisantes à un certain nombre de parlementaires.

Le 3 février, les ministres des affaires étrangères des Douze, navrés par cette incartade du Parlement, avaient demandé à son président de remettre au vote la question. Mais le Parlement, dont le vote défavorable avait donné l'impression d'être un peu le fait du hasard, a estimé, à la réflexion, qu'il n'y avait pas lieu d'y revenir. M. Henri Saby, président, socialiste, de la Commission du développement de l'Assemblée, ainsi que M. Jean-Pierre Cot, président du groupe socialiste, se sont exprimés dans ce sens. Afin d'essayer de sortir de l'impasse, à l'initiative de la France et de l'Espagne, les

ministres des affaires étrangères des Douze ont donc chargé le 17 février la présidence portugaise ainsi que la Commission européenne, d'explorer la possibilité de conclure un accord de libre-échange avec le Maroc. Un renforcement des liens avec la Communauté est souhaité depuis longtemps par Rabat, mais n'avait trouvé jusqu'ici guère d'échos au sein des Douze. M. Abel Matutes, commissaire chargé de la politique méditerranéenne, a immédiatement engagé les contacts nécessaires.

Il reste à voir ce qu'apportera exactement de nouveau un accord de libre-échange par rapport à l'actuel accord de coopération. Comportera-t-il un volet d'assistance financière? On peut se demander aussi comment le Parlement appréciera le comportement du conseil des Douze dans cette affaire.

PHILIPPE LEMAITRE

## AMÉRIQUES

Le sommet interaméricain

### La réunion antidrogue de San-Antonio s'est achevée dans l'ambiguïté

Le sommet interaméricain antidrogue s'est achevé jeudi 27 février dans la soirée par l'adoption d'une « déclaration de San-Antonio » dans laquelle les participants s'engagent à prendre des mesures encore plus sévères pour lutter contre les trafiquants. Le président George Bush s'est toutefois refusé à accroître la contribution des États-Unis pour aider les pays latino-américains dans cette lutte.

SAN-ANTONIO

de notre envoyé spécial

La photo de famille prise jeudi sur les pelouses du Musée McNay, où ont eu lieu les séances plénières du sommet, est en principe plus impressionnante que celle de Cartagena (Colombie), où M. Bush avait seulement rencontré, en février 1990, les présidents de trois pays latino-américains : la Colombie, le Pérou, et la Bolivie. Cette fois, ils sont six : Mexique, Colombie, Bolivie, Équateur, Pérou, Venezuela. Mais les participants à la première conférence restent au cœur de la tempête. Les « nouveaux », certes touchés par le trafic et de plus en plus, sont venus à San-Antonio pour participer à la répartition des éventuels crédits puisqu'ils estiment être entraînés dans la spirale de la guerre contre la drogue.

M. Carlos Salinas de Gortari a cependant d'abord paru soucieux de reprendre directement avec M. Bush le dialogue sur l'adhésion du Mexique au marché commun nord-américain, avec les États-Unis et le Canada. Il a signé un accord de coopération anti-drogue avec M. Gaviria (son pays est producteur de cette drogue dure exportée aux États-Unis), mais l'essentiel de ses entretiens avec le président américain a porté sur les relations commerciales entre les deux pays.

Le Venezuela, pourtant très sérieusement menacé par l'extension de l'activité des cartels bénéficiant de complicités politiques, a été contraint de jouer un rôle mineur à San-Antonio du fait de l'absence forcée du



président Carlos Andrés Pérez. Quant au président équatorien Rodrigo Borja, il est en fin de mandat (l'élection présidentielle a lieu en mai) et son ambition s'est limitée à demander « davantage d'aide financière » à M. Bush pour combattre les trafiquants qui utilisent son pays comme zone de transit.

L'Équateur a reçu une aide de 25 millions de dollars en 1991, et il devrait obtenir 23 millions en 1992. M. Bush a félicité le président Jaime Paz Zamora « pour les résultats obtenus » et le président colombien César Gaviria « pour la détermination de son gouvernement de détruire les champs de pavots dans son pays ». Un satisfecit dont M. Gaviria aura bien besoin à son retour à Bogotá, où cette décision a déclenché une violente tempête politique : les écologistes de bonne foi côtoient les sympathisants plus ou moins avoués de la poursuite du trafic, dans leur offensive contre le gouvernement.

Conformément à la pompe qui entoure tout déplacement d'un président, au Texas qui plus est, la présence de M. Bush et de six délé-

gations latino-américaines a été l'occasion du spectacle traditionnel, très « nord-américain », qui surprend toujours l'étranger de passage : caravanes de limousines noires blindées, voitures d'escorte et de police, moteurs flamboyants, superflus aux poches bombées par leur armoire, chiens renifleurs, hélicoptères dont les projecteurs fouillaient méthodiquement mercredi soir toutes les fenêtres des quatre buildings de vingt étages dominant le théâtre Majestic, lieu du dîner officiel. Pour-tant la vie des neuf cent cinquante mille habitants (dont plus de la moitié sont hispanophones) de la dixième ville des États-Unis n'a guère été perturbée.

San-Antonio avait aussi voulu séduire. Les autorités ont organisé une grande fête sur la place Alamo où le colonel Travis, David Crockett et leurs cent quatre-vingt-neuf compagnons ont résisté jusqu'à la mort, le 6 mars 1836, aux assauts des quatre mille soldats mexicains du général Santa Ana.

MARCEL NIEDERGANG

### M. Shamir ne désespère pas d'obtenir les garanties bancaires américaines

Rompant le silence qu'il observait sur les conditions posées par les États-Unis à l'octroi de garanties de crédit à Israël, le premier ministre M. Itzhak Shamir, a accusé, jeudi 27 février, Washington d'exploiter une aide humanitaire pour contraindre son pays à modifier sa politique. « Ce n'est jamais arrivé. Cela restera sans précédent », a-t-il souligné à la radio israélienne. Le chef du gouvernement a « regretté » que « les États-Unis aient adopté une attitude qui soutient une des parties du conflit (israélo-arabe), la partie arabe ». Cette attitude américaine « s'inscrit dans le cadre des divergences de vues entre Israël et les États-Unis », a-t-il dit. « Nous avons besoin des garanties. Ceux qui nous empêchent de les obtenir, portent atteinte à une œuvre humanitaire » a ajouté M. Shamir en soulignant qu'il ne « désespérait pas » de les obtenir.

A Washington, Arabes et Israéliens sont pour une fois tombés d'accord jeudi : malgré l'absence totale de progrès dans leurs négociations de paix, ils ne demanderont pas, pour le moment, aux États-Unis de les débloquer. La quatrième session des pourparlers bilatéraux israélo-arabes, qui a commencé au début de la semaine, reprendra lundi. « Nos interlocuteurs (palestiniens) ont malheureusement choisi de se concentrer sur les questions des implantations et des droits de l'homme, sans réel désir de discuter les véritables problèmes que nous essayons de leur présenter », a déclaré M. Gal, le porte-parole de la délégation israélienne. De son côté, son homologue palestinien, M. Hanane Achraoui a commenté : les Israéliens « veulent de nous que nous signions notre propre arrêt de mort et que nous organisions ensemble nos funérailles ». (AFP, Reuter.)

ONU : Bagdad est accusé de s'opposer à la destruction des Scud. Le Conseil de sécurité des Nations unies a accusé Bagdad, jeudi 27 février, de s'opposer à la destruction des chaînes de production des missiles Scud irakiens, pourtant prévue par les résolutions de l'ONU. « Le Conseil de sécurité n'a pas demandé de faire immédiatement part aux autorités diplomatiques irakiennes de sa profonde inquiétude, de sa consternation », a déclaré à New-York l'ambassadeur américain, M. Thomas Pickering, qui préside actuellement le conseil. « Les Irakiens font aujourd'hui obstruction, après s'être engagés à détruire certains équipements de missiles ballistiques », a-t-il ajouté. (Reuter.)

## L'ÉTAT DU MONDE EN 1492

Sous la direction de Guy Martinière et Consuelo Varela



Relié, 640 pages  
Illustrations couleurs

Quel est l'état du monde au moment où Christophe Colomb va découvrir l'Amérique? Quelles en sont les principales civilisations ayant leur entrée en contact, et l'affirmation de la prépondérance européenne?

C'est à un voyage dans les cultures du monde au tournant des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles qu'invitent les auteurs : Inde et Asie du Sud, Chine et Extrême-Orient, pays d'Islam, Europe, Afrique noire, Amérique, Océanie...

En plus de 200 articles vivants, confiés aux meilleurs spécialistes, une véritable fresque se dessine : vie quotidienne, langages, état des savoirs, religions et philosophies, structures sociales, configurations politiques, activités économiques, expressions artistiques...

« L'un des livres les plus utiles que le Cinquième Centenaire de la découverte de l'Amérique a suscitées. »  
Libération

LA DÉCOUVERTE



## AFRIQUE

## Rêve nordiste au Cameroun

Fragilisé et appauvri, le nord du pays espère retrouver sa place sur l'échiquier politique, à l'issue des élections législatives du 1<sup>er</sup> marsGAROUA  
(nord du Cameroun)

de notre envoyée spéciale

Roulant plein gaz, les trois motards ont croisé la voiture sans même ralentir, disparaissant presque aussitôt avec leur énorme chargement dans un nuage de poussière rouge. Médicaments, pièces détachées, téléviseurs et autres précieux trésors franchissent ainsi tous les jours la frontière qui sépare, théoriquement, le nord-ouest du Cameroun et le Nigeria. Pas question pour ces jeunes passeurs de poser pied à terre pour saluer les douaniers. Contre quelques milliers de francs CFA, certains font l'aller-retour en une seule journée. Chez ceux que l'on a surnommés les « casseurs », la règle est de foncez.

« Les premiers casseurs ont commencé à apparaître il y a deux ou trois ans, raconte un vieil habitant de Garoua. A l'époque, le Nigeria vendait des motos pour moins de 100 000 francs CFA (2 000 francs français) : ça a donné des idées à certains commerçants. » « Et à d'autres aussi... », ajoute-t-il.

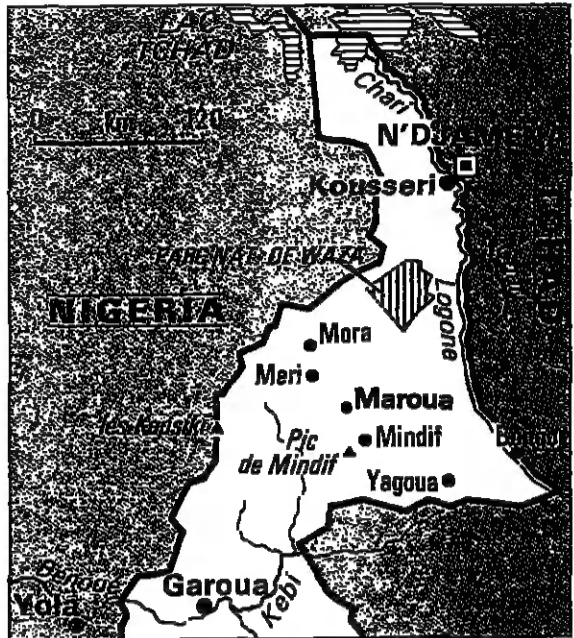
Ce nouveau mode de contrebande semble, en tout cas, bien plus rentable que la culture de coton et de riz. Dans la vallée de la Bénoué, le prix du kilo de coton acheté aux paysans a dégringolé de 140 francs CFA (2,80 FF) à 95 francs CFA (1,90 FF) en un an. Quant au riz, « celui qu'on importe de Thaïlande coûte moins cher que celui que l'on fait pousser à Yaoundé ou dans la région de Kousséri », souligne-t-on avec amertume.

## « Comme en pénitence »

Le nord du Cameroun, économiquement en retard au moment de l'indépendance, s'est fragilisé plus encore après le coup d'Etat manqué de 1984 et la terrible répression qui a suivi. « Depuis, le nord est comme en pénitence, se sent dépossédé, frustré », commente un homme d'église.

Les derniers recaptés de 1984 - ceux qui ont échappé aux exécutions arbitraires et qu'on avait jetés en prison par centaines - n'ont été libérés qu'en 1991. « Il y a quelques mois, un de mes anciens élèves est venu me voir. Il avait été relâché après sept ans de prison, raconte un enseignant à la retraite. Il m'a montré sa levée d'écrit. A la question « date du jugement », on avait mis « néant ». Même chose pour le motif d'inculpation. « Au moment de son arrestation ce type était directeur d'un garage. Quelqu'un avait voulu prendre sa place, c'est tout ! », conclut-il d'un ton désabusé.

Beaucoup de ces prisonniers élargis auraient rejoint aujourd'hui les



rangs de l'opposition. Ou plus exactement ceux de l'opposition nordiste, qu'incarne l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), dirigée par M. Malgari Bello Boubba. Revenu au Cameroun en août dernier, après plusieurs années d'exil volontaire au Nigeria, M. Bello Boubba n'a fait qu'une bouchée du président en titre de l'UNDP, M. Samuel Ebova.

Les deux hommes ont occupé des postes gouvernementaux importants pendant la « première République nordiste » de feu le président Ahmadou Ahidjo. Mais une différence de taille les sépare : le premier est un Peuhl « nordiste à 100 % », tandis que le second, membre de l'ethnie M'Bo, est un natif du littoral. Pour la majorité des militants nordistes qui composent l'UNDP, garder un dirigeant sudiste à la tête du parti aurait été l'humiliation. Lors d'un congrès controversé, en janvier, à Garoua, M. Bello Boubba résumait, sans l'ombre d'une difficulté, son « coup d'Etat » contre M. Ebova.

Vêtu d'un élégant boubou, la moustache grisonnante et le regard affaibli, le nouveau « patron » du parti reçoit ses visiteurs dans sa résidence de Garoua, une grande bâtisse sans prétention, gardée en permanence par de jeunes militants. Accusé d'avoir « trahi » l'UNDP, M. Bello Boubba s'en défend courtoisement, affirmant que son parti est aujourd'hui représenté dans quarante-six des quarante-neuf départements que compte le Cameroun.

« Hormis le RDPC (Rassemblement démocratique du peuple camerounais, ex-parti unique dirigé par le président Paul Biya) nous sommes les seuls à bénéficier d'une implantation nationale », souligne-t-il. Ecarté de la scène politique après le putsch raté de 1984, celui

qui fut, avant cette date, premier ministre du président Biya, paraît bien décidé à prendre sa revanche.

Si Garoua, « capitale » du Nord, reste son fief, le dirigeant de l'UNDP, que l'opinion locale considère comme l'héritier naturel du président Ahidjo, n'en projette pas moins d'étendre bien au-delà l'influence de son mouvement. A l'en croire, dans les provinces de l'Ouest et du Nord-Ouest - « y compris dans la région de Bamenda », bastion des opposants anglophones du Social démocratique front (SDF) - l'UNDP « supplante » tous les autres partis.

Ces déclarations triomphalistes seront-elles confirmées par les urnes ? Dans un premier temps, le parti nordiste, suivant l'exemple de autres « poids lourds » de l'opposition, avait prudemment rallié le mot d'ordre de boycottage des élections législatives prévues le 1<sup>er</sup> mars (le 1<sup>er</sup> février du 20 février). Fin février, il faisait brusquement volte-face. M. Bello Boubba avait-il été appelé par quelque promesse de portefeuille gouvernemental, comme le chuchotent les mauvaises langues ?

La participation de l'UNDP aux élections constitue, à l'évidence, un bon point pour le pouvoir. Mais il n'est pas certain que ce ralliement de dernière minute suffise à calmer les esprits et à éviter les pugilats, souvent meurtriers, auxquels se livrent fréquemment les populations locales.

Les récents affrontements qui ont endeuillé, en janvier, la ville de Kousséri, dans la province de l'Extrême-Nord, tendent à prouver, en effet, que les appareils politiques ne maîtrisent pas forcément leurs bases. Vaste mosaïque tribale, le nord du Cameroun est régulièrement le théâtre de ces dochereux affrontements enracinés et parfois violents de plus d'un siècle.

A Kousséri, c'est la distribution des cartes d'électeurs - réalisée dans des conditions plus que douteuses par les notables du RDPC - qui a servi de prétexte aux violences. Selon le premier ministre, M. Sadou Hayatou, ces rixes gigantesques, opposant membres de l'ethnie Kotoko et arabes Choa, auraient fait au bas mot « une centaine de tués ». D'autres redoutent que l'approche des élections ne fasse encore monter la fièvre.

« C'est une bonne occasion pour créer des bagarres ! », admet-on à Garoua.

Même si elle a le vent en poupe, l'UNDP ne fait pas l'unanimité dans le nord. Ainsi, ce vieux paysan de l'ethnie Fali (une des plus importantes de la région, avec 35 000 membres) jure-t-il qu'il votera « pour Biya », c'est-à-dire pour le RDPC. Non par conviction politique, mais parce qu'il fait partie de ces Fali qui, encore aujourd'hui, ont du mal à admettre la domination des Foulbé (1), dont les ancêtres, guerriers nomades, envahirent la région au début du dix-neuvième siècle. C'est ainsi, également, que s'est récemment constitué un Mouvement pour la défense de la République (MPR) regroupant plusieurs ethnies « païennes », hostiles aux musulmans foulbé.

## Divisions intestines

L'identité nordiste l'emportera-t-elle sur ces divisions intestines ? Le corps des fonctionnaires et des forces de sécurité, « épurés » après 1984, restent dominés par ceux que l'on appelle ici, avec une pointe de dédain, les « Gada Mayo », ceux qui vivent « de l'autre côté de la Bénoué », c'est-à-dire au sud de la rivière. « En cas de pépin, la soldat nordiste jure à plein », se plaît-on à répéter. « Même s'ils admettent s'écarter, les gens du Nord se sentent tous frères », ajoute-t-on.

Garoua, fief de l'opposition, est aussi la ville natale de M. Hayatou. Et personne ne l'oublie : la famille du premier ministre - « une des plus grandes familles de Garoua », concèdent ses détracteurs - détient plusieurs postes clés. Le maire de la ville n'est autre qu'un des frères du chef du gouvernement, et c'est un des oncles de M. Hayatou qui occupe la fonction de « lamido » (chef traditionnel).

Mais toutes ces lettres de noblesse ne suffisent pas pour construire une popularité. M. Hayatou n'est « rien que le caniche du président Biya », jettent les plus féroces. D'autres, pourtant, peu suspects de sympathie pour le régime, estiment néanmoins que le premier ministre pourrait se révéler demain - « une fois Biya tombé » - un homme providentiel, « un des seuls qui aurait l'emergence pour reprendre le pays en main ». Le vieux rêve nordiste, qu'on croyait évanoui, pourrait-il resurgir des sables ?

CATHERINE SIMON

(1) Foulbé est le pluriel de peuhl.

o L'UNDP participera au scrutin. - Rompant avec les autres partis d'opposition, qui appellent au boycott des élections législatives (le Monde du 20 février), les militants de l'Union nationale pour la démocratie et le progrès (UNDP), dirigée par le nordiste Malgari Bello Boubba, ont finalement décidé de participer au scrutin du 1<sup>er</sup> mars. Les 328 candidats de l'UNDP talonnent de près l'ancien parti unique, le Rassemblement du peuple camerounais (RDPC) du président Paul Biya, qui présente trois cent soixante candidats.

## NIGER

## Des militaires ont pris en otage des responsables gouvernementaux

Un groupe de militaires occupait, vendredi 28 février, à l'aube, les locaux de la radio nationale, à Niamey, d'où a été diffusé, vers 6 heures (locales), un communiqué annonçant l'arrestation du président du Haut conseil de la République (HCR, assemblée législative provisoire), le professeur André Salifou, et celle du ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Moussa. M. Salifou est généralement considéré comme « l'homme fort » des institutions de transition, mises en place en novembre, à l'issue de la Conférence nationale. La prise en otage des deux hommes a été confirmée, peu après, de source diplomatique.

Les mutins ont également fait part de leurs revendications, notamment le départ du chef d'état-major adjoint des armées, le commandant Abou Mamane, et le paiement de deux mois d'arriérés de leurs soldes. En ville, le calme semblait régner,

aux premières heures du jour, mais des coups de feu sporadiques ont pu être entendus, qui semblaient provenir de la zone de la caserne Garba Hassan, située sur la route de l'aéroport. Le premier ministre, M. Amadou Cheffou, se trouve depuis mardi en visite à Bamako, à plus de 500 kilomètres de Niamey.

De source bien informée, on assurait que les mutins avaient, pendant la nuit, libéré le capitaine Maliki Bourima, considéré comme responsable de « l'expédition punitive », organisée en mai 1990, à Tchintabraden, contre des populations touarèges. Des mouvements de protestation de soldats, pour la plupart des hommes de troupe, avaient été signalés, depuis jeudi matin, dans les rues de la capitale. Plusieurs véhicules avaient été bloqués, certains endommagés, des soldats érigeant même, ça et là, des barricades sommaires. (AFP, Reuters).

## ZIMBABWE : les fermiers blancs sur la sellette

## Le projet de loi sur l'expropriation des terres a été soumis au Parlement

Le projet de loi gouvernemental, prévoyant l'expropriation de la moitié des terres agricoles appartenant aux fermiers blancs, a été soumis, jeudi 27 février, au Parlement. Ce projet suscite l'inquiétude des fermiers, qui assurent l'essentiel de la production agricole.

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

Quarante-huit heures après l'ouverture de la session parlementaire, jeudi 27 février, sur le bureau des députés, son projet de loi sur l'acquisition de la moitié des terres et des propriétés agricoles, détenues jusqu'à présent par les fermiers blancs.

Une ultime rencontre entre le président Robert Mugabe et des représentants de l'Union des fermiers commerciaux (CFU), mardi 18 février, avait redonné un brin d'optimisme à ces derniers, de plus en plus inquiets pour leur avenir.

M. Mugabe avait, en effet, déclaré d'accord à la CFU l'opportunité de proposer des amendements au projet de loi. Mais la série d'entrevues avec les ministres de l'Agriculture et de la Justice, MM. Wines Mangwende et Emmerson Mnangagwa, qui n'ont accepté que deux modifications mineures au texte initial, ont réduit à néant les espoirs des fermiers.

Les soixante pages du projet de loi - en préparation depuis deux ans - donneront la possibilité au gouvernement d'acheter, à un prix qu'il fixera lui-même, quelque 5,5 millions d'hectares appartenant aux fermiers blancs, restés au pays après l'indépendance. En 1980, sans qu'ils puissent faire appel à la justice pour contester ce qu'il faut bien appeler une nationalisation, ou réclamer une indemnisation.

## Craintes des bailleurs de fonds

Cette loi sur l'acquisition des terres et leur redistribution aux paysans noirs est devenue l'un des points forts de la politique du président, contrairement à ce qu'on avait pu craindre, il y a deux ans, à l'ouverture politique et à l'abandon du monopartisme. Le plan gouvernemental de redistribution économique, certes, a porté ses fruits ; mais son application a aggravé les conditions de vie d'une population noire, qui manifeste, désormais

ouvertement, son mécontentement. Or, la prochaine échéance électorale est fixée à 1995. D'ici là, le chef de l'Etat sera vraisemblablement confronté à une puissante opposition politique, qui menace déjà de se constituer en un front, comme cela a récemment été le cas en Zambie ou au Kenya. S'il veut se maintenir au pouvoir, le chef de l'Etat doit, dès à présent, tenter de s'attirer la faveur des électeurs.

Croire que la redistribution de terres à cent mille familles d'agriculteurs noirs résout le problème, est certainement illusoire. Mais M. Mugabe, qui dirige l'Union nationale africaine du Zimbabwe-Front patriotique (ZANU-PF), n'a plus vraiment le choix. Il devra tenir ses promesses, quel qu'en soit le prix. Les 4 500 fermiers blancs détiennent toujours 11,5 millions d'hectares - presque le tiers du pays - et produisent 80 % des récoltes commerciales de coton et de bétail. De l'autre côté, quelque 7 millions de Noirs sont agglomérés sur 16,4 millions d'hectares de terres cultivables communales, et se demandent si l'indépendance a changé quelque chose à leur existence.

Mais ce projet de loi constitue, surtout, un point d'interrogation pour les bailleurs de fonds du Zimbabwe - pays occidentaux. Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale. Les « amis » de Harare craignent, en effet, que l'application de la future loi mette en péril le redressement économique et ne se transforme en un épouvantail dissuasif pour les investisseurs étrangers.

La Grande-Bretagne, qui a versé, depuis 1980, quelque 36 millions de dollars pour faciliter la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation de la terre aux paysans noirs, mène une campagne active pour éviter le pire. Londres milite, en coulisses, pour que la redistribution des terres continue de se faire sur la base volontaire de l'offre et de la demande, entre l'Etat-acheteur et les fermiers-vendeurs.

Ces derniers motifs, les Britanniques ont haussé le ton, menaçant même de suspendre leur aide, si le gouvernement zimbabwéen persistait dans son intention. Ces efforts risquent, cependant, d'être inutiles. Le parti présidentiel au pouvoir dé tient 147 sièges sur les 150 que compte le Parlement. L'adoption de la loi n'est donc plus qu'une simple formalité.

FREDERIC FRITSCHER

## ZAÏRE : la visite de M. Herman Cohen

## Washington souhaite la « reconvoque immédiate » de la Conférence nationale

Dans une déclaration, publiée jeudi 27 février, à l'issue de la brève visite au Zaïre du secrétaire d'Etat américain adjoint chargé des affaires africaines, M. Herman Cohen, le département d'Etat a demandé la « reconvoque immédiate » de la Conférence nationale souveraine, réclamée par l'opposition au régime du président Mobutu.

M. Cohen, qui a pu rencontrer le chef de l'Etat ainsi que le président du bureau provisoire de la Conférence nationale, Mgr Laurent Monsengwo, a rappelé sa conviction que la Conférence nationale constituait « la seule voie vers la démocratisation du Zaïre et la solution de ses problèmes ».

Le responsable américain a également exprimé la « préoccupation » des Etats-Unis devant l'aggravation de la situation économique des Zaïrois et le « choc » ressenti « après les actions injustifiées et brutales des services de sécurité, le 16 février », quand plusieurs dizaines de milliers de chrétiens, manifestant dans les rues de Kinshasa, avaient été violemment dispersés par les soldats de la Division spéciale présidentielle. M. Cohen, qui a regagné Brazzaville, au Congo, jeudi soir, doit poursuivre sa tournée en Afrique australe par une visite au Gabon. (AFP, Reuters).

## EN BREF

o GABON : reprise du travail à EN-Gabon. - Tous les employés d'EN-Gabon ont cessé leur grève à Port-Gentil, et le processus de reprise de la production se déroule de manière satisfaisante, a annoncé, jeudi 27 février, le service d'information de la compagnie pétrolière. La direction a finalement répondu mercredi aux revendications des salariés. (AFP).

o TCHAD : le premier ministre dénonce une tentative de coup d'Etat. - Le premier ministre tchadien, M. Jean Bayewou Alieng, a déclaré, mercredi 26 février, que l'attaque d'un commissariat, le 21 février dernier, par un groupe d'hommes armés en tenue militaire était en fait une tentative de coup d'Etat. « Il s'agit d'un coup d'Etat avorté dirigé par un Comité de sauvegarde national pour la paix et la démocratie », a-t-il précisé au cours d'une conférence de presse. (Reuters).

o MAURITANIE : nouveaux ministres des affaires étrangères. - Le chef de l'Etat mauritanien, le colonel Maouiya Ould Sid'Ahmed Taya, a nommé, jeudi 27 février, M. Ismael Ould Yahi au poste de ministre des affaires étrangères, en remplacement de M. Hassi Ould Didi. M. Ould Yahi

était jusqu'à présent directeur adjoint de l'école nationale d'administration mauritanienne. (AFP).

o CONGO : boycottage des prochaines élections par plusieurs partis. - Une soixantaine de partis politiques, regroupés au sein d'un Front pour la défense de la démocratie (FDD), boycotteront les élections prévues cette année - qui débiteront le 15 mars par un référendum constitutionnel - pour protester « contre la magouille électorale organisée par le gouvernement » du premier ministre André Milongo, a annoncé, jeudi 27 février, le FDD à Brazzaville. (AFP).

o AFRIQUE DU SUD : Prétendu rôle implicite de son armée dans le trafic d'ivoire. - Les forces armées sud-africaines ne sont aucunement impliquées dans le braconnage des éléphants et le trafic d'ivoire, a déclaré, jeudi 27 février, le ministre de la loi et de l'ordre, M. Hermus Kriel. L'Agence de recherches sur l'environnement (EIA) accuse en effet l'armée sud-africaine de décimer les éléphants du Mozambique et de l'Angola, en profitant de ses liens avec les rebelles des deux pays. (AFP).

## APPEL AUX ELUS

Les élus locaux et parlementaires réunis le 18 janvier 1992 aux Ulys, à l'invitation de Monsieur LORIDANT, sénateur-maire, et des cinq maires des villes françaises jumelées à des communes sahraouiennes, ont examiné avec intérêt les retards et les grandes difficultés constatées dans l'application du Plan de paix des Nations unies devant régler le vieux conflit de décolonisation du Sahara occidental.

En effet, ce plan approuvé à l'unanimité par le Conseil de Sécurité en avril dernier ne semble pouvoir s'appliquer aujourd'hui, les autorités marocaines tentant à coup de mauvais arguments de bloquer les critères d'identification du corps électoral et ainsi de transformer un référendum libre et répété voulu par la communauté internationale en un piège-catche pour le rattachement du Sahara occidental au Maroc.

Peut-on laisser le Maroc continuer d'exercer ses multiples pressions et provocations pour bloquer toute application du droit et priver un peuple de la possibilité de choisir librement son destin ?

Le droit n'est-il pas indivisible ? A partir de quand le silence se devient-il pas complicité ? Les élus locaux et parlementaires réunis aux Ulys s'élevèrent solennellement contre ces tentatives de falsification d'un plan accepté en 1988 par les deux parties, Maroc et Polisario, et sont résolus à tout mettre en œuvre pour s'opposer à toute violation du droit et prévenir toute nouvelle injustice à l'égard d'un peuple en guerre depuis 17 ans et qui n'aspire qu'à la paix et au respect de son droit, dénonçant la répression actuelle dans les territoires occupés par le Maroc.

En conséquence, l'Assemblée des élus réunis aux Ulys le 18 janvier 1992 propose aux élus locaux et aux parlementaires l'adresse suivante :

« Nous demandons au Conseil de Sécurité de l'ONU l'application immédiate et complète de sa résolution 690 qui place notamment l'organisation et le contrôle du référendum sous sa seule souveraineté.

« Nous demandons au Ministère des Affaires Etrangères de faire au nom de la France intervenir fermement au sein du Conseil de Sécurité pour que celui-ci ne donne les moyens de mettre en œuvre immédiatement et complètement sa résolution 690.

« L'Assemblée des élus réunis aux Ulys le 18 janvier 1992 propose aux communes de France de continuer leur solidarité active en participant aux initiatives qui sont à même d'associer la population française à des opérations d'urgence en faveur des Sahraouis.

La proposition de Cuges-les-Pins d'organiser une caravane, reprise par notre assemblée, en est un exemple. Prenez contact avec le comité de Cuges et Solidarité sans Frontière, Maire de Cuges-les-Pins, 13780 CUGES-LES-PINS.

François AUTAIN Joël BATTEUX Michel BRETIGNOL Michel CASTEL Jean-Claude DELAUNDE André DUROMEA Jean-Loup ENGLANDER Jacques FLOCH Jean-Pierre FOURRE Robert JARRY Paul LORIDANT Marc LUCAS Lucienne MARTIN Hélène MIGNON Jean-Claude MOLINA Robert MONTARGENT Charles PISTRE Jean TARDITO Nicole TOUQUOY-MORICHAUD Robert VIDET	Jean-Louis BOUTON conseiller régional Ile-de-France maire d'Albi maire de Laon-Plage député-maire de Harre maire de Saint-Michel-Orgre député-maire de Réc député de Seine-et-Marne député de la Seine député-maire des Ulys maire de Yvercy député de l'Ariège député-maire de Murat maire de Cuges-les-Pins député-maire d'Argentan député du Tarn député-maire d'Aubagne conseiller régional Ile-de-France sénateur de l'Essonne
---	---

Pour tout contact : Association des Amis de la RASD - BP 244, 75237 Paris Cedex 05.



## EUROPE

Le conflit du Haut-Karabakh

### Situation tendue à Bakou

De nouveaux combats entre Arméniens et Azerbaïdjanais ont rompu, jeudi 27 février, un cessez-le-feu de quelques heures conquis par le ministre turcien des affaires étrangères M. Ali Akbar Velayati. Les deux parties se sont mutuellement accusées de l'avoir violé. Il semble que les forces arméniennes aient tenté de lancer une contre-offensive après la prise par les Arméniens de l'aéroport de Khodjaly, le seul

Des familles de militaires de l'ex-armée soviétique ont commencé à être évacuées en avion-cargo d'Azerbaïdjan vers des aéroports militaires proches de Minsk, capitale de la Biélorussie, a annoncé jeudi Radio-Moscou dans un reportage de Minsk. Citant des «sources informées», la radio russe a ajouté que «sur ordre du commandant en chef des forces armées de la CEI, le maréchal Chapochoukine, quelque 11 000 familles seront évacuées d'urgence d'Azerbaïdjan, où une menace pèse sur la vie des militaires et

de leurs familles». Le Front populaire d'Azerbaïdjan, force influente dans la République, avait obtenu en novembre dernier de remplacer le Parlement par un Conseil national, où l'opposition siège à parité avec les députés du camp ex-communiste au pouvoir. Le Front a de nouveau exigé, il y a une semaine, la démission du président Ayaz Moutalibov, accusé d'incompétence dans la défense de l'intégrité du territoire national et dans la protection de ses populations azéris du Karabakh.

Ayant prévu d'organiser samedi un nouveau grand meeting à Bakou, le Front a cependant décidé de repousser celui-ci devant les risques de dérapage, a indiqué le président de la commission des affaires étrangères du Parlement, M. Ismaïl Garibov, ancien dirigeant du Front de passage cette semaine à Paris, a estimé que les chances de voir M. Moutalibov se maintenir au pouvoir tiennent à ses capacités d'obtenir «ne fût-ce qu'une petite victoire» sur le front du Karabakh.

A Erevan, le ministère de la défense a appelé jeudi tous les officiers arméniens à retourner dans leur pays pour créer une «armée régulière».

A Bakou, où les autorités essaient depuis des mois de créer une armée nationale, la situation semble se tendre dangereusement.

Au cas où le président azerbaïdjanais serait forcé à démissionner, le pouvoir ne pourrait passer, en raison des divisions au sein de l'opposition, qu'à une «direction collégiale» du Conseil national chargé d'organiser de nouvelles élections, a estimé M. Garibov. Ne cédant pas la gravité de la situation intérieure en Azerbaïdjan, il a évoqué des «propositions» que le KGB avait envisagées à l'automne dernier pour enrayer des «pogroms anti-russes» à Bakou.

GRANDE-BRETAGNE : des députés exigent des excuses du premier ministre australien. — Plusieurs députés britanniques ont exigé, à Londres, jeudi 27 février, des excuses du Premier ministre australien, M. Paul Keating, qui avait une nouvelle fois, le jour même, lancé de violentes attaques contre la Grande-Bretagne, en l'accusant d'avoir négligé ses devoirs envers l'Australie pendant la seconde guerre mondiale. Le polémiste avait commencé lors de la visite en Australie de la reine Elizabeth II, la semaine dernière (le Monde du 26 février), au cours de laquelle M. Keating avait prononcé un discours considéré comme pro-républicain. — (AFP.)

MALTE : formation du gouvernement. — Le premier ministre maltais, M. Eddie Fenech Adam, a publié, jeudi 27 février, la liste des membres de son nouveau gouvernement, composé de douze ministres et sept secrétaires d'Etat. Le Parti nationaliste de M. Fenech Adam, premier ministre sortant, avait remporté les élections législatives de samedi dernier (le Monde du 28 février) avec 51,8 % des voix.

TCHÉCOSLOVAQUIE

### Des manifestations ont perturbé la signature du traité d'amitié avec l'Allemagne

Le président Václav Havel et le chancelier Helmut Kohl ont signé, jeudi 27 février à Prague, un nouveau traité d'amitié (le Monde du 28 février). Des centaines de Tchécoslovaques, le plus souvent assez âgés pour avoir connu l'occupation et le démembrement de leur pays par les nazis, ont manifesté à l'arrivée du chancelier au château de Prague.

Les protestataires estiment que, dans ce traité, Prague fait trop de concessions à son puissant voisin, car le document reconnaît comme une injustice l'expulsion de trois millions de Sudètes de Tchécoslovaquie après la seconde guerre mondiale. Pourtant, il ne prévoit pas de leur restituer leurs biens.

### La question des Sudètes

BONN

de notre correspondant

Le chancelier Kohl avait beaucoup hésité avant de se rendre à Prague. La signature du traité d'amitié et de bon voisinage, paré le 15 octobre 1991, continue en effet de susciter des critiques de la part de la droite bavaroise, la CSU. Celle-ci, partenaire de la coalition au pouvoir à Bonn, se fait traditionnellement le porte-voix des organisations de réfugiés, qui ont quitté les territoires perdus par l'Allemagne après la chute du III<sup>e</sup> Reich.

Une «expulsion» reconnue

Les descendants des 2,9 millions d'Allemands des Sudètes, devenus citoyens de la RFA, considèrent que leurs droits ne sont pas assez pris en compte dans le traité, même si celui-ci reconnaît, pour la première fois, que leur départ forcé de la Tchécoslovaquie s'est assimilé à une

«expulsion». Le traité ne leur permet pas de récupérer leurs propriétés en Tchécoslovaquie, sauf s'ils optent pour la nationalité tchécoslovaque et font le choix d'un retour définitif.

M. Franz Neubauer, le président du puissant lobby allemand des Sudètes, aurait voulu que ses semblables puissent participer, sur place, à la mise aux enchères de leurs anciennes propriétés. Il n'est pas exclu, dans les faits, que leur prétention s'exerce à travers des hommes de paille de nationalité tchécoslovaque.

C'est pour prendre en compte les intérêts des Allemands des Sudètes que Bonn a refusé de reconnaître la nullité des accords de Munich de 1938 qui avaient permis à Hitler d'envahir la Tchécoslovaquie. Ceux-ci contiennent d'ailleurs des clauses de reconnaissance juridique de la nationalité allemande aux descendants de la minorité des Sudètes. — (Interim.)

Les réfugiés de Khodjaly

### «Il ne nous reste qu'à mourir»

AGDAM (Azerbaïdjan)  
de l'envoyé spécial de Reuters

Les blessés ont été traités à dos d'homme sur une dizaine de kilomètres à travers les montagnes enneigées. Les cadavres raidis de ceux qui n'ont pas survécu reposent aujourd'hui dans la mosquée d'Agdam. Parmi les huit corps enroulés dans des couvertures, il y a ceux d'une jeune femme et de deux petites filles. «Nous les avons ramassés dans la montagne. Il y a en des tas d'autres là-haut», déclare Ali Rakhimov, qui ajoute : «Toute ma famille a disparu».

Des milliers de réfugiés azéris chassés de leurs villages du Haut-Karabakh campent depuis des semaines ou des mois à Agdam, porte de l'enclave sur le

chemin de Bakou. Depuis la chute de Khodjaly (le Monde du 28 février), un millier d'autres sont arrivés. A la mosquée, un responsable religieux parle de 477 disparus, et 27 morts ont déjà été enterrés.

«Ils sont venus à minuit et ont commencé à tirer dans toutes les directions», raconte Rana Aslanova, perdue dans la foule qui attend des nouvelles devant l'hôpital d'Agdam, où sont entassés plus d'une centaine de blessés, atteints par balles ou à l'arme blanche. Dans la salle commune, au parterre taché de sang, les blessés reposent sur le sol, dans un corral de gémissements. Pour les vieux et les enfants, on a trouvé des lits. «Je n'ai jamais rien vu de pareil de ma vie», commente le docteur

Muhammed Shirinov, qui soigne une jeune femme grièvement blessée à la poitrine. Tout près, une femme âgée, atteinte en plein ventre. Dans le lit d'en face, un vieillard agonise.

Dans les rues d'Agdam, les réfugiés traînent par centaines et se lamentent : «Nous n'avons rien pour nous défendre. Il ne nous reste qu'à mourir». Tamerlan Karav, vice-président du parlement azerbaïdjanais et un des dirigeants du Front populaire, est sur place : «On attend des hélicoptères depuis des jours mais rien n'arrive de Bakou. La nuit va être longue. Les Arméniens sont très près». A quelques kilomètres, le ciel s'illumine et l'on entend des tirs.

ELIF KABAN

## A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN

### Le médiateur de l'ONU estime que «le conflit a changé de nature»

«Il n'y a de solution que politique à la question afghane», a déclaré, mercredi 26 février, à Genève M. Benon Sevan, représentant du secrétaire général des Nations unies. L'Afghan moyen veut qu'on mette fin à cette guerre. Pour le médiateur de l'ONU, la probabilité est désormais très grande que se tienne, dans la deuxième quinzaine d'avril à Genève ou Vienne, une 11<sup>e</sup> (assemblée) de personnalités venues de la plupart des horizons politiques du pays. Selon lui, cette rencontre aurait lieu même si certaines factions des rebelles islamistes refusent d'y participer.

L'urgence d'un «dialogue entre Afghans» vient de ce que «le conflit a changé de nature». M. Sevan a fourni des détails sur cette évolution : les oppositions à caractère ethnique mettant en cause l'unité du pays (le Monde du 28 février) ; la production d'opium et d'héroïne a fait de l'Afghanistan le pays le plus inquiétant au monde pour les agences spécialisées dans la lutte contre la drogue ; enfin le territoire est devenu une base d'entraînement pour des groupes venus de l'étranger, en particulier des nouvelles Républiques musulmanes d'Asie centrale. Ces dernières craignent, en conséquence, que le conflit afghan ne «déborde» chez eux. — (AFP, Reuters.)

CAMBODGE

### Les Khmers rouges refusent toujours le libre accès de l'ONU dans leurs zones

La décision formelle du Conseil de sécurité des Nations unies de lancer son vaste programme pour restaurer le paix au Cambodge sous l'égide de l'Autorité provisoire de l'ONU, ou APRONUC (le Monde du 28 février), qui devait être prise jeudi 27 février, a été

repoussée à vendredi en raison du retard de l'avion qui ramenait le secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, à New-York.

Pendant ce temps, le prince Sihanouk a demandé aux Khmers rouges, dont il visitait la base de Pailin, de «respecter à 100 % le traité de Paris afin que le Cambodge soit à 100 % indépendant et souverain». Cet appel intervient au lendemain de l'incident au cours duquel des tireurs khmers rouges avaient ouvert le feu contre un hélicoptère de l'ONU, et alors que les partisans de M. Pol Pot viennent de faire savoir qu'il n'était pas question, pour le moment, de laisser les premiers «casques bleus» de la MIPRENUC (Mission préparatoire de l'ONU) se déplacer librement dans leurs zones.

Pour M. Son Sen, chef des forces khmers rouges, l'accès de la MIPRENUC «doit être limité». «Attendons que l'APRONUC vienne. Alors, ils pourront aller partout où ils veulent. Le pays est toujours en guerre», a ajouté le chef local des maquisards. — (AFP, Reuters.)

CEI

### Les présidents des Parlements tentent d'organiser leur coopération

Les présidents des Parlements des pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI), réunis à Moscou, à l'exception de celui de l'Ouzbékistan, sont convenus, jeudi 27 février, de la nécessité d'organiser des réunions consultatives des responsables de leurs assemblées.

Les participants ont également décidé de coopérer dans le domaine législatif et ont même évoqué la possibilité de créer une Assemblée interparlementaire. Toutefois, selon M. Roustan Khazbulatov, le président du Parlement russe, les avis étaient très partagés sur la question. M. Khazbulatov a justifié la nécessité d'organiser des réunions régulières de chefs de Parlement notamment par le fait que les députés des pays de la CEI souhaitent être

davantage informés sur les sommets de la Communauté. Le conseiller ukrainien en matière juridique, M. Alexandre Emers, s'est inquiété de la création de nouveaux organismes de coordination qui «peuvent très vite se transformer en organes de direction d'Etat». C'est la raison pour laquelle, a-t-il ajouté, l'Ukraine est opposée au projet de constitution d'un Conseil des chefs de Parlement de la CEI. Les présidents des Parlements doivent se retrouver à Alma-Ata (Kazakhstan) à la fin du mois. — (AFP.)


DJIBOUTI

### Polémique sur l'envoi de soldats français dans le sud du pays

Moins de deux jours après le départ des militaires français, envoyés en «mission de paix» dans le sud du pays, un semblant de polémique semble déjà s'instaurer entre le gouvernement djiboutien et l'opposition sur la fonction exacte de ces troupes. Le porte-parole du gouvernement a affirmé, jeudi 27 février, que ce «déploiement», effectué à la demande du président Gouled, «s'inscrit parfaitement dans le cadre de la coopération franco-djiboutienne». Il ne s'agit nullement d'une force d'interposition comme l'indiquent les opposants. «Lorsque l'on confie une mission de paix à une armée, on sait ce que cela veut dire», a-t-il poursuivi, évoquant la possibilité d'une fonction de «dissuasion» des troupes françaises.

Les représentants des rebelles du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD) ont aussitôt dénoncé ce qu'ils considèrent comme une «dangereuse confusion». Dans un communiqué, qui nous est parvenu jeudi soir, ils indiquent que le FRUD «ne permettra, sous aucun prétexte, aucune forme directe ou indirecte de restauration de l'autorité de l'Etat djiboutien dans les régions d'où il a été chassé par les armes. Et cela, concluent-ils, jusqu'à la mise en place d'une solution satisfaisante, issue des négociations directes avec le gouvernement».

C. S.



## King Faisal International Prize

### APPEL A CANDIDATURE POUR LE PRIX INTERNATIONAL DE MÉDECINE ET DE SCIENCE 1993 DU ROI FAYÇAL

Le Secrétariat général du Prix International du Roi Fayçal a le plaisir d'inviter les universités et les centres de recherche spécialisés du monde entier à soumettre les candidatures de personnes qualifiées pour :

Le Prix international de médecine du Roi Fayçal décerné pour

**« LES MALADIES IMMUNO-DÉFICITAIRES ACQUISES »**

et

Le Prix international des sciences du Roi Fayçal pour :

**« LA PHYSIQUE »**

Les candidatures doivent répondre aux conditions suivantes :

1. Les candidats doivent être auteurs de travaux académiques marquants dans le domaine concerné, bénéficiant à l'humanité et promouvant le progrès humain.
2. Les travaux soumis doivent être originaux et publiés.
3. Seuls les institutions de recherche ou de formation reconnues peuvent proposer des candidatures.
4. Toute candidature doit être accompagnée des documents suivants :
  - (a) une lettre officielle pour chaque candidature,
  - (b) une liste dactylographiée des travaux du candidat justifiant sa candidature,
  - (c) un C.V. dactylographié avec une liste détaillée sur la formation, l'expérience et les travaux publiés du candidat,
  - (d) dix exemplaires de chacun des travaux soumis,
  - (e) trois photos couleur récentes 4" x 6",
  - (f) l'adresse postale du candidat comprenant :
    - (1) son adresse professionnelle, numéros de téléphone et de télécopie,
    - (2) son adresse personnelle avec son numéro de téléphone.
5. Les candidatures seront examinées par un comité de sélection composé de spécialistes de renom concernés en la matière.
6. Le prix peut être attribué à une ou plusieurs personnes.
7. Les travaux soumis par un candidat ne seront pas acceptés si :
  - (a) ils ont déjà été couronnés par le prix d'une organisation internationale,
  - (b) il s'agit de travaux pour un diplôme universitaire,
  - (c) ils n'ont pas fait l'objet d'une publication.
8. La candidature ne sera pas acceptée dans les cas suivants :
  - (a) décès du candidat,
  - (b) candidature proposée par des personnes privées ou des partis politiques,
  - (c) non-respect des conditions posées,
  - (d) réception après la date limite.
9. Le prix est constitué des éléments suivants :
  - (a) un certificat au nom du lauréat avec un résumé des travaux l'ayant qualifié pour le prix,
  - (b) une médaille en or,
  - (c) une somme de trois cent cinquante mille riyals saoudiens (environ 93.333 \$US).
10. Le nom du/des lauréat/s sera annoncé en février 1993 et le prix remis lors d'une cérémonie officielle à une date ultérieure.
11. La date limite de communication des dossiers de candidature complets est fixée au 1<sup>er</sup> septembre 1992.
12. Aucun élément accompagnant les candidatures ne sera restitué, que le candidat se soit vu attribuer le prix ou non.
13. Toute correspondance doit être envoyée par courrier avion recommandé à l'adresse suivante :
 

Secrétariat général, Prix International du Roi Fayçal  
P.O. Box 22476, Riyad 11496 Royaume d'Arabie Saoudite  
Tél. : 4652255, Tx : 404667 PRIZE SJ, Fax : 4656685, Cible JAEZAH



## EUROPE

Face à la désagrégation de la Yougoslavie

## La Voïvodine en quête d'identité et de statut

La désagrégation de la Yougoslavie dans un climat de sur-enchère nationaliste menace certaines régions qui vécurent longtemps sur le principe d'une cohabitation réussie entre les peuples. La Bosnie-Herzégovine, l'une des six Républiques de l'ex-Fédération, composée de Musulmans, de Croates et de Serbes, en est un exemple. La Voïvodine, province du nord de la Serbie qui, en vertu de la Constitution yougoslave, bénéficiait d'une autonomie politique, en est un autre. Dans les deux cas, certains responsables politiques ont réclamé l'intervention des « casques bleus » pour prévenir un partage territorial qui ne pourrait se faire que dans le sang, compte tenu de l'imbriication des différentes nationalités.

BELGRADE

de notre correspondante

Première région agricole de l'ex-Yougoslavie, la Voïvodine s'étend sur plus de 22 000 kilomètres carrés. Elle est bordée au nord par la Hongrie, au sud par la Serbie, à l'ouest par la Croatie et à l'est par la Roumanie. Carrefour de cultures entre l'Est et l'Ouest européens, terre de migrations nombreuses, elle compte actuellement une faible majorité serbe (57 %) et une forte minorité hongroise (17 %), mais aussi des Croates, des Roumains, des Slovaques, des Ruthènes...

Au total, vingt-quatre nationalités qui avaient su trouver un *modus vivendi* dans le cadre de l'autonomie politique dont bénéficiait la Voïvodine. Cependant, après une reprise en main de la région par le régime de Belgrade en 1988, qui vit notamment le limogeage de 30 000 fonctionnaires « autonomistes », celle-ci a perdu, en même temps que le Kosovo (province autonome du sud de la Serbie), toutes ses prérogatives lors de la promulgation de la nouvelle Constitution de Serbie en 1990 - symbole de la « réunification » de la République prônée par le président Slobodan Milosevic.

La perte de l'autonomie entraînant une restriction des droits des minorités et la montée du nationalisme a fait naître, dès 1990, des partis nationaux comme l'Alliance démocratique des Magyars de Voïvodine (VMDK) ou l'Alliance démocratique des Croates de Voïvodine (DSHV) mais aussi des mouvements d'opposition, telle la Ligue social-démocrate de Voïvodine-Yougoslavie, qui dénoncent ce qu'ils appellent « l'occupation de la Voïvodine par le régime hégémoniste serbe de Belgrade ».

Eprouvant un sentiment d'injus-



te, ils soulignent que la Voïvodine n'a jamais fait partie de la Serbie avant 1918 et que le rattachement de cette province de l'empire austro-hongrois au royaume de Serbie, le 12 octobre 1918, a été ratifié par une assemblée à forte majorité serbe (75 % des députés) alors que les Serbes ne représentaient, à cette époque, que 29 % de la population. Ils rappellent, enfin, qu'en 1945, lors de la création de la deuxième Yougoslavie, la Voïvodine est devenue une « province autonome au sein de la Serbie » et que son statut est garanti par la Fédération yougoslave.

## Perte d'identité

L'éclatement de cette Fédération, le conflit armé serbo-croate et les projets de mini-Yougoslavie autour d'un pouvoir centralisateur situé à Belgrade ont aggravé la situation. La Voïvodine se sent d'ores et déjà menacée, en train de perdre son identité ainsi que la place qu'elle s'était forgée au cours de l'Histoire.

Dans un entretien accordé au *Monde*, le jeune leader de la Ligue social-démocrate, M. Nenad Canak, évoque les menaces pesant sur « ce milieu spécifique et cosmopolite » qu'est la Voïvodine et définit le rôle que pourrait jouer la région dans le règlement de la crise yougoslave. De par sa position stratégique, estime-t-il, la Voïvodine a « toujours été une zone tampon entre la Serbie, la Croatie et la Hongrie », servant ainsi « d'élément stabilisateur » dans cette partie de l'Europe.

Aujourd'hui, elle pourrait s'interposer entre la Croatie et la Serbie, qui n'auraient ainsi plus de frontière commune. Promoteur de l'idée d'un référendum sur le statut futur de la Voïvodine, M. Nenad Canak sug-

gère, pour le moment, « la fédéralisation de la Serbie dans un cadre politique démocratique ». Une formule qui, à ses yeux, permettrait à la plus grande République yougoslave de conserver ses deux provinces « autonomes » et de sauvegarder ses frontières actuelles. Si le pouvoir de Belgrade s'y opposait au profit « d'une politique hégémoniste et centraliste », la Voïvodine revendiquerait son indépendance et se constituerait en « territoire neutre et ouvert ».

Avec le conflit en Croatie et notamment en Slavonie - zone croate limitrophe de la Voïvodine - ce Serbe de trente-trois ans, haï par les extrémistes serbes pour ses velléités indépendantistes, est devenu l'un des chefs de file des opposants à la guerre. « Le régime national-socialiste de Belgrade », s'est servi de la guerre « pour anéantir l'esprit oppositional et cosmopolite de la Voïvodine », explique-t-il, arguant que la Voïvodine a été surmobilisée. Les deux tiers des réservistes provenant de Serbie et incorporés dans l'armée

Le président de Serbie optimiste. - Le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, a estimé, jeudi 27 février, devant le Parlement serbe, que la crise yougoslave avait « commencé à se désamorcer » grâce à l'arrivée prochaine des « casques bleus », à la volonté de la Serbie et du Monténégro d'assurer « la continuité » de la Yougoslavie et à la conférence sur l'avenir de la Bosnie-Herzégovine. Il a jugé que la guerre était « désormais finie », que les soldats pourraient rentrer chez eux « et la Serbie s'occuper de ses problèmes économiques ». (AFP)



dans le domaine économique ? La démocratie fait des progrès en Europe de l'Est. Celle-ci se rapproche de l'Ouest. Mais économiquement, le déséquilibre reste très grand. Pour la stabilité en Europe, nous devons les aider. La Finlande et les pays scandinaves ont intérêt à soutenir l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Nous avons en commun cette mer Baltique qui pose problème notamment en raison de la pollution. Mais il y a aussi un défi, une chance de renforcer les contacts entre ces pays en matière économique. C'est la vieille idée de la Ligue hanséatique qui est maintenant réveillée : les anciens Etats de la Baltique peuvent développer ensemble des relations économiques et travailler avec la Pologne, et pourquoi pas avec la région de Saint-Petersbourg.

## La Ligue hanséatique

« Nous avons signé trois accords avec la Russie. L'un d'entre eux, qui porte sur la coopération frontalière, est très intéressant car il concerne les régions proches de la Finlande, comme Saint-Petersbourg, la Carélie et Mourmansk au nord. La Russie a promis de trouver des arrangements spéciaux en ce qui concerne ces régions : en y simplifiant par exemple les modalités des investissements.

- Peut-on parler, après tous les bouleversements en Europe, d'une « zone baltique » ?

- La carte politique a déjà changé mais que va-t-il se passer

yougoslave pour se battre en Croatie sont originaires de Voïvodine, « ce qui représente 33 000 personnes ».

## Mobilisation forcée

De plus, poursuit-il, « 100 000 personnes ont pris le chemin de l'exil pour échapper à la mobilisation forcée menée par les autorités de Belgrade contre les minorités nationales et les opposants au régime ». Aussi M. Canak estime-t-il que la mobilisation est devenue une forme de « génocide des habitants de Voïvodine et de tous ceux qui pensent différemment ».

Il précise que les gens contraints de fuir sont « menacés de voir leurs propriétés redistribuées aux serbes du régime ou aux réfugiés serbes de Croatie ». Dénonçant la violation des droits de l'homme en Voïvodine, M. Canak réclame l'aide de la communauté internationale et « l'envoi d'observateurs ou même de « casques bleus », pour empêcher la modification de la structure ethnique de la région, garantir la liberté d'opinion et permettre « le retour de tous ceux qui ont refusé de servir de chair à canon dans une guerre qu'ils ne voulaient pas ».

Le soutien de M. Canak aux manifestations contre la guerre organisées dans les communes à majorité hongroise de Senta et de Ada en novembre 1991 lui a valu d'être interpellé par la police, de même que d'autres dirigeants de l'opposition. Remis aux autorités militaires, celles-ci l'ont mobilisé pendant cinq semaines.

FLORENCE HARTMANN

Un général indien nommé à la tête des « casques bleus ». - Le général indien Satish Nambiar a été nommé à la tête des 14 000 « casques bleus » de la force de protection de l'ONU (FORPRONU) qui doivent être envoyés en Croatie. Directeur général des opérations militaires à l'état-major indien, le général Nambiar, cinquante-six ans, est diplômé de l'école militaire australienne et a reçu, de 1977 à 1979, un entraînement en Irak. Un premier détachement de 240 « casques bleus » est attendu au cours de la deuxième semaine de mars. (AFP)

La violence et le terrorisme ont mené à la mort de M. Suleyman Demirel dans les années 70 et l'avaient mené à sa chute, avec le coup d'Etat de 1980. Les mêmes maux menacent à nouveau la stabilité de la Turquie, à un moment où son importance stratégique dans une région en pleine évolution est enfin reconnue (le *Monde* du 5 février).

Dans la Turquie d'aujourd'hui, la ligne de démarcation traditionnelle entre la gauche et la droite s'est déplacée pour devenir, de plus en plus, une division entre Kurdes - qui forment un cinquième de la population - et Turcs. Bien que le premier ministre, M. Demirel, continue d'insister sur la nécessité de trouver une solution pacifique au problème, aucune mesure concrète n'a été appliquée pour réduire le fossé qui s'élargit chaque jour entre les deux communautés.

La récente escalade de la violence a sérieusement tempéré les espoirs soulevés par l'arrivée au pouvoir de la nouvelle coalition gouvernementale et l'entrée au Parlement de représentants nationalistes. Après sept ans d'affrontements et plus de trois mille trois cents victimes, la rébellion kurde a franchi les limites de la région du Sud-Est et menace de contaminer l'ensemble du pays.

Assassinats de sympathisants kurdes ou attentats à la bombe, incidents meurtriers sont tous symptomatiques de ce que la presse turque appelle « le syndrome du printemps », un achèvement progressif, mais apparemment inéluctable, vers une grande offensive, dont le début est attendu lors du Nevrouz, l'équinoxe de printemps, que les Kurdes célèbrent comme une fête nationale.

De part et d'autre, les préparatifs vont bon train. Malgré les chutes de neige abondantes, la lutte entre combattants kurdes et forces armées turques n'a connu aucune relâche cet hiver. Les affrontements sont quasi quotidiens, les victimes nombreuses. « Le problème est que nous devons nous battre dans des limites démocratiques », déclarait récemment M. Unal Erkan, nouveau gouverneur de la

ALBANIE : Les émeutes de la faim

## L'armée intervient pour rétablir l'ordre

Le premier ministre albanais, M. Vilson Ahmeti, a demandé, jeudi 27 février, à l'armée d'intervenir avec la plus grande énergie pour faire cesser les pillages qui se déroulent depuis plusieurs jours à Pogradec (le *Monde* du 28 février). Pour la troisième journée consécutive, des violences ont éclaté jeudi dans cette ville du sud-est du pays, où la police n'a pas été en mesure de prévenir la poursuite des pillages de magasins et d'entrepôts.

Deux personnes sont mortes étouffées dans des mouvements de foule et trente-six membres des forces de l'ordre, dont quatre officiers de l'armée, ont été blessés. M. Vilson Ahmeti a convoqué une réunion extraordinaire du gouvernement et demandé à la police et à l'armée de « rétablir l'ordre et d'empêcher l'extension de ces violences à d'autres régions du pays ».

Les pillards ont continué, jeudi, à saccager les magasins d'alimentation, les usines et les entreprises agricoles ainsi qu'à incendier des immeubles, dévastant la zone industrielle de la ville. « Presque tous les entrepôts et usines de la ville ont été mis à sac », a rapporté

par téléphone un habitant. *Il se sont emparés de toute l'huile alimentaire et de toute la nourriture d'une usine. Une usine textile a également été pillée et on a même vu des gens emporter des chaises et autres meubles.* Jeudi soir, le calme semblait être revenu dans la ville où l'armée a pris position. Des émeutes ont aussi été signalées à Lashnje, à 100 km au sud de Tirana, où des jeunes gens menaient à sac usines et bâtiments publics depuis dimanche dernier. Une foule hostile a incendié le siège local du Parti socialiste (ex-communiste) et s'en est aussi pris au tribunal et au commissariat de police de la ville, a rapporté la télévision, qui fait état d'un mort, de quinze policiers blessés et de vingt-six arrestations. A Tirana, les ouvriers qui distribuent le pain ont manifesté, jeudi, devant le ministère du commerce intérieur pour demander des hausses de salaire. Les ouvriers des boulangeries industrielles menacent, pour leur part, de se mettre en grève si leurs revendications salariales ne sont pas satisfaites. (Reuters)

TURQUIE : terrorisme et contre-terrorisme

## La rébellion kurde menace la stabilité politique

Les « forces des ténébre » - comme on les appelle ici couramment - qui, depuis le mois de juin dernier, ont assassiné plus de cinquante activistes kurdes, ont frappé une nouvelle fois. Deux personnes, un infirmier et un militant de gauche, ont été assassinés d'une balle dans la tête, jeudi 27 février, dans deux villes du sud-est attenant à la majorité kurde. Leur précédente victime, avait été, lundi, un correspondant du quotidien pro-kurde *Yeni Ulke*, assassiné dans la ville de Batman (le *Monde* du 28 février).

ISTANBUL

de notre correspondante

La violence et le terrorisme ont mené à la mort de M. Suleyman Demirel dans les années 70 et l'avaient mené à sa chute, avec le coup d'Etat de 1980. Les mêmes maux menacent à nouveau la stabilité de la Turquie, à un moment où son importance stratégique dans une région en pleine évolution est enfin reconnue (le *Monde* du 5 février).

Dans la Turquie d'aujourd'hui, la ligne de démarcation traditionnelle entre la gauche et la droite s'est déplacée pour devenir, de plus en plus, une division entre Kurdes - qui forment un cinquième de la population - et Turcs. Bien que le premier ministre, M. Demirel, continue d'insister sur la nécessité de trouver une solution pacifique au problème, aucune mesure concrète n'a été appliquée pour réduire le fossé qui s'élargit chaque jour entre les deux communautés.

La récente escalade de la violence a sérieusement tempéré les espoirs soulevés par l'arrivée au pouvoir de la nouvelle coalition gouvernementale et l'entrée au Parlement de représentants nationalistes. Après sept ans d'affrontements et plus de trois mille trois cents victimes, la rébellion kurde a franchi les limites de la région du Sud-Est et menace de contaminer l'ensemble du pays.

Assassinats de sympathisants kurdes ou attentats à la bombe, incidents meurtriers sont tous symptomatiques de ce que la presse turque appelle « le syndrome du printemps », un achèvement progressif, mais apparemment inéluctable, vers une grande offensive, dont le début est attendu lors du Nevrouz, l'équinoxe de printemps, que les Kurdes célèbrent comme une fête nationale.

De part et d'autre, les préparatifs vont bon train. Malgré les chutes de neige abondantes, la lutte entre combattants kurdes et forces armées turques n'a connu aucune relâche cet hiver. Les affrontements sont quasi quotidiens, les victimes nombreuses. « Le problème est que nous devons nous battre dans des limites démocratiques », déclarait récemment M. Unal Erkan, nouveau gouverneur de la

région du Sud-Est. *Cela prend du temps.* Cette lenteur exaspère certains Turcs, qui prônent l'éradication pure et simple du Parti des travailleurs kurdes (PKK) par tous les moyens disponibles. Qu'ait été Kurdes, ils manifestent en nombre important lors des funérailles de leurs victimes et accusent le gouvernement de complicité dans ces meurtres mystérieux.

Les récents attentats à la bombe - contre un grand magasin, l'édifice bazar et la chambre de commerce, à Istanbul, - qui ont fait quatorze morts et de nombreux blessés depuis le 25 décembre dernier, ont été suivis par les premiers signes de tension raciale, notamment dans la région épiroenne, où, selon le quotidien *Hürriyet*, plusieurs fermiers employant des travailleurs kurdes auraient été menacés de mort.

## De mystérieux « escadrons de la mort »

Dans le Sud-Est, l'existence d'un mouvement organisé de contre-guérilla, semblable aux escadrons de la mort d'Amérique latine, ne fait plus aucun doute, même si ses investigateurs sont encore inconnus. Selon les représentants du quotidien *Yeni Ulke*, M. Altun, le journaliste turc lundi, avait été brièvement détenu par la gendarmerie après la publication en octobre d'un article suggérant des liens entre l'émergence d'un parti islamique kurde, le Hezbollah - qu'il affirmait soutenu par des éléments liés à l'Etat - et ce mouvement de contre-guérilla. Depuis lors, M. Altun avait fait l'objet de menaces téléphoniques qui s'étaient intensifiées au cours des deux dernières semaines.

Un article similaire était récemment paru dans l'hebdomadaire de gauche *Vers l'An 2000*. Le 18 février, son correspondant à Diyarbakir la capitale du Sud-Est, avait été abattu d'une balle dans la tête alors qu'il était assis à son bureau. Parallèlement, des posters anti-PKK, de tendance islamique, ont fait leur apparition sur les murs de Diyarbakir, exhortant les jeunes à « ne pas se faire tuer pour ce manique » (il s'agit de M. Abdullah Ocakli, dirigeant du PKK). Plusieurs ambassades et agences de presse étrangères ont également reçu des cassettes vidéo aux images choquantes dont le but était d'illustrer les méthodes violentes utilisées par le PKK.

Alors que les « forces des ténébre », de part et d'autre, subissent délibérément toute tentative de compromis, plus de deux cent cinquante intellectuels kurdes et turcs se sont réunis le 15 février à Istanbul, pour tenter de renouer le dialogue entre les deux communautés. Ils n'en étaient pas moins conscients que leurs efforts, pour loüables qu'ils soient, ne suffiraient pas à éviter une configuration que la plupart d'entre eux jugent inévitable.

NICOLE POPE

## Un entretien avec le premier ministre finlandais

Suite de la première page

Cela dit, l'essentiel de la neutralité est maintenu : je le répète, nous voulons être libres d'alliance militaire et garder une défense indépendante.

« L'histoire nous a montré que ce choix avait été favorable à notre pays. Cette politique a eu également une influence positive dans toute l'Europe du Nord. Le rôle de la Finlande dans la stabilité et la sécurité régionale a été assez important et je crois qu'il en ira de même à l'avenir. A mes yeux, il est dans l'intérêt de la Communauté européenne de conserver l'équilibre actuel qui existe en Europe du Nord en matière de sécurité.

- La Finlande avait dû céder pendant la guerre une partie de son territoire à l'Union soviétique, notamment la Carélie. Envisagez-vous des démarches auprès de Moscou pour tenter de récupérer ces territoires ?

- D'abord, nous venons de signer avec la Fédération de Russie, le 20 janvier, un nouveau traité bilatéral dans lequel les deux parties constatent que les frontières entre la Finlande et la Russie sont ce qu'elles sont. Mais dans le même temps, ce traité mentionne également un principe de la Charte de la CSCE (Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) qui dit que des frontières peuvent être modifiées d'une manière pacifique. C'est inscrit dans le texte, mais ce n'est pas un problème d'actualité entre nos deux pays.

- C'est vrai que nous discutons beaucoup de la Carélie en Finlande. Plusieurs mouvements très

actifs réclament un remodelage de la frontière. Plus de 400 000 Finlandais de Carélie avaient fui l'occupation soviétique ; ces territoires représentaient 13 % de la superficie de la Finlande. Entre 190 000 et 200 000 personnes y vivent toujours. Elles y ont leurs organisations. La culture, les traditions caréliennes restent bien vivantes, même parmi les jeunes. Mais la politique du gouvernement finlandais nous souhaitons développer des rapports étroits avec la Carélie russe, nous voulons la soutenir, contribuer à son développement économique et l'aider à résoudre ses graves problèmes d'environnement par le biais d'investissements. C'est, à notre avis le meilleur moyen d'aider cette région.

## La Ligue hanséatique

« Nous avons signé trois accords avec la Russie. L'un d'entre eux, qui porte sur la coopération frontalière, est très intéressant car il concerne les régions proches de la Finlande, comme Saint-Petersbourg, la Carélie et Mourmansk au nord. La Russie a promis de trouver des arrangements spéciaux en ce qui concerne ces régions : en y simplifiant par exemple les modalités des investissements.

- Peut-on parler, après tous les bouleversements en Europe, d'une « zone baltique » ?

- La carte politique a déjà changé mais que va-t-il se passer

« n'est q

Vous allez de Gaulle :



# POLITIQUE

La préparation des élections régionales



## « La majeure partie de la droite n'est qu'un faux nez de l'extrême droite »

affirme le premier ministre

M<sup>me</sup> Edith Cresson a tenu, jeudi 27 février, à Créteil (Val-de-Marne) le premier des meetings auxquels elle se propose de participer durant la campagne électorale: elle sera mercredi 4 mars à Dunkerque. Se posant en véritable chef de guerre des socialistes et de la gauche, le premier ministre s'en est durement pris à la droite, dont elle a assuré qu'elle était un « tremplin » pour le Front national.

Il y a encore des militants socialistes. Les animateurs des listes du PS pour les régionales en Ile-de-France, qui désespèrent de trouver des couleurs d'affiches et des distributeurs de tracts, ont pu être un peu rassurés en découvrant que près de deux mille personnes s'étaient déplacées, jeudi 27 février, à Créteil, pour entendre le premier ministre, l'accueillir chaleureusement et lui faire un triomphe après un véritable discours de combat.

M<sup>me</sup> Edith Cresson était certainement ravie de donner ainsi une leçon aux dirigeants du PS, dont elle regrette qu'ils ne s'engagent pas assez dans la campagne. Elle s'est même permis de donner quelques conseils de militantisme, accentuant ainsi le « virage » qu'elle a pris à la fin du mois de décembre, lorsque, dans son discours à l'Assemblée nationale du 7 février, elle a brandi haut et fort l'étendard de la gauche, se vantant du bilan accompli par les socialistes depuis le 10 mai 1981.

Après avoir rappelé que c'était à Créteil, justement, que M. Mitterrand avait donné le coup d'envoi de sa campagne présidentielle de 1981, et que celle-ci avait montré qu'il était possible de gagner une élection qui

paraissait perdue, M<sup>me</sup> Cresson a affirmé que la droite, « pour revenir au pouvoir est prête à vendre son âme » — ajoutant : « La véritable échéance, c'est le vendredi qui suivra l'élection régionale. Lors de l'élection des présidents des conseils régionaux, les Français risquent de voir qu'ils ont été trompés. Ils verront au grand jour que la majeure partie de la droite n'est qu'un faux nez de l'extrême droite. Nous verrons que toutes les bonnes déclarations d'intention n'étaient que des vœux pieux. » Rappelant qu'en 1983, aux municipales de Dreux, la droite avait fait liste commune avec

le Front national, le premier ministre a remarqué : « Lorsqu'on abandonne les valeurs républicaines, cela commence par des compromissions lors des élections locales, cela finit par un député du Front national: cela peut se poursuivre par des ministres du Front national. (...) La vérité, c'est que la droite ne constitue pas un barrage pour le Front national. Elle est son tremplin. » M<sup>me</sup> Cresson a souligné que la gauche avait « quatre cents jours pour battre la droite et Le Pen. (...) Nous pouvons gagner parce que nous avons beaucoup construit et parce que demain nous continuerons à

le faire. (...) Enfin nous pourrions gagner parce que c'est toujours la gauche qui, dans le passé, a sauvé les valeurs de la République. »

M<sup>me</sup> Cresson a présenté le bilan de la gauche sur le leitmotiv : « Voilà ce que nous avons fait. La droite n'a pas su le faire, et l'extrême droite veut le défaire. », puis elle a détaillé ce qui reste à faire : l'Europe — « La droite est sur ce point divisée »; l'emploi — « La droite a fait des trous millions de chômeurs. (...) Mon gouvernement renversera la courbe du chômage, et nous n'aurons pas besoin de quatre cents jours pour cela »; la protection sociale; la « transparence », car « le monde où l'argent est roi, où on sacrifie le profit pour le profit, n'est pas le nôtre. Nous ne l'aimons pas. (...) Il faut une transparence complète dans le patrimoine des élus quels qu'ils soient ».

L'écologie fait aussi partie de ces « batailles » que M<sup>me</sup> Cresson entend mener. Mais elle a tenu à préciser : « La défense de l'environnement, c'est l'affaire de chacun. Personne n'en a le monopole (...). Je le dis au passage aux intégristes de l'environnement, le problème n'est pas seulement local. L'Etat a un rôle essentiel. C'est à lui de fixer les priorités pour l'aménagement de l'espace, en particulier pour l'espace rural. C'est à lui de déterminer quels grands investissements permettront d'aménager tout le pays et pas seulement une partie. C'est enfin à l'Etat d'imposer des réglementations protectrices. » Et pour que les choses soient claires, elle a ajouté : « L'écologie, ce n'est pas seulement l'ours dans les Pyrénées », évoquant ainsi un des combats de M. Brice Lalonde, qui est pourtant son ministre de l'environnement. En conclusion, le premier ministre a déclaré : « Pour notre idéal de toujours, il faut se battre. Pour la démocratie et la liberté, il faut se battre. Et aujourd'hui plus encore qu'hier, il faut se battre pour la République. »

THIERRY BRÉHIER

## Le « barrage » et le « tremplin »

par Olivier Biffaud

A Créteil, M<sup>me</sup> Edith Cresson dénie à l'opposition parlementaire le droit de se présenter comme un « barrage » au Front national et l'accuse d'être plutôt un « tremplin » pour le léninisme. Le premier ministre met en garde les Français, qui, à son avis, vont bientôt comprendre, avec l'élection des présidents des conseils régionaux, que « la majeure partie de la droite n'est qu'un faux nez de l'extrême droite ».

D'un bout à l'autre de la France, M. Jacques Chirac tient, depuis peu, un discours symétrique. Le rempart contre le Front national, c'est l'opposition républicaine et unie; les responsables de l'audience de M. Jean-Marie Le Pen, ce sont les socialistes. A Nantes, l'ancien premier ministre les accuse d'avoir créé « un terrain propice au développement des forces de haine ». Il est relayé, à Epinal, par deux de ses anciens ministres, MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin. Le premier soutient que le président du Front national « se nourrit d'un de l'autre » et qu'ils sont « complices ». Le second assure que « tout a été fait pour encourager l'extrême droite ».

Barrage ou tremplin, la campagne prend un tour qui ne va pas déplaire à M. Le Pen. Ne se félicite-t-il pas, tous les matins que Dieu fait, d'être ainsi placé au centre du débat politique? Profitant des errements républicains, qui ont été largement préparés par plus de soixante ans de médiocrisme, le chef de file de l'extrême droite veut créer une illusion nationale.

La droite et le PS seraient sans doute un peu plus crédibles si leurs actes ne plaçaient pas contre eux. Qui a fait alliance avec le Front national, dès 1983, à Dreux,

sinon le RPR? Quels sont les présidents de conseil régional qui continuent de gérer leur assemblée avec les voix de l'extrême droite, sinon ceux de l'opposition? Et qui a permis à l'extrême droite de devenir respectable à l'Assemblée nationale, en 1986, dans la but de diviser la droite, sinon les socialistes « inspirés » par M. François Mitterrand?

Un peuple qui n'a pas de mémoire n'a pas d'avenir. Il en est de même des formations politiques. Mais le rempart vaut aussi pour le Front national, dont les électeurs auraient tort de méconnaître les origines idéologiques maurrassiennes, les propositions rétrogrades en tous domaines et le parcours chaotique de certains de ses dirigeants. Le Front national veut réhabiliter la France de Vichy et celle de l'OAS. Le malheur pour M<sup>me</sup> Cresson n'est pas tellement que l'effondrement du PS donne à la droite, et singulièrement au RPR, comme l'indique un sondage Louis-Harris (1) et comme la confirme le climat antilépidiste grandissant des meetings de MM. Chirac et Juppé, le titre de meilleur rempart contre le Front national, c'est que plus d'un tiers des Français n'ont pas d'opinion sur la limitation de la progression de l'extrême droite. A force de s'abandonner à l'abstention, une partie grandissante des électeurs ouvrant complètement la voie à M. Le Pen.

(1) Sondage réalisé pour Profession politique les 24 et 25 février auprès de mille cinq personnes. En réponse à la question : « Quel est le plus capable de limiter la progression du Front national aux élections? », 21 % des personnes interrogées citent le RPR, 17 % les écologistes, 13 % le PS, 8 % l'UDF, 4 % le PC; 37 % ne se prononcent pas.

## Une péniche pour l'Ile-de-France

Jeux de mots interdits! Les socialistes de l'Ile-de-France insistent : ils n'ont pas « dérivé », « glissé » ou même « ramé » lors de leur expédition en péniche électorale au fil de la Seine, jeudi 27 février. C'est même avec le pied marin et une âme de conquérant qu'ils ont levé l'ancre à Evry pour débarquer à Chatou, après avoir relâché du côté d'Alfortville, Suresnes et Epinay-sur-Seine.

De quels en écus, ils se sont frayé un passage au cœur de cette terre hostile « qui ne doit plus rester à droite en mars 1992 ». Ils y ont découvert une espèce nouvelle, le francilien, qui « passe l'essentiel de sa vie dans les transports » et « est victime de l'urbanisation par la ségrégation ».

Emus par tant d'injustices, les missionnaires têtes de liste — MM. Michel Sapin (Hauts-de-Seine), Yannick Badin (Seine-et-Marne), Jean Le Gars (Yvelines),

Jacques Guyard (Essonne), Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis), Laurent Cathala (Val-de-Marne), Manuel Valls (Val-d'Oise) — se sont également inquiétés de la transparence des fonds marins. Ils ont vivement souhaité que M. Jacques Chirac n'attende pas d'avoir l'âge de Mao Zedong pour piquer un plongeon dans la Seine.

En baie de Solferino, une délégation conduite par M. Laurent Fabius est venue saluer l'audace d'un tel périple. A Alfortville, M. Pierre Joxe, tête de liste à Paris, a partagé les rations de saumon et de poulet. Tant de sollicitude les a évidemment requinqués avant qu'ils n'aillent acclamer M<sup>me</sup> Edith Cresson à Créteil. Mais, l'âme brisée par le triste sort infligé aux autochtones, ils se sont promis de rééditer cette campagne « une péniche pour l'Ile-de-France ».

F. B.

Les vols UTA Paris-Singapour sont sans escale parce que, si vous étiez réveillé pendant le voyage, il vous faudrait bien dormir quelque part.



Paris-Singapour non-stop 4 fois par semaine.

Vous allez enfin être en bonne condition physique pour affronter la cadence de vos partenaires asiatiques. En effet, UTA vous emmène de Paris Charles de Gaulle 2 à l'aéroport Changi 2 sans la moindre escale : 4 fois par semaine avec 3 allers et 4 retours de nuit, ce qui vous permet de dormir pendant le vol et d'arriver tout à fait reposé. En revanche, vous n'aurez désormais plus aucune excuse lorsqu'il s'agira de suivre vos chers amis asiatiques jusqu'au bout de la nuit. Pour plus d'informations contactez votre agent de voyages, Air France ou UTA au 40.17.46.46.

GRUPE  
AIR FRANCE

UTA





## POLITIQUE

## La préparation des élections cantonales

## La Seine-et-Marne en quête d'un nouveau président

Les obsèques de Paul Séramy, décédé le 23 février (le Monde du 25 février), ont eu lieu jeudi 27 février à Fontainebleau. La mort du sénateur de Seine-et-Marne ouvre une double bataille de succession. Le nouveau maire de Fontainebleau sera élu le 7 mars et le futur président du conseil général le 3 avril.

« Bien malin qui peut dire aujourd'hui qui sortira du chapeau le 3 avril ! » Cette réflexion, entendue dans les couloirs du conseil général de Seine-et-Marne, illustre le sentiment de désinvolture provoqué, dans les milieux de la droite, par la disparition, dimanche 23 février, du président de l'assemblée départementale, Paul Séramy (le Monde du 25 février).

Maire de Fontainebleau depuis trente-trois ans, député (de 1962 à 1967) puis sénateur (depuis 1977) et enfin président du conseil général (depuis 1982), Paul Séramy avait su si ce n'est faire le vide autour de lui du moins établir un consensus autour de sa seule personnalité. Jouant d'une autorité teintée de bonhomie, en parlementaire venu du radical-socialisme, celui que ses collaborateurs avaient familièrement surnommé « Popaul » s'était imposé comme le chef de file incontesté de la droite seino-et-marnoise, fédérant au sein du groupe USM (Union pour la Seine-et-Marne) treize conseillers RPR et quatorze UDF et divers droits.

## Deux candidats à la succession

Mais Paul Séramy était surtout l'homme de la décentralisation appliquée à la gestion départementale. Ses initiatives ont fait souvent l'unanimité, notamment lorsqu'il a lancé les « emplois vocationnels » pour les jeunes ou qu'il a devancé le gouvernement en débloquant des crédits en faveur du revenu minimum d'insertion. Et, à la gauche lui a longtemps reproché de privilégier les secteurs ruraux au détriment de la frange urbanisée du département, on l'a vu, ces dernières années, se rapprocher des villes nouvelles, en soutenant par exemple la candidature de Melun-Sénart dans la course au « Grand Stade » ou en se battant pour l'implantation d'universités à Melun-Sénart et Marne-la-Vallée.

Enfin, pour lapidaires qu'aient

## CORRESPONDANCE

## Les poursuites contre M. Flosse

À la suite de la réponse que nous avons faite, dans le Monde du 20 février, à ses réflexions sur notre compte-rendu du procès qui l'oppose à la commune d'Arue (Tahiti), M. Gaston Flosse, ancien secrétaire d'État, président du gouvernement de la Polynésie française, poursuit par ingérence, nous adresse une deuxième lettre en nous priant de publier la mise au point suivante :

M. Alain Rollat réplique à ma réponse en citant abondamment la partie civile. C'est son droit. Je constate qu'il ne cite pas la défense ou ses écritures. Un « compte-rendu » l'exigerait.

M. Rollat indique qu'après avoir entendu mes explications, le procureur a considéré que les éléments du délit pouvaient être constitués. Je dois répéter que le procureur a distingué deux périodes, mais surtout souligner que la défense s'exprime après et non avant le procureur. Un prévenu répond aux questions. Il ne discute ni ne plaide. M. F. Sarda et J.-F. Roux sont toujours ignorés dans leurs preuves, écritures et arguments. M. Rollat n'a pas dû les entendre.

Un exemple : M. Rollat indique que j'ai « affirmé avoir délégué mes pouvoirs » au directeur général de la SETIL. Il a été prouvé par procès-verbal qu'une délégation de tous les pouvoirs de direction générale lui a été donnée par le conseil d'administration - et non par le président - dès 1984 (article 117 de la loi sur les sociétés). Ce point établi est omis.

Je m'arrêterai là.

[Nous prenons acte de la volonté de M. Flosse d'interrompre cette correspondance plus vaine que le Monde n'en a pas partie dans ce procès, jugé « hâtif » par le président du tribunal et que notre compte-rendu de l'audience en question, qui a duré cinq heures, intégrait, bien entendu, non seulement l'argumentation de l'avocat de la partie civile, mais aussi les diverses interventions du procureur sans omettre les explications du prévenu ni les plaidoiries de ses deux défenseurs.]

dé certaines de ses formules - « la Seine-et-Marne ne finira pas en réserve de Sioux », - Paul Séramy menait, depuis deux ans, la négociation du schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) d'Ile-de-France en mettant essentiellement l'accent sur la nécessaire création d'emplois, dans un département où le rapport entre le nombre de résidents actifs et celui des emplois sur place n'est que de 0,66. C'est avec le même souci de développement économique qu'il avait défendu EuroDisney, prenant la présidence d'EpaFrance, l'établissement public mis en place pour les besoins du parc d'attractions. Ce qui fut le « chantier du siècle », selon ses propres termes, sera inauguré le 12 avril, sans lui...

Deux vice-présidents semblent aujourd'hui bien placés pour lui succéder à la tête de l'assemblée départementale (qui doit élire son nouveau président le 3 avril). Tout d'abord, M. Jacques Larché (UDF-PR), sénateur, conseiller général du canton de Rebas (renouvelable) et premier vice-président du conseil général (1). Le président de la commission des lois du Sénat a pour lui le bénéfice de l'âge (il est né exactement le même jour que Paul Séramy, le 4 février 1920) et le fait d'avoir soutenu la

candidature de M. Jacques Chirac dès le premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Quel que soit le nouveau rapport de forces au sein du conseil au soir du 29 mars (et l'équilibre actuel devrait se maintenir entre les deux composantes de la majorité départementale), M. Larché peut donc légitimement prétendre à la présidence.

L'autre candidat possible est M. Jean-Jacques Hyst (UDF-CDS), député, maire de La Madeleine-sur-Loire, conseiller général du canton de Château-Landon (non renouvelable) et vice-président du conseil général. Le député - connu pour son assiduité à l'Assemblée nationale - fait figure de « fils spirituel » de Paul Séramy, mais ses prises de position centristes ont-elles les faveurs du RPR ? Si plusieurs candidats de droite briguaient la présidence, M. Hyst pourrait sans doute bénéficier de l'appui des socialistes, mais il est peu probable que le groupe USM aille en ordre dispersé à la bataille.

L'incertitude plane également sur le siège de maire de Fontainebleau. La logique voudrait qu'il revienne au premier adjoint, M. Antoine Corapi, mais ce compagnon de la première heure de Paul Séramy,

élu lui aussi au conseil municipal depuis 1959, n'a pas encore dévoilé ses intentions.

D'autres, en revanche, n'ont jamais caché - bien avant le décès de Paul Séramy - qu'ils pourraient un jour briguer le fauteuil de maire. C'est notamment le cas de M. Pierre Lautussier, adjoint au maire et président de la chambre de commerce et d'industrie de Melun.

Reste une personnalité bellifontaine, M. Antoine Terrasse, critique d'art, opposant à Paul Séramy après avoir été son colistier, le premier depuis trente ans à l'inquiéter, lors des municipales de mars 1989 (deux cents voix seulement avaient séparé les deux adversaires). M. Terrasse, pour peu que plusieurs candidats se maintiennent, pourrait réunir sur son nom une majorité relative lors d'un éventuel troisième tour de scrutin. Verdict le samedi 7 mars, date de convocation du conseil municipal de Fontainebleau.

ROLAND PUIG

(1) A ce titre, c'est M. Larché qui assure l'intérim de la présidence, et non M. Robert Piat, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 25 février.

## PERSONNALITÉS EN CAMPAGNE

## La révolution de Guy Hermier

Dans le chaudron marseillais, le chef de file du PC a choisi de donner l'image du bon sens et de l'ouverture d'esprit

La chose se murmure dans les couloirs de la place Colonel-Fabien. Il paraît que chaque mardi, quand le bureau politique se réunit, ce n'est pas spontanément vers M. Charles Fierman que M. Georges Marchais se tourne, lorsqu'il a des remontrances à faire aux « refondateurs », mais vers M. Guy Hermier, alors que les deux hommes se trouvent à égale distance de lui.

M. Hermier, qui est un méridional à l'humour froid, ne dément pas : « Il n'est pas rare que je sois la boîte de dérivation... » Mais il n'est pas du genre à en faire un roman. On ne l'entendra pas dénigrer M. Marchais. L'autre jour, sur le plateau d'Antenne 2, au cours de son « Heure de vérité », il s'est exprimé clairement à ce sujet, quand on lui a demandé s'il souhaitait voir M. Marchais « passer la main » pour suivre l'exemple de M. Pierre Mauroy à la tête du Parti socialiste.

Clairement, c'est-à-dire, chez lui, entre les lignes. Sa réponse elliptique sur la nécessité de « poser le problème des directions » - au pluriel, - « et pas simplement de Georges Marchais », était bel et bien destinée à faire comprendre que tel était assurément son souhait personnel mais que, bien entendu, l'on ne saurait réduire les problèmes du

Parti communiste français à des « problèmes de personnes ». Il est ainsi, M. Hermier. Tout en nuances. C'est ce qui lui a valu pendant longtemps l'étiquette d'« intellectuel » à l'intérieur d'un parti où il n'a pas toujours été facile d'être agrégé aux lettrés et ancien secrétaire général de l'Union des étudiants communistes.

## De l'histoire ancienne

Tout cela appartient désormais à l'histoire ancienne. Car, à cinquante-deux ans, le Guy Hermier d'aujourd'hui ne colle plus vraiment au stéréotype d'hier. Sans doute ce fils de maçon a-t-il été ce « partisan farouche de l'orthodoxie et de la ligne officielle » qui se fit remarquer de la direction du parti, dans les années 60, à l'époque où il donnait le ton d'un communisme intransigeant parmi les étudiants de l'université de Montpellier. Cet attachement à l'orthodoxie, aux propos calculés et orthodoxes, d'une froideur détonante pour un militant et pour un homme politique venu du « Midi » se vit rapidement prouvé dans la hiérarchie du parti où l'on apprécia « sa fidélité à toute épreuve



et une incontestable efficacité », selon le portrait qu'en a brossé l'historien Philippe Robrieux. Aujourd'hui, M. Hermier a opéré sa propre révolution. Son émancipation a commencé, il y a cinq ans, lors du vingt-sixième congrès, lors

que, déchargé sans préavis de la responsabilité des « intellectuels », il comprit brusquement qu'il était devenu sulfureux aux yeux de ses protecteurs de la veille, pour la seule raison qu'il avait acquis un degré d'autonomie de réflexion incompatible avec la rigidité de la ligne majoritaire.

C'est de l'histoire ancienne parce que le député communiste des Bouches-du-Rhône, rallié aux « refondateurs » sans ambages mais sans tapage, est devenu le chantre du « rassemblement nouveau ». Le même savoir-faire qui lui valut naguère d'atteindre les sommets de l'appareil lui permet désormais de bousculer tranquillement les bases de l'une des fédérations les plus traditionnelles. Cela n'a pas été facile, cela ne va toujours pas sans mal et pourtant, il s'en réjouit lui-même : « Ça marche ! ». Dans le chaudron marseillais, mis en ébullition par les empoignades caricaturales auxquelles se livrent MM. Bernard Tapie, Jean-Claude Gaudin et Bruno Megret, les communistes rassemblés sur la liste de M. Hermier réussissent l'exploit de rester à l'écart du mariage et même d'offrir l'image du bon sens et de l'ouverture d'esprit.

M. Hermier peut mettre en avant leur « propriété », leur « honnêteté », leur « modernité » sans que cela surprenne. Le fait qu'ils soient devenus politiquement trop faibles pour prétendre tenir demain un rôle déterminant dans le concert régional n'est pas étranger, bien sûr, à ce statut original. Il n'en reste pas moins que M. Hermier est parvenu à imposer son style à ses propres compagnons et à son propre état-major régional, lequel n'a pu faire autrement que de lui accorder une relative indépendance d'action.

C'est ainsi que le directeur de la Révolution a imposé la présence sur sa liste d'une demi-douzaine de personnalités locales non embaïées au PCF et, en particulier, d'un écrivain et universitaire, M. Raymond Jean, qui se retrouve quatrième, parmi les éligibles, après avoir été cloué au pilori par la direction du PCF, à la fin des années 70 pour avoir osé critiquer l'aveuglement des dirigeants communistes français à l'égard de l'empire soviétique. « J'aurais aimé qu'on puisse aller un peu plus loin dans l'ouverture de notre liste », souligne M. Hermier, mais cela est déjà bien et l'important est aujourd'hui qu'une dynamique a été créée, que je ne suis pas le seul à tenir ce discours et que prévaut la volonté de faire ici un bon résultat.

## « Trouver les voies neuves »

M. Hermier se veut donc porteur d'espérance. Il a largué ses anciennes amarrures. Il va répétant que la faillite de l'URSS fut celle d'une conception statique, autoritaire, centralisée, le socialisme d'adoption stalinienne. M. Hermier continue de vouloir changer la vie : « Il y a toujours besoin et nécessité de dépasser le système capitaliste. Le problème est de tirer les leçons de ce qui vient d'échouer et de rompre radicalement avec ce qui a pu représenter, de manière à trouver les voies neuves d'un combat pour transformer la société. C'est en ce sens que je suis communiste. » On ne l'entendra pas se réjouir du déclin du PS : « Cela ne me réjouit pas, dit-il, parce que cela ouvre des perspectives à la droite. Je ne suis pas de ceux qui pensent que les déboires électoraux du PS seraient automatiquement bons pour le PC. » Suivez son regard.

M. Hermier n'est pas dupe. Il ignore pas que le succès de sa démarche personnelle pourrait, paradoxalement, conforter la stratégie de la direction du parti. Il connaît trop la musique pour ne pas savoir que M. Marchais et ses proches seraient heureux de pouvoir en tirer argument pour fêter encore davantage les réformes internes pour lesquelles il milite au travers de sa campagne « pour le renouveau de la vie politique française ». Alors, là où, hier encore, le député communiste des Bouches-du-Rhône pratiquait la langue de bois, voilà le Guy Hermier nouveau qui ose parler presque sans fard : « Je ne vois pas qui pourrait s'arrêter à ce petit jeu. Personne n'aurait intérêt à faire dire aux électeurs ce qu'ils ne diront pas. Pour ma part, j'y veillerai... »

ALAIN ROLLAT

## PROPOS ET DEBATS

## M. Chirac exhorte les Français à « se ressaisir »

NANTES

de notre correspondant

Près de trois mille personnes ont participé, jeudi soir 27 février à Nantes, au meeting de M. Jacques Chirac organisé par l'Union pour la France. Comme la veille en Poitou-Charentes, le président du RPR a cloué au pilori les petites listes - pêcheurs, chasseurs, écologistes - « qui n'ont pas l'aptitude à constituer un gouvernement », qu'il soit régional ou national. Cette fois, M. Chirac a nettement mis en garde les Français contre « le vote négatif » qui aurait pour effet d'affaiblir ceux qui, demain, seront en charge des affaires. Il a surtout invité les citoyens à accomplir leur devoir électoral. « Je comprends, dit-il, les raisons qui peuvent conduire à l'abstention, mais j'exhorte les Français à se ressaisir car il y va de la démocratie, tel est l'enjeu de ces élections. »

L'ancien premier ministre a plaidé, d'autre part, « pour un environnement de meilleure qualité ». A ses yeux, cette tâche incombe aux collectivités

locales. « Nous devons, a-t-il dit, élaborer dans nos départements des inventaires du patrimoine naturel et créer des espaces naturels. » Au programme aussi : la lutte contre le bruit, l'amélioration de la pureté des eaux, la préservation du patrimoine. « Dans ce domaine comme dans celui de l'emploi ou de l'éducation, nous devons innover, notre crédibilité politique en dépendra pour les législatives de 1993 », a ajouté le président du RPR.

M. Chirac, enfin, a lancé un message réconfortant pour ses fidèles : « Outre un Parti socialiste à la dérive, toujours entièrement armé aux derniers statuts d'Europe, et un Front national démagogique et dangereux, il y a nous, gaullistes, libéraux et centristes unis au sein de l'opposition. Nous avons un projet d'alternance dans des domaines qui intéressent ou qui soutiennent les Français. Nous avons la volonté de le mettre en œuvre ensemble, puisque c'est ensemble que nous avons affiné nos objectifs. »

Y. R.

## M. Le Pen menace l'UDF et le RPR de représailles

NICE

de notre correspondant régional

Interrogé sur RMC, jeudi 27 février, M. Jean-Marie Le Pen a menacé l'UDF et le RPR de représailles électorales dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur au cas où ses adversaires de l'opposition « voudraient à tout prix [l'] empêcher d'assumer [ses] responsabilités ». « Nous nous retrouverons, à ce moment-là, aux législatives de 1993, a-t-il dit, et je ne donne pas cher des résultats qu'ils obtiendront. »

M. Le Pen a ensuite élargi son propos à l'ensemble des régions. « Le dimanche suivant [l'élection du président], a-t-il déclaré, selon les positions qui seront prises, nous aurons des possibilités de modulation de nos déclarations dans l'ensemble des cantons français. Et là, j'avertis l'UDF et le RPR qu'ils doivent bien mesurer les risques qu'ils prendront... »

G. P.



## POLITIQUE

et régionales

### Artistes anti-Le Pen

Arman et Jacques Weber en tête, des personnalités de la culture se mobilisent à Nice

NICE

de notre envoyé spécial

En 1976, le sculpteur Arman avait dénoncé le jumelage de Nice avec Le Cap, en Afrique du Sud, et avait présenté au Centre Pompidou une sculpture intitulée *Le Cap de Nice*, réalisée à partir de cartes postales de Soweto. En 1982, l'écrivain britannique Graham Greene donnait ce conseil : « Évitez Nice, car c'est le lieu de prédilection du milieu criminel le plus puissant du midi de la France ». En 1990, Arman toujours faisait annuler sa rétrospective prévue pour l'inauguration du Musée d'art moderne et d'art contemporain de Nice (MAMAC) après le « flirt » entre M. Jean-Marie Le Pen et l'ancien maire, M. Jacques Médecin. « Les thèses du Front national sont les miennes à 99,9 % », avait déclaré ce dernier au journal d'extrême droite *Présent*.

A quelques semaines des élections régionales, c'est M. Jacques Weber, le directeur du Centre dramatique, qui annonce : « Si le Front national prend la ville, je m'en vais ! Je ne pourrais pas travailler avec ces messieurs. Les dérapages de langage de Le Pen en disent long sur ce qui nous attend. Ses déclarations sur les sidéoturbus sont ignobles et rappellent un sinistre passé. L'autor de *Le théâtre en trois mois* ? Il pourrait asphyxier le théâtre en trois mois. » M. Le Pen lui a répondu avec ironie sur FR3 Nice : « Puisque les gens de cette qualité-là s'en vont, eh bien ! il en viendra d'autres ! » Quant à M. Jacques Weber, responsable du Front national à Nice, il menace : « Les propos de M. Weber sont infâmes ; ses jours sont comptés et si je peux lui donner un conseil, c'est de déguerper. »

Le ton est donné entre le leader du Front national aux élections régionales et l'homme de théâtre. Quelques figures du milieu culturel nicois ont emboîté le pas de ce dernier en signant une pétition contre « la menace Front national » à Nice, où M. Le Pen avait obtenu 26 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1988, arrivant en tête devant M. Mitterrand et M. Chirac.

#### Une « chaîne contre la haine »

A l'initiative de l'Association pour la démocratie à Nice et dans les Alpes-Maritimes (ADN), cette pétition rassemble des plasticiens dont Arman, Ben, Bernard Venet, Ernest Pignon-Ernest, Sosno, Bernard Pagès, Noël Dolla, mais aussi Pierre Chaigneau, conservateur du MAMAC, et la galeriste Hélène Jourdan-Gassin, les écrivains Jean-Louis Maunoury, Jacques Bens, Michel Kahn, Patrick Raynal, Michel Grisolia, la photographe Michou Stranch-Barelli et les metteurs en scène, Jean-Claude Penchev (Le Campagnol), Gabriel Monnet, Jean-Louis Martinot et Jacques Weber. Cette pétition — quatre cents noms issus de professions libérales, enseignants et artistes — devrait être publiée sous forme de publicité pleine page autour du 4 mars dans *Nice-Matin*, sous le titre : « Nous appelons les électeurs des Alpes-Maritimes à voter pour les valeurs de la démocratie et de la République. » L'ADN appelle également tous les partis politiques à participer à une « chaîne contre la haine » le 14 mars à Nice.

« Que les artistes laissent aller leur art et qu'ils ne se mêlent pas de politique », réplique M. Peyrat, qui ressent « une très grande souffrance à l'idée que des gens de culture s'engagent contre [lui]. Les artistes n'ont pas à s'inquiéter ».

Deux incidents au conseil municipal inquiètent justement les pétitionnaires. En décembre 1989, M<sup>me</sup> Adrienne Franchi, conseiller d'extrême droite, dénonça la présence dans les bibliothèques de livres qui constituent, selon elle, « de véritables endocrinements » et envoya, un mois plus tard, à l'adjoint à la culture de Nice, M. Barthel, une longue liste d'ouvrages qui visent, écrit-elle, à « inciter un courant d'idées que je qualifierais de dirigé » et qui sont inscrits sous l'intitulé *Thèses socialistes*.

Figurent sur cette liste : *La Plus Haute des solitudes*, de Tahar Ben Jelloun, *Dans la peau d'un Noir*, de Grifflin, *Les Trente-six Preuves de l'existence du Diable*, d'André Frossard, *l'Immigration, une chance pour la France*, de Bernard Stasi, et des ouvrages historiques sur l'islam, le racisme et l'immigration. Mais aussi la revue *Communiste*, « venue d'un monde très critique sur le communisme », a répondu M. Martres, le directeur des bibliothèques de la

ville, qui n'a pas eu de mal à épingler, une par une, les absurdités de cette liste. Exemple : *Une vie d'Alphonsine* est le récit d'un... ancien barde. Et M. Martres de donner le coup de grâce en notant, contrairement à ce que prétend le FN nicois, que l'on trouve dans les bibliothèques de Nice les écrits de MM. Le Pen, Le Gallou, Blot, Martinez, tous responsables du Front national, sans parler naturellement d'une ribambelle d'auteurs classés à droite.

#### Une veste de smoking avec un jean

M. Peyrat, lui, s'en est pris aux sculptures monumentales de l'Américain Mark Di Suvero — reconnu et défendu par tous les artistes nicois — qui ont été installées dans Nice, l'été dernier : « Ces amas de poutrelles rouges minium sur la belle place à l'italienne du palais de justice, c'est comme porter une veste de smoking avec un jean. »

Derrière le front anti-Le Pen, le milieu culturel nicois reste profondément marqué — et divisé — par l'époque Médecin. « Les relations étaient souvent très bonnes avec un maire qui a su s'accorder les faveurs des artistes mais qui ne privait pas de propos proches de l'extrême droite », rappelle un observateur local. La déchirure est apparue le jour de l'inauguration du MAMAC : des artistes l'ont boycottée alors que certains se tenaient aux côtés du maire, que d'autres restaient sur le pavé, ou bien s'étaient fait excuser, voire se trouvaient inopinément à l'étranger... Entre deux brouilles, certains reprochent à Arman de s'être réconcilié, à la fin des années 70, avec celui qu'il appelle « Jacques ». Sosno pour sa part a inspiré le MAMAC à Jacques Médecin et reconnaît avoir été son « ami ». Mais il est très virulent contre le Front national : « Tout est possible sauf Le Pen. Son élection serait une ruine morale, mais aussi économique pour la ville. J'aurais honte de vivre ici. Jacques Médecin n'a été qu'un gâchis en matière culturelle. Avec Le Pen, j'aurais des images d'Auschwitz dans la tête. »

Sans complaisance aucune avec le Front national, beaucoup affirment que la culture à Nice a fait les frais de la mauvaise image de la ville. Les artistes ont souvent très mal pris le refus du ministère de la culture de prêter des œuvres au MAMAC en 1990. Et les galeries privées « ont souffert d'une histoire dans laquelle elles ne sont pour rien », affirme Hélène Jourdan-Gassin, responsable de la foire Art Jonction, boycottée par la presse en 1990. Même chose pour le Festival MANCA de musique contemporaine, auquel Luciano Berio a refusé, à la dernière minute, de participer à la suite de déclarations de M. Médecin. « Pour Paris, nous sommes devenus des pestiférés », affirme le plasticien Noël Dolla, qui fut pourtant un des premiers à dénoncer les positions d'extrême droite de M. Médecin. Pour cette raison, certains se sont mis en retrait, tel Claude Fournet, l'installateur des directeur des musées de la ville : « Mon point de vue, je l'exprime à travers le MAMAC, que j'ai contribué à créer, et dans l'exposition Mark Di Suvero où je n'ai pas reculé d'un pouce pendant la polémique, dit-il. Lorsqu'on voudra me dicter mes choix, je prendrai mes responsabilités. »

MICHEL GUERRIN

□ Un colloque contre la xénophobie. — A l'initiative de M. Patrick Amoyel (Recherches et études freudiennes de l'université de Nice) et avec la participation d'universitaires nicois, le colloque « Les pouvoirs de l'abject. La xénophobie serait-elle une norme psychique ? » réunira à Nice, les 7 et 8 mars, de nombreux universitaires et intellectuels dont Jorge Semprun, Julia Kristeva, Claude Lanzmann, J.-M. G. Le Clezio, Michel Deguy, Hubert Reeves, Emmanuel Levinas. Renseignements : 93-97-13-03.

□ Interdictions préfectorales contre le FN. — Le préfet de l'Essonne a interdit, jeudi 27 février, un meeting du Front national qui devait se tenir le lendemain à Savigny-sur-Orge en raison de « risques de troubles graves à l'ordre public, violences et atteintes aux biens ». Une cinquantaine d'organisations avaient appelé à manifester contre cette réunion.

A Toulouse, où devait avoir lieu samedi un « défilé patriotique » du Front national et où de nombreuses organisations avaient appelé à une contre-manifestation, le préfet du Var a interdit tout défilé sur la voie publique.

Inculpé dans l'affaire Trager

### M. Floch (PS) reçoit le soutien de quatorze maires

M. Jacques Floch, député (PS) de la Loire-Atlantique, maire de Rezé, inculpé de complicité d'abus de confiance par le juge chargé d'instruire l'affaire Trager, relative au financement du PS dans l'Ouest (*le Monde* du 7 février), a reçu le soutien de quatorze maires appartenant à l'association Villes et banlieues de France, qu'il préside depuis 1983. Réunies par M. Pierre Bourguignon, député (PS) de la Seine-Maritime, maire de Sotteville-lès-Rouen, ces signatures, au bas d'un texte affirmant la « rigueur » et le « sens de l'intérêt général et du bien commun » de M. Floch, émanent de dix maires socialistes — MM. Serge Lamaison, Saint-Médard-en-Jalles (Gironde) ; Charles Gautier, Saint-Herblain (Loire-Atlantique) ; Jean-Claude Portheau, Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loire) ; Jean-Pierre Lapaine, député du Loiret, Saint-Jean-de-Braye ; Yves Durand, député du Nord, Lomme ; Jean-Pierre Kuchida, député du Pas-de-Calais, Liévin ; Bruno Polga, Saint-Priest (Rhône) ; Jacques Poulet, Cran-Gevrier (Haute-Savoie) ; Paul Loridan, sénateur de l'Essonne, maire des Ulis, — deux RPR — MM. Pierre Bachelot, député des Alpes-Maritimes, maire du Cannet, et Jacques Roux, maire de La Valette-du-Var (Var), — un communiste reconstruit, M. Jean-Pierre Lehec, maire de Béthencourt (Doubs), et un membre de France unie, M. Alfred Muller, maire de Schiltigheim (Bas-Rhin).

## Etat républicain, Etat de droit

Suite de la première page

Introduite par amendement dans le débat en raison d'une urgence contentieuse, cette disposition a été votée, comme l'ensemble du texte, par la majorité de l'Assemblée nationale puis par la majorité du Sénat, toutes deux désireuses de fournir un cadre juridique adapté à une réalité incontournable. La loi ainsi complétée a été votée. Ce consensus et cette légitimité auraient pu suffire.

Or, le débat a donné lieu à l'expression de sensibilités très fortes sur les questions essentielles qui sont le droit d'asile et la liberté individuelle. J'ai donc décidé, pour éviter la poursuite de polémiques fâcheuses et pour préserver la cohésion sociale, de faire trancher la question par le Conseil constitutionnel.

Celui-ci vient de rendre une décision claire. Il reconnaît — contrairement à ce qui a été dit trop rapidement — la possibilité pour l'autorité administrative de maintenir un étranger, fût-il demandeur d'asile, en position d'attente s'il est en situation irrégulière, pour permettre de vérifier cette situation en un « délai raisonnable ». La légitimité de la zone internationale voulue par le législateur est donc confirmée. Mais la liberté individuelle étant en question, des procédures spécifiques

doivent être utilisées pour garantir son exercice : en particulier, c'est le juge judiciaire qui est compétent dans ce domaine, et non le juge administratif, nous dit le Conseil constitutionnel.

Qui est atteint par cette décision ? Et quel ennemi de la liberté frappe-t-elle ? Un ministre ? Le gouvernement ? L'Assemblée ? Le Sénat ? Nos institutions seraient-elles ensemble aussi liberticides ? La vraie question est : Fallait-il ou non clarifier ce point de droit délicat ? Fallait-il ou non saisir le Conseil constitutionnel pour purger une querelle qui s'envenimait dans un climat passionnel ?

Ma réponse est clairement affirmative. Certes, abuser de cette procédure risquerait de conduire à un gouvernement des juges. Mais user à bon escient renforce une démocratie saine et adulte.

Et maintenant ? Il nous faut agir, mieux éclairés, selon les principes de l'Etat de droit.

Une intention politique largement partagée doit s'exprimer. Un vide juridique persistant doit être comblé. Une volonté de se conformer scrupuleusement à la décision du juge doit trouver sa traduction législative. Une procédure de

consultation doit s'engager pour permettre à chacun de prendre ses responsabilités devant l'opinion. Un débat parlementaire qui devrait être consensuel doit pouvoir s'organiser lors de la prochaine session parlementaire, sur des bases claires.

L'Etat de droit n'est pas celui des vainqueurs et des vaincus. C'est celui du débat démocratique serein, ouvert. Avec un seul objectif : maintenir très haut la République, et la servir.

EDITH CRESSON

### M. Debacq est nommé directeur du cabinet du ministre des DOM-TOM

M. Jean-Jacques Debacq, directeur adjoint du cabinet de M. Louis Le Pen, ministre des départements et territoires d'outre-mer, a été nommé directeur de cabinet, en remplacement de M. Jean-Pierre Lacroix, nommé directeur central de la police territoriale.

[Né le 2 novembre 1952 à Nantes (Loire-Atlantique), M. Debacq est titulaire d'un DEA de sciences politiques et de droit public international. Assistant parlementaire de M. Le Pen, député du Finistère depuis 1979, M. Debacq est devenu son chef de cabinet lorsque celui-ci est devenu ministre de la mer en 1981, et a conservé ses fonctions au cabinet de M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat chargé de la mer, de 1983 à 1985. Secrétaire général de la Société centrale de crédit maritime de 1985 à 1988, puis conseiller spécial du ministre des DOM-TOM, il avait été nommé directeur adjoint du cabinet en janvier 1991.]

## Et si la France était Beaucoup plus Grande que Vous ne l'Imaginez ?



**NOTRE METIER EST UNIQUE**  
C'est l'ingénierie et la construction, c'est à dire l'expertise du conseil et l'expérience de la réalisation.



**EN EUROPE ET DANS LE MONDE**  
Technip est présente dans 86 pays : partout où il y a une usine ou un bâtiment à réaliser, nous pouvons être présents.



**UNE CHANCE POUR LA FRANCE**  
Avec Technip, des entreprises industrielles françaises, des bailleurs de licences et de technologies, des équipementiers, des sous-traitants.



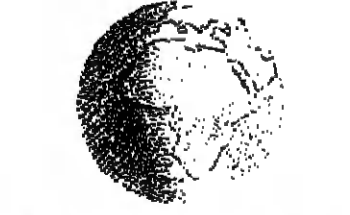
**LA FRANCE EST NOTRE VITRINE, LE MONDE EST NOTRE MARCHÉ**  
50% de nos marchés sont en France et 50% en Europe et 50% dans le reste du monde.



**L'INGENIERIE DIVERSIFIEE**  
De l'offshore pétrolier à l'agroalimentaire, du raffinage aux métaux non ferreux, des industries manufacturières à l'environnement, de l'informatique à l'organisation.



**L'INGENIERIE DES COMPETENCES**  
De la conception à la construction : des vocations professionnelles multiples, le sens de l'innovation et le respect de la qualité.



**5000 PERSONNES DANS LE MONDE**  
Des implantations de proximité avec 26 filiales partenaires, plus de 6 milliards de chiffre d'affaires, faites le calcul nous sommes bien n°1.



**TECHNIP : LA FRANCE EST PLUS GRANDE QUE VOUS NE L'IMAGINEZ**  
Des hommes et des femmes, des moyens, des projets, des réalisations clés en main, des clients, des partenaires : partout dans le monde, Technip fait appel aux compétences françaises.



**TECHNIP**

## L'ingénierie française sourit aux ambitieux

TECHNIP La Défense 6, 170, place Henri Régault, 92090 Paris-La Défense (France)  
Tél.: (33) (1) 47.76.21.21 - Fax: (33) (1) 47.78.33.40



## JUSTICE

## L'affaire de la tour BP

## Des « fax » anglais contre M. Christian Pellerin

Dans l'affaire de la tour BP, le non-lieu réclamé haut et fort fin janvier, sous le contrôle d'un huissier et devant la presse rassemblée, par M. Christian Pellerin ne semble pas pour demain. Tout au contraire, loin de revenir sur l'inculpation de « complicité d'abus de biens sociaux et de complicité de faux et usage de faux » notifiée le 17 janvier au PDG de la SARI-SEERI, le juge d'instruction, M. Jean-Luc Delahaye, a signé, vendredi 21 février, une « ordonnance de soit communiqué » par laquelle il demande au parquet de se prononcer « sur l'opportunité d'un supplétif » visant notamment M. Pellerin « pour corruption active et faux ». En d'autres termes, le magistrat estime qu'il dispose de faits nouveaux, sortant du strict cadre de son instruction de départ et pouvant justifier une nouvelle inculpation, plus embarrassante, contre le célèbre promoteur de la Défense.

Ainsi cette affaire n'en finit-elle pas de jouer avec les apparences. Côté cour, les enquêteurs paraissent centrer leurs efforts sur la famille de Daniel Voiry, ce brigadier-chef de la préfecture de police de Paris dont le suicide, le 6 décembre 1990, a permis de découvrir l'existence de commissions douteuses lors de l'achat en 1988 du siège de BP-France à Courbevoie par MM. Pellerin et Christian Schwartz, associée à travers leurs sociétés respectives, Lucia et Pili.

## Un rapport de la police judiciaire

C'est ainsi que la veuve du policier, M<sup>me</sup> Francine Voiry, et son fils Michel ont été placés en garde à vue, mercredi 26 février. Selon toute probabilité, M<sup>me</sup> Voiry, qui était le gérant en titre de la société Eurocen qui avait les diverses activités lucratives de son époux, devait être inculpée, dans l'après-midi de vendredi, à l'issue du délai légal de quarante-huit heures.

Mais, en réalité, les avancées décisives de l'enquête se jouent ailleurs, côté jardin. Pendant que les rumeurs allaient bon train, curieusement distillées par l'entourage du policier disparu, et tandis que les pièces valaient au gré des relations hétéroclites de l'ancien secrétaire à

l'état-major de la sécurité publique — hauts policiers retraités, proxénètes notoires, maire RPR de Villemonble (Seine-Saint-Denis), francs-maçons de la « fraternité » de la police, partenaires immobiliers au Portugal, — les policiers de la direction centrale de la police judiciaire travaillaient.

Et, loin de s'égayer tous azimuts, ils s'en tenaient à la question de départ, celle qui est au centre de ce dossier : oui ou non, la vente de la tour BP a-t-elle donné lieu à des pratiques de corruption faussant le jeu de la concurrence, pratiques dont on sait hélas qu'elles ne sont pas rares dans le monde de l'immobilier ? Contenus dans un rapport de synthèse d'une dizaine de pages, daté du 19 février et signé par le commissaire principal Jean-Paul Bouzin, la réponse est affirmative.

Violamment contesté par les avocats de M. Pellerin, sur lesquels il a fait l'effet d'une douche froide, ce rapport a motivé l'inculpation de « corruption passive », deux jours plus tard, le 21 février, d'un personnage aussi discret qu'important : M. Paul Gatrill, citoyen britannique et ancien cadre de British Petroleum au siège central à Londres. Car ce document met en évidence la rôle-clé de cet homme qui, placé au cœur des négociations sur la vente de la tour pour le compte de BP, deviendra en fait le cheval de Troie de MM. Pellerin et Schwartz afin qu'ils obtiennent le marché.

Non seulement il fera en sorte que la concurrence soit limitée, en empêchant le recours initialement prévu à des acheteurs japonais, mais, de plus, il aurait transmis aux dirigeants de Lucia et Pili des informations confidentielles leur permettant d'ajuster leur offre afin qu'elle soit la meilleure. Et, en remerciement de ses services, il recevra une commission de 1 million de francs.

La démonstration des policiers de la « financière » repose sur une rigoureuse chronologie, confortée par la saisie de nombreux documents et par les auditions minutieuses d'autres cadres de BP. Elle commence le 16 janvier 1988 quand M. Gatrill, chef exécutif de BP Property Services à Londres — en clair, chef du département immobilier, — propose son aide aux gens de BP-France pour les

aider à vendre leur siège de Courbevoie (Hauts-de-Seine). Le 8 février, un « comité directeur » chargé d'organiser la procédure de démarchage des éventuels acheteurs est créé à Paris, comprenant trois cadres de BP-France, MM. Marchand, Ramette et Lovisi, et M. Gatrill. En avril, il est décidé d'opter pour un appel d'offres international et de réaliser, pour ce faire, une brochure rédigée en anglais, français et japonais, présentant l'immeuble.

## Une rencontre à la Défense

Le 27 juin 1988, le cabinet parisien Feuau Hampton, mandaté par Lucia et Pili, les sociétés de MM. Pellerin et Schwartz, transmet une offre datée du 22 juin et signée par MM. Alain Aubert, directeur général de Lucia, et Yves Rohou, PDG de Pili. Elle se monte à 360 millions de francs. Le 4 juillet, M. Ramette, directeur de la vente à BP-France, répond à M. Llewellyn, du cabinet Feuau Hampton, que cette offre ne peut être acceptée puisque le dispositif adopté fera appel à la concurrence nationale et internationale. Or, le 19 juillet, tient la Défense une rencontre entre M. Gatrill — qui réside à Londres et ne parle que l'anglais, — MM. Pellerin, Schwartz et Llewellyn. Les trois autres membres français du « comité directeur » mis en place par BP-France, écrit le commissaire Bouzin, « ne seront jamais informés de cette rencontre (...) ». Selon les responsables de BP-France, cette réunion présentait un caractère anormal pour diverses raisons.

D'une part, M. Lovisi, responsable général de la vente du siège, aurait dû « obligatoirement » en être avisé ; d'autre part, M. Ramette, directeur de l'opération de vente, avait seul pour mission de se mettre en rapport avec les acheteurs potentiels en France. Le rôle de M. Gatrill était théoriquement de prospecter les acheteurs potentiels étrangers, notamment japonais. Or il n'en fera rien. Le 10 juillet, les Français s'inquiètent par « fax » adressés à Londres de ne voir pas venir la brochure trilingue dont M. Gatrill est censé s'occuper. Puis, le 5 septembre, une réunion des trois Français et du

britannique se tient à Paris où l'on évoque « les délais inattendus d'édition de la brochure ». Malgré tout, le 12 octobre, la date du 17 octobre est retenue comme limite pour la réception des offres.

Le 18 octobre 1988, quand est établie la liste des offres reçues, celle de Lucia, datée du 14 octobre, se monte à 510 millions de francs accompagnée d'une proposition de loyer annuel de 43,2 millions de francs, dans la mesure où BP-France ne pourra immédiatement quitter l'immeuble. C'est une des offres les plus intéressantes, mais elle est desservie par le montant du loyer proposé, plus élevé que chez les concurrents.

Deux jours plus tard, le 20 octobre, les gens de BP-France reçoivent un « fax » de Feuau Hampton accompagné d'un télé de Lucia-Pili proposant un nouveau loyer, plus bas, d'un montant de 34,5 millions de francs, avec ce commentaire : la première offre comportait une « erreur ». Or — et c'est là la trouvaille la plus embarrassante pour M. Pellerin, — le même jour, M. Llewellyn de Feuau Hampton transmet un courrier « privé et confidentiel » à M. Gatrill auquel il joint une nouvelle offre de Lucia-Pili d'un montant de 531 millions de francs (et non plus 510) avec un loyer annuel de 35,775 millions.

## Une commission de 1 million de francs

Elle est signée par MM. Christian Pellerin pour Lucia et Yves Rohou pour Pili. Sur tout, elle est datée du 14 octobre, comme la première. Pour les policiers et pour le juge d'instruction, il s'agit là, en termes juridiques, d'un faux : d'une offre « antérieure » et réajustée grâce aux informations transmises par M. Gatrill. Leur démonstration s'appuie sur un simple détail, flagrant : cette seconde offre, apparemment datée du 14 octobre, contient une proposition de loyer pratiquement semblable à celle faite le 20 octobre.

De plus, pour parfaire le tableau, M. Llewellyn, qui ne cessait d'adresser « fax » à M. Gatrill, lui demande de faire le nécessaire pour que cette seconde « soit prise en considération ». « Il faut noter, ajoute le rapport de syn-

thèse, que M. Llewellyn a déclaré au cours des dépositions que M. Gatrill, juste après l'ouverture des plis d'offres à BP-France, lui avait fourni des informations confidentielles concernant les propositions chiffrées tant en ce qui concerne le prix d'acquisition que le prix du loyer émanant de trois concurrents de Lucia-Pili. Les trois Français chargés de la vente n'auront connaissance de cette offre réajustée, remise à Gatrill le 20 octobre, que le 27 octobre, le Britannique indiquant par « fax » qu'il l'a trouvée le... 26 à son bureau londonien.

Désormais Lucia et Pili sont les meilleurs, et le 28 octobre la promesse de vente est signée pour un montant de 531 millions de francs et un loyer annuel de 36,2 millions de francs. Lucia-Pili verse alors une commission d'agence à Feuau Hampton qui, prévue pour 5 millions en juin, passe brusquement à 7 millions de francs.

Les 2 millions de francs supplémentaires seront ainsi répartis : 1 million grâce à une fausse facture vers Eurocen, la société « état » du policier Voiry — dont 200 000 francs seront retirés en liquide par un cadre de Feuau Hampton, M. Michelson — ; un autre million de francs versé à M. Gatrill par virement à la Barclay's Bank à Londres. Un virement effectué le 6 janvier 1989, après que M. Llewellyn ait indiqué par « fax », adressé le 25 novembre 1988 à M. Gatrill, qu'il a été convenu « avec le client » de rémunérer le Britannique par l'intermédiaire de Feuau Hampton. Un « fax » qui, pour les enquêteurs, prouve que les dirigeants de Lucia et Pili savaient très exactement le rôle joué par M. Gatrill et pourquoi il fallait le remercier financièrement.

Et, mettant les points sur les « i », le commissaire Bouzin conclut en évoquant le préjudice ainsi causé à BP-France, « dans la mesure où Lucia-Pili a bénéficié d'informations confidentielles lui permettant de minimiser le prix d'achat et d'optimiser le prix du loyer ».

EDWY PLENEL

## L'attentat en 1988 contre le « City-of-Poros »

## Le juge Bruguière lance quatre mandats d'arrêt internationaux contre des membres du groupe Abou Nidal

Le juge parisien Jean-Louis Bruguière, chargé de l'enquête sur l'attentat du paquebot grec *City-of-Poros*, qui avait fait neuf morts le 11 juillet 1988, a lancé jeudi 27 février quatre mandats d'arrêt internationaux contre des membres présumés de l'organisation palestinienne Abou Nidal. Ces mandats visent Samir Mohamed Ahmed Khadr, dit Ejab Jaballa ou Michel Nabih Raphaël, considéré comme le responsable des actions terroristes du groupe, Abdel Ahmid Amoud, Adnan Sojod et Mehdi Mehieddine. Ces quatre hommes soupçonnés d'avoir participé à l'attentat sont recherchés pour « homicide et tentative d'homicide volontaires ».

Adnan Sojod, Libanais, vingt et un ans, aurait été le seul homme du commando à agir à bord du navire. Ce serait lui qui aurait sorti une mitraillette aux alentours de 18 heures, avant de jeter une gre-

nade au milieu de la foule des passagers. Il aurait alors tiré encore une rafale et lancé dans la bouche d'aération donnant sur la « rue des machines » un engin explosif qui a mis le feu au bateau. Adnan Sojod aurait été tué au cours de cet attentat qui avait été revendiqué par une mystérieuse « Organisation des martyrs de la révolution populaire en Palestine ». Les trois autres personnes auraient, elles, assuré la logistique de l'attentat à terre.

Les enquêteurs avaient, dans un premier temps, soupçonné deux touristes français décédés dans l'attentat, Laurent Vigneron et Isabelle Bismuth, d'être impliqués dans cet acte de terrorisme. L'enquête s'était toutefois orientée vers le groupe Abou Nidal, grâce à une piste apparue avec l'explosion, quatre heures avant l'attentat, d'une voiture de location de marque Nissan garée près de l'embarcadere d'où était parti le *City-of-Poros*. Deux passagers avaient été tués dans l'explosion. Remontant à l'agence de location, puis à un hôtel, les enquêteurs retrouvaient des armes, le passeport d'Adnan Sojod, et des passeports libyens appartenant aux deux hommes tués lors de l'explosion de la voiture.

Les empreintes digitales relevées dans cette chambre d'hôtel permettaient aux enquêteurs de mettre en cause le groupe Abou Nidal.

L'un des responsables de ce groupe, Samir Mohamed Ahmed Khadr, serait le principal organisateur de l'attentat du *City-of-Poros*. Arrêté à Chypre pour l'assassinat à Limassol (Chypre), en 1978, d'un journaliste égyptien proche du président Anouar el Sadate, il avait été expulsé en 1982 sous la pression, semble-t-il, de menaces de représailles émanant du groupe Abou Nidal. Il aurait ensuite rejoint en 1986, sous une fausse identité, la Suède, où il aurait épousé une Suédoise.

## L'enquête « gelée » par la Grèce

Avec cet attentat, les quatre hommes auraient souhaité empêcher l'extradition vers les États-Unis d'un Palestinien accusé d'avoir placé en 1982 une bombe à bord d'un avion de la PanAm. Mohammed Rachid, arrêté à Athènes le 30 mai 1988, condamné à sept mois d'emprisonnement pour usage de faux documents d'identité le 14 juillet, soit quelques jours après l'attentat, Moha-

med Rachid était réclamé par la justice américaine. La décision sur son extradition devait être prise par une commission de juges d'appel le 27 juillet 1988. Le 8 janvier dernier, il a été condamné à dix-huit ans de réclusion criminelle par une cour spéciale, qui siègeait depuis le 7 octobre dans une prison du Pirée pour des raisons de sécurité.

Avec ces quatre mandats d'arrêt internationaux, le juge parisien Jean-Louis Bruguière, saisi en 1988 à la suite d'une plainte avec constitution de partie civile émanant de la famille de l'un des trois Français tués dans l'attentat, Laurent Vigneron, relance une enquête que la justice grecque a finalement classée. Le 26 octobre 1989, la chambre d'accusation du Pirée avait en effet estimé qu'Ejab Jaballa et un certain Mohammed Josad étaient les auteurs de l'attentat contre le *City-of-Poros* mais elle avait alors invoqué deux articles du code pénal grec interdisant que l'on poursuive des procédures judiciaires contre des personnes dont on ignore si elles sont toujours en vie. L'enquête avait donc été « gelée », et l'affaire finalement classée en 1991.

## Les réactions à la réforme du code de procédure pénale

## Le projet de M. Sapin est mieux accueilli par les avocats que par les magistrats

Le Syndicat de la magistrature (SM), gauche, déplore « l'absence d'urgence » du projet de réforme de code de procédure pénale présenté par M. Michel Sapin (le Monde du 27 février) qui se contente de « réaménager ponctuellement un système d'instruction par ailleurs critiqué ». Le SM, qui regrette que l'avocat soit exclu de la garde à vue, estime que le système des « mises en causes » et des « mises en examen » risque de « rompre l'égalité entre les justiciables » et que le travail en équipe des juges d'instruction semble avoir pour but « d'institutionnaliser le dessaisissement des juges d'instruction chargés d'affaires « sensibles » au profit d'une structure plus matricielle par la hiérarchie judiciaire ».

L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui s'interroge sur les « réelles raisons » de ce projet alors que « la multiplication des « affaires » illustre le rôle éminent des juges d'instruction dans la recherche de la vérité », estime que la multiplication des formalités de procédure « risque d'entraver la répression de certaines infractions ».

Le Syndicat des avocats de France (SAF, gauche) soutient en revanche clairement les « avancées significatives qui forment l'essen-

tiel » de ce projet. Le SAF approuve notamment les dispositions « améliorant la condition de la personne gardée à vue », l'accès permanent au dossier, l'obligation, pour le juge d'instruction, de répondre aux demandes de la défense par une ordonnance motivée susceptible d'appel, et la suppression de l'inculpation. Le SAF regrette notamment que le juge d'instruction fasse partie de la collégialité et qu'il conserve le contentieux des demandes de mise en liberté.

La Fédération nationale des unions de jeunes avocats (FNUJA), qui salue la « nette avancée » que constitue notamment le renforcement des droits de la défense, déplore que l'avocat ne puisse pas intervenir lors de la garde à vue. La FNUJA estime en outre que le projet devra être « sérieusement amendé » sur les droits des personnes « mises en examen ».

La CFDT-Justice, qui approuve « la philosophie générale du projet », se félicite du renforcement des droits de la défense et de la suppression de l'inculpation. Elle regrette cependant l'absence de mesures spécifiques pour les mineurs et s'interroge sur les moyens mis en œuvre pour cette réforme.

## Au tribunal correctionnel de Paris

## « Le Monde » condamné pour un article sur l'opposant marocain M. Diouri

Jacques Lesourme, directeur de la publication du journal *Le Monde*, et Jacques Amatic ont été condamnés, jeudi 27 février, par la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, à 40 000 F d'amende chacun, pour diffamation envers M. Abdelmoumen Diouri, qui obtient, en outre, le franc symbolique de dommages et intérêts.

Dans le *Monde* du 26 juin 1991, un article intitulé « Les autorités françaises précèdent leurs accusations contre M. Diouri » traçait un

portrait de cet opposant marocain qui venait d'être expulsé vers le Gabon après avoir séjourné en France depuis 1971. Précédé du sous-titre « Un étrange opposant », l'article évoquait plusieurs aspects de la vie de M. Diouri en des termes que le tribunal considère comme diffamatoires avant de constater que « les prévenus ont échoué dans leur offre de preuves, qui doit être parfaite, complète et corrélatrice aux imputations diffamatoires ».

En outre, les juges relèvent que les termes utilisés constituent « un véritable procédé d'insinuations malveillantes » et stigmatisent « le manque de fiabilité et de sérieux de l'enquête ». Aussi, le tribunal a-t-il refusé d'accorder aux prévenus le bénéfice de la bonne foi en déclarant : « Il apparaît que le journaliste ne disposait pas de renseignements suffisants et n'a pas procédé aux investigations nécessaires pour parvenir aux appréciations hasardeuses qu'il articule dans son article ».

M. Michel Rey, président du bureau d'études de la SAGES, a été placé, jeudi 27 février, sous mandat de dépôt provisoire par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes. Celle-ci n'a pas suivi le parquet général, qui n'avait pas requis de mandat de dépôt.

Incarcéré à la maison d'arrêt de Rennes, M. Rey, soixante-six ans, avait été inculpé, lundi 24 février, de trafic d'influence

## L'instruction sur le financement du PS dans la Sarthe

## M. Michel Rey, PDG de la SAGES placé sous mandat de dépôt

par M. Renaud Van Ruymbek, le conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, chargé du dossier sur le financement sarthois du PS (le Monde du 27 février).

Souffrant d'une sciaticque, M. Rey, qui avait été placé en garde à vue salle Cusco, à l'Hôtel Dieu à Paris, est arrivé en ambulance au palais de justice de Rennes, où son placement sous

mandat de dépôt provisoire lui a été notifié. La chambre d'accusation devra statuer sur son maintien en détention dans un délai de cinq jours.

En outre, une nouvelle perquisition a eu lieu, mercredi 26 février, au siège mancoeur de l'entreprise de travaux publics Balla Vera, du groupe Bouygues, et dans une filiale située à

## FAITS DIVERS

Annonces de la page

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février

Le Monde du 27 février



*Un groupe de réflexion sur les banlieues propose la création de centres de détention spécialisés pour préparer les jeunes délinquants à leur réinsertion*

**Devant la cour d'appel de Lyon**  
*Un ex-concubin obtient  
l'autorité parentale conjointe*

La cour d'appel de Lyon a décidé d'accorder l'autorité parentale conjointe au père d'un petit garçon de quatre ans, bien qu'il n'ait jamais été marié avec la mère et qu'il se soit séparé de celle-ci dès la naissance de l'enfant.

D'après l'article 374 du code civil, dans le cas de concubinage, l'autorité parentale - distincte de la démarche de reconnaissance de l'enfant par le père - revient automatiquement à la mère. Pour partager l'autorité parentale, il faut que la mère et le père soient d'accord et fassent une déclaration conjointe devant le juge des tutelles.

Devant le cour d'appel de Lyon, l'avocat du père a invoqué la Convention internationale des droits de l'enfant ratifiée par la France en août 1990 et entrée en vigueur le mois suivant. Ce texte souligne la co-responsabilité des parents à l'égard de leurs enfants. Pour justifier sa motion, le juge a expliqué qu'« il est de l'intérêt supérieur de l'enfant » de maintenir l'autorité conjointe des deux parents. Le père a donc obtenu la garde de résidence, indépendante de l'exercice de l'autorité parentale, c'est-à-dire de l'éducation de l'enfant. Le père bénéficie d'un droit de visite hebdomadaire et d'un droit de décision sur les questions relatives à l'éducation de son enfant.

Cet arrêt répond au souhait des mouvements paternels qui réclament l'abrogation de l'article 374 ■■■■ autorité parentale conjointe ■■■■ automatique ■■■■ par du moment ■■■■ il y a ■■■■ par le père ■■■■ 10-11 ■■■■ (1991).

Ch. 12

**Arrestation en flagrant délit  
de trafiquants italiens  
Soixante-quatre kilos  
de cocaïne saisis près de Nice**

Quatre arrestations ont été arrêtés, lundi 14 février, en Algérie, et plus de 20 tonnes de cocaïne saisies près de Nîmes (Région Maritime), après une enquête conduite conjointement depuis trois mois par les policiers de l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCCRTIS) et par les hommes de la Guardia di Finanza, le service chargé en Italie de la lutte contre le trafic de stupéfiants.

L'opération a été menée par les policiers de l'OCCRTIS, assistés de leurs collègues du SRPJ de Marseille, antenne de Nice, sur un parking de Cagnes-sur-Mer, alors que les Italiens transféraient entre deux véhicules seize cartons contenant la cocaïne.

Les enquêteurs ont également saisi dans un appartement, loué par un Italien, 100 kilos de cocaïne et 100 millions de francs.

Vittorio Ceretta, cinquant'anni, alias Giuliano Lazzari, Renato Macri, un Calabrese di trent'anni e un, Stefano Fassonetti, un Lombardo di cinquant'quattro anni e Rosario Dioguardi, quarant'anni e un anni, Siciliani, ora été prévenus jeudi 27 février au tribunal de Grasse après trois jours de garde à vue (un système de stupéfiants, celui-ci, avait duré jusqu'à quatre-vingt-seize heures). En liaison avec ces arrestations, des perquisitions sont menées depuis le début de la semaine en Italie par les spécialistes italiens de la lutte contre le trafic de stupéfiants.

Le Conseil d'Etat annule un programme immobilier sur l'île d'Oléron. — Dans un arrêt du 20 janvier — connu seulement aujourd'hui — le Conseil a **■** définitivement annulé **■** permis **■** construire **■** ZAC de la **■** Saint-Séverin, sur l'île d'Oléron (Charente-Maritime). Motif : **■** maisons **■** auraient été construites **■** l'absence d'une **■** littorale inscrite à l'inventaire des sites. Les **■** en **■** condamné **■** comme de Saint-Pierre-d'Oléron et le promoteur **■** **■** chacun **■** 500 francs à la **■** **■** protection des **■** d'Oléron.

M. Cardo, général  
UDF, Yvelines et Chro-  
teloup-Vignes (Yvelines), vice-  
remettre un rapport à M. Miche-  
Debarbare, ministre de la ville. Il y a  
sept mois, celui-ci a  
l'élu d'une ville placée en première  
ligne" (le Monde) 17 (1991)  
de prendre la tête d'une commission  
chargée d'étudier les phénomènes  
liés à la violence des  
Celles-ci  
prennent par leur fermeté l'égard  
de ceux qui sont qualifiés.  
rapport final, « zoutous »,  
taxe, ban-

Le **de** Chateaufort avait **appel** **fonctionnaires de l'intérieur, de l'éducation nationale, de la justice, de la délégation à la ville, des représentants syndicaux, sociologues, ainsi qu'à M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Lienemann, député socialiste d'Arles-M**

**L'Étude**  
**du Pécovle**

Cette commission a tenu à entendre les différents «acteurs» des quartiers défavorisés. Qui sont les jeunes «casseurs»? Une minorité, estime la commission, ne représentant pas plus de 2 % !!! des jeunes de quartiers «chauds». Leurs parents, en majorité

Police

d'origine immigrée, divorcés pour la plupart, vivent grâce aux aides sociales et n'imposent aucune règle à la maison. Leur environnement est connu : grands ensembles périphériques de logements sociaux surpeuplés, où les loisirs sont insuffisants, voire inexistant.

Ceux qui sont en âge de travailler vivent en alternance de chômage et de petits boulots. Les étrangers de plus de seize ans, note le rapport, sont souvent en situation irrégulière. Mais tous sont attachés à leur cité, cherchent des modèles, s'adaptent, confusément s'intègrent, s'inventent une culture.

Leur regroupement en ghettos, qui englobent de la violence, esime le groupe de travail de M. Pierre Cardo, « un mélange de réactions de défense, d'affirmation de soi et de désir de communication.

Une fois ce portrait-robot tracé - avec des généralisations contestables - la commission présidée par le maire de Chanteloup a essayé de comprendre comment les institutions répondent à la demande de ces jeunes. Elle a noté l'incapacité relative de l'école à prendre en compte les cas les plus difficiles et même à les signaler. De son côté, la police n'a pas su adapter ses structures, ni ses effectifs, ni ses méthodes au phénomène de la petite délinquance. Enfin, faute de moyens et de stratégie adaptée, la justice elle-même ne traite pas les affaires de mineurs avec la diligence ni avec la                      qui convien-

draient. Les membres de la commission Cardo ont formulé des suggestions, dont certaines, très concrètes, méritent attention. Ils proposent ainsi de doter les établissements scolaires de crédits qui permettraient d'organiser, pour les élèves en retard, **une aide aux devoirs**. Pour lutter contre l'absentéisme, **ils** appellent que la suppression des prestations familiales est légale, dissuasive, et trop peu utilisée. Enfin, les enseignants devraient signaler les enfants en difficulté dès qu'ils les détectent, au besoin à **la**

**Des jugements  
plus rapides**

Pour prévenir la violence, la commission propose aussi de multiplier les expériences tentées avec les centres de loisirs de jeunes et les opérations « Prévention-été ». Elle souhaite que les policiers pratiquent l'hôte partout où une population est en voie de marginalisation, que les brigades d'intervention — comme celles qui ont été créées en Ile-de-France — soient plus efficaces et que les fonctionnaires de police reçoivent une formation adaptée aux quartiers sensibles.

C'est sans doute le **ministère** de la justice **qui** le **présente** **comme** **le** **plus** **«** **inventif** **»**. Pour

mieux connaître les phénomènes de délinquance ■ ■ ■ jeunes, il propose ■ ■ ■ ■ ■ d'observatoires régionaux, préconise le « signalement » ■ ■ ■ ■ ■ « pèrù » (rien à voir ■ ■ ■ la délation, se ■ ■ ■ M. Cardo) et suggère une procédure ■ ■ ■ « premier avertissement » ■ ■ ■ mineur, ainsi qu'à ■ ■ ■ famille. Il ■ ■ ■ ■ ■ jugements rapides et, pour les affaires les plus graves, ■ ■ ■ politique de déje ■ ■ ■ ■ ■ même si ■ ■ ■ ■ ■ décision ■ ■ ■ ■ ■ provisoire n'est possible ».

Les membres du groupe ont élaboré un projet de manuel « de prévention et de sécurité urbaine » qui lierait, dans chaque département, le commissaire général et l'U.N.C. Ils prévoient l'embauche de petites unités de soins, à mi-chemin entre le dispensaire et le centre de soins et l'école éducative, qui prendraient en charge, par exemple, des jeunes « en crise » (toxiques, caractériels, etc).

Enfin, après avoir été dans les prisons, la séparation entre les mineurs et les autres délinquants n'est pas toujours respectée, le rapport suggère la construction d'établissements pénitentiaires distincts, qui prépareraient les jeunes à la réinsertion. « La question de réouvrir les maisons de correction, comme M. Cardo, mais je demande qu'on fasse réfléchir sur la justice y est disposé ».

**UFC AMBROISE-BENDI**

Réunies à Genève  
Des épouses de chefs d'Etat  
plaident pour  
la « promotion économique  
des femmes rurales »

Plusieurs épouses de [REDACTED] d'Etat ou [REDACTED] gouvernement ont assisté, [REDACTED] [REDACTED] 26 février à Genève, au Sommet sur la promotion économique [REDACTED] femmes rurales organisé par le FIDA (Fonds international [REDACTED] développement [REDACTED] agricole), une organisation [REDACTED] Nations [REDACTED] dont [REDACTED] siège [REDACTED] à Rome.

## de notre correspondante

Au cours de sa rencontre, ouverte par la reine Fabiola de Belgique, M. Boutros-Ghali, secrétaire général des Nations unies, a souligné sur la nécessité de développer au point des programmes visant à aider les femmes pauvres et dépourvues de ressources, qui ont besoin d'informations, d'assistance technique, de crédits pour reprendre des activités rémunératrices ».

On a plus de 10 millions  
le monde, dont la plupart sur-  
vivent au-dessous du seuil de  
pauvreté. Président du FIDA, M.  
Jazairi (Algérie) a souligné pour sa  
part que 10 % des victimes de la  
pauvreté sont des femmes :  
« Il ne suffit pas de vouloir intégrer  
les femmes dans le monde jusqu'à  
présent organisé par et pour les  
hommes. Il faut aussi leur donner  
le temps de se former ensemble,  
hommes et femmes, sur la même  
côte, dans une véritable harmonie ».

Le sommet a réuni cinq ruines à cinquante-neuf premières dames, délégués qui n'étaient représentés au niveau (l'absence M-Bush et Danielle Mitterrand regrette), délégués continents et tenants les institutions primordiales de l'un des cinq continents. Les cinq primordiales du monde ont été rechercher les meilleurs moyens d'intensifier la lutte contre le sida en particulier par le biais de l'éducation. C'est ainsi que l'avocate Rosine Vieyra-Soglio, présidente du Bénin, a déclaré : « Nous nous faisons malades, nos fils, car nous ne faisons rien ».

Le sommet a adopté une longue déclaration dans laquelle les épouses de chefs d'Etat ou de gouvernement s'engagent à « sensibiliser les instances de décision - nationales, régionales ou internationales - à la condition des femmes rurales ». La déclaration se termine par la création d'un groupe de quinze « représentantes d'épouses de chefs d'Etat et de gouvernement, composé de trois membres de chaque continent, [qui] se réunira les deux ans ».

**CONTINUED VICHNIAC**

## En raison de suppressions de postes

Environ deux cents instituteurs parisiens se sont rassemblés, jeudi 17 février, à proximité du ministère de l'Éducation nationale, à l'appel du Syndicat national des instituteurs (SNI-PEGC) et du Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT), pour contester la réforme de la rentrée 1992, dite des trente-cinq heures, qui prévoit une réduction de dix heures de la semaine de travail et primaires à la capitale.

Le SGEN-CFDT appelle en outre ses collègues de la région Île-de-France à se réunir le 17 février, date de la réunion au rectorat de Paris du conseil technique qui sera chargé de se prononcer sur les mesures de mise en œuvre de la réforme.

Le SGEN-CFDT appelle en outre ses collègues de la région Île-de-France à se réunir le 17 février, date de la réunion au rectorat de Paris du conseil technique qui sera chargé de se prononcer sur les mesures de mise en œuvre de la réforme.

Le SGEN-CFDT appelle en outre ses collègues de la région Île-de-France à se réunir le 17 février, date de la réunion au rectorat de Paris du conseil technique qui sera chargé de se prononcer sur les mesures de mise en œuvre de la réforme.

Pour le ministère de l'Éducation nationale, la baisse démographique qui frappe le secondaire en Italie entraîne des suppressions de postes à compter 1991, Paris avait perdu 150 élèves, ce qui avait entraîné la suppression de cinquante emplois. Pour l'année 1992, la baisse démographique prévue est de 100 élèves, ce qui entraînera des suppressions d'emplois, le

La Faculté de médecine d'Alexis-Carrel, à Lyon, pourrait être dirigée par l'ingénieur-roi après avoir pris le nom d'Alexis Carrel, du nom du chirurgien né à Sainte-Foy-Les-Lyon (Rhône) le 28 mai 1873 et mort le 25 mai 1942 par un accident de laboratoire. La Faculté de médecine de Lyon sans doute contrainte de recevoir un autre référent. Le conseil d'administration de l'université Claude-Bernard (Lyon-I) a décidé, lundi 24 février, que l'université « d'inscrire une question à l'ordre du jour de sa prochaine séance, fin mars. Depuis cinq ans, en effet, plusieurs personnalités notables avaient dénoncé le manque de valeur scientifique des travaux de la médecine — qui accomplit l'œuvre de sa brillante carrière — en France. Unis entre 1908 et 1941 — mais jamais considérés comme des écologistes — ils développèrent, par suite, une réflexion dans une farouche lutte pour l'homme et l'inconnu.

Souhaitant participer aux Jeux de Barcelone

Souhaitant participer aux Jeux olympiques de Barcelone, lesquels n'est sélectionnée, la cycliste Jeanne Longo a décidé, jeudi 27 février, de faire appel à la justice pour régler le différend qui l'oppose à la Fédération française de cyclisme. La championne refuse d'utiliser le pédalier officiel, lors des derniers championnats du monde, ce qui lui avait valu d'être éliminée de l'équipe de France.

Jeannie Longo ■ chargé son médaille olympique.

■ **BOXE** : Le Français Akim Tefar, champion d'Europe ■ lourds-légers - Le boxeur français Akim Tefar, champion d'Europe des lourds-légers et champion du monde des poids moyens aux points le Britannique Dennis Andrieux lors d'un combat en douze reprises, jeudi 27 février, à Beausoleil (Alpes-Maritimes).

■ **FOOTBALL** : Le Français ■ de la Coupe de France - Les 21èmes de finale de la Coupe

champion de France en titre, a été remporté, vingt-cinq ans, sa deuxième victoire.

**CHAMPION SUR GLACE :** Philippe Bozon a remporté le championnat français Philippe Bozon, membre de l'équipe de France qui a participé aux Jeux olympiques d'Albertville, a signé le premier d'un an avec le club professionnel de Saint-Louis (Etats-Unis).

Philippe Bozon, atilier droit (27 ans), vingt-quatre ans qui figure sur l'équipe nationale depuis plusieurs années, a évolué en France et en Amérique.

## Régression

Comment ne peut-elle être choquée et exaspérée par la démission du FIDA, une organisation des Nations unies, de prendre comme interlocuteurs, à une conférence internationale, les épouses des chefs d'Etats et les gouvernements pour parler des femmes dans le milieu rural ?

... qui objectent que ces grandes femmes n'ont pour légitimité que celle d'être épouses ! Le numéro un, l'Organisation, répond que c'est justement là l'astuce : les grands de ce monde seront mieux informés, pro-  
gression pour les femmes !

Ch. Ch

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT







# Les chevaux du roi

## Une représentation autour d'un acteur

Or Jean Davy est un artiste d'une rare dimension. Mais d'une telle rigueur, d'une telle pureté d'expression, qu'il ne fait pas remarquer par les ~~autres~~ exploits, son jeu fait ~~de~~ la poésie qu'a donnée Stéphane Mallarmé dans une lettre célèbre à François Coppée (datée, le 5 décembre 1886, de Besançon, où Mallarmé venait d'être nommé professeur d'anglais). Mallarmé, avec courtoisie, faisait à Coppée ce reproche : « Je ne ~~vous~~ ~~parle~~ ~~pas~~ ~~de~~ ~~quelques~~ ~~fois~~ »

**MICHEL CURNOT**  
20, rue Marc-Sangnier,  
014, mardi et vendredi à  
h 30, en alternance jusqu'au  
Andromaque,  
Phèdre. Tél. :  
45-49-77

20, **Marc-Sangnier**,  
5014, mardi et vendredi  
h 30, en alternance jusqu'au  
Andromaque,  
Phèdre. Tél. :  
5-45-49-77

## Un infernal accord parfait

*Trois actes noirs de Tennessee Williams*

Parle-moi de pluie et de laissez-  
 écouler : un jeune homme  
 raconte : une fille jeune  
 que lui administra  
 auxquels il  
 substitue. Ce qui ennuie infiniment  
 amie, laquelle rêve : voit haute-  
 un beau jour elle me chausse  
 gris. Le Bonjour à Bertha : une  
 livide, me doute prostituée,  
 rateur ou pro, agonise à petit feu.  
 une femme très masculine  
 que ne console.

Christiane Millet et Claude Guyonnet donnent un spectacle d'«art-drama» dans cette pièce fascinante, dont le dialogue fait penser aux angles d'un vol rapide dans le ciel vert des grands bois. Les deux autres pièces sont très bien jouées par Claude Lasne et Loïc Foudré (la rêveuse et la prostituée), par Laura et Caroline Proust (l'œil sévère et la voix mourante).

**M. C.**  
► Du mercredi au samedi à  
20 h 30, sauf dimanche  
17 heures. Tél. : 46-08-11-90.

## Le temps dépassé

**LE FANTÔME DE L'OPÉRA**  
à l'Opéra-Comique

C'est une étrange idée d'avoir installé dans les ornements majestueux kitsch — la salle Fauré un *Fantôme de l'Opéra* du *Keo*, un petit spectacle bon enfant, avec trois éléments de décor — une dizaine — comédiens qui jouent — jouait — vau-  
deville, l'époque de Gaston  
Bouix. La mise en — — Joel  
Bischoff — assortie — style, et  
l'intrigue du — singulièrement  
simplifiée. Il y avait —  
— publiquement, les  
il ne s'agit — d'une comédie  
musicale avec — sirs de Gounod  
Verdi, entre autres, mais réellement  
un vaudeville. C'est-à-dire  
des — introuvables  
chansons, des arrangements des  
grands sirs de *Faust* ou du  
masqué, par exemple.

D'abord, on dit qu'il aurait fallu un Offenbach pour être parti d'une parodie qui respecte les règles et la beauté de l'Opéra. Puis on entend ~~des critiques~~ chanter de *Vie parisienne*, et on comprend que, ~~de cette~~ façon, il ne fallait pas voir ce spectacle, en tout cas pas ici, pas dans cette salle magnifique, pour magnifier, pour chanter, pour qui étouffe l'énergie attendrissante avec laquelle les auteurs s'y vont. On s'en angloïse et paraissent aimer ce qu'ils font. La production, impeccable, est allemande, et le spectacle aurait tourné aux États-Unis. Certainement dans de vieux petits théâtres, on se charme désuet peut prendre toute sa valeur.

**C. G.**  
Du mardi au samedi ■  
10 h 30. Matinées ■ ■ ■ ■ ■  
dimanche ■ 14 h 30. ■ ■ ■ ■ ■  
dimanche ■ 19h. Jusqu'au  
30 avril. Tél. : 42-86-88-83.

## Les mots au bord du gouffre

Le disciple est plus cynique  
le maître. Son écriture cris-  
se, elliptique, tranche presque  
systématiquement une  
l'espérance, l'attente si les  
événements, véritables évanouisse-  
ments, la parole, racontaient  
vertige vide. Les mots  
bord du gouffre. On  
lire et entendre  
féremment le . . . . .  
souvernient le . . . . .  
Karge Langhoff, du temps  
travaillaient le . . . . .  
sater, le RDA . . . . .  
spectacle échoué, emporté par  
sursur sardonique, par la sub-  
sion du grotesque.

Philippe Kessel présentée au Centre Gallonie Bruxelles. Les tout premières images sont nettes, claires, froides. Le climat est neu-

tre. Mur noir ou paroi transparente. Changements d'accès-  
— une table, un fauteuil  
pendant les [ ] qui  
nent en quelque [ ] la repré-  
sentation, lui [ ] une len-  
teur voulue. Van [ ] étre et  
tord le temps, distord [ ] décom-  
pose [ ] situations, [ ] phrases  
l'opération est de Jean Jour-  
cheuil et [ ] Heinz Schwarzwinger  
(éditions [ ] l'Arche). C'est  
comme le cauchemar [ ] ralentit  
des films d'angoisse. Comme  
l'angoisse qui, [ ] les rêves,  
se détourne sur des images de  
ridicule, d'é[ ] puérilité.

Parfois, ■ rir fait craquer  
 cette espèce d'enveloppe étou-  
 ffante. ■ un sac ■ plasti-  
 que ■ translucide. ■ moments  
 ■ grand-guignol traités avec  
 une distance glaciale : les sol-  
 dats ■ cannibales, ■ nazi qui se  
 ■ lui-même après s'être  
 ■ ébarbassé ■ famille... « Tu es  
 ■ tu être tué, manger ■ être  
 ■ mangé, dit Philippe Van Kessel,  
 ■ est tout ce que montre son  
 ■ spectacle, ■ d'avantage, ■  
 ■ un calme impitoyable.

**COLETTE GODARD**  
de Quincampoix, ■  
0h30 jusqu'au ■ mars.  
clache le lundi 2. Dimanche  
■ 17h. Tél. : 42-71-28-18

**OURS D'OR / GRAND PRIX**  
FESTIVAL DU FILM DE BERLIN 1992

**"DANS LE QUOTIDIEN TERRIFIANT  
DE LOS ANGELES...  
LE FILM LE PLUS "SUSCITANT"  
DE LAWRENCE WALKER"**  
(J.P. Chaillet) - PREMIERE

**"CONSTAMMENT SURPRENANT,  
DECONCERTANT, AUDACIEUX,  
ORIGINAL, UNE AUTHENTIQUE  
ŒUVRE D'AUTEUR"**  
(M.Pascal) - LE POINT



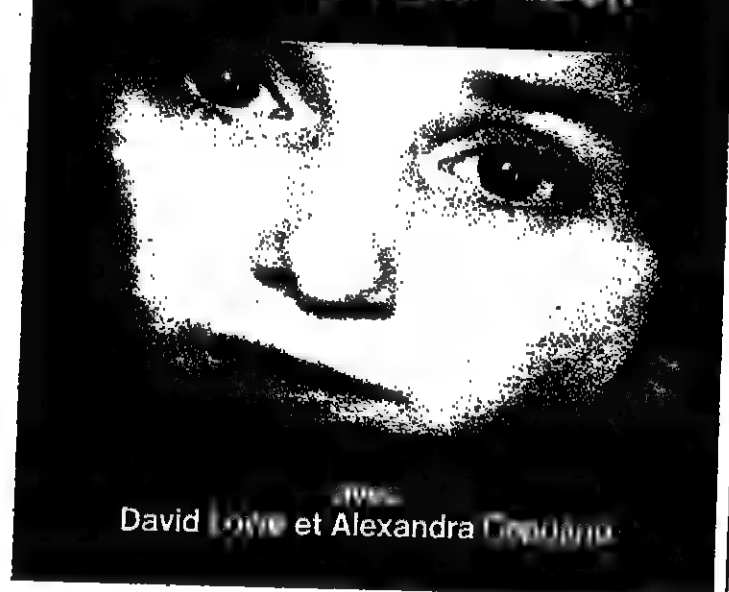
KEVIN KLINE MARY MCDONNELL MARY-LOUISE PARKER ALFRE WOODARD

GRAND CANYON  
AU CŒUR DE LA VILLE

TWENTIETH CENTURY FOX PRESENTS A LAWRENCE KASDAN FILM GRAND CANYON DANNY GLOVER KEVIN KLINE  
 STEVE MARTIN MARY MCCONNELL MARY-LOUISE PARKER ALFIE WOODWARD AND JAMES NEWTON HOWARD  
 PRODUCED BY AGGIE GUERARD RODGERS AND CAROL LITTLETON WRITTEN BY BO WELCH AND JUDITH ROIZMAN  
 DIRECTED BY LAWRENCE KASDAN CASTING BY LAWRENCE KASDAN CHARLES OKUN MICHAEL GRILLO  
 MUSIC BY JAMES NEWTON HOWARD COSTUME DESIGNER JAMES W. WILSON  
 EDITOR JAMES W. WILSON EXECUTIVE PRODUCERS JAMES W. WILSON AND JAMES W. WILSON  
 PRODUCED BY JAMES W. WILSON AND JAMES W. WILSON  
 WRITTEN BY BO WELCH AND JUDITH ROIZMAN  
 DIRECTED BY LAWRENCE KASDAN  
 3615 FOX  
 A Division of Twentieth Century Fox Film Corporation  
 © 1994 Twentieth Century Fox Film Corporation  
 ALL RIGHTS RESERVED  
 TWENTIETH CENTURY FOX FILM CORPORATION  
 500 N. GULF BLVD. SUITE 1000  
 HOUSTON, TEXAS 77027  
 (713) 866-6000  
 TWENTIETH CENTURY FOX FILM CORPORATION  
 500 N. GULF BLVD. SUITE 1000  
 HOUSTON, TEXAS 77027  
 (713) 866-6000

# MISSISSIPPI ONE

un film de Sarah Moon



David Lohr et Alexandra Gordin

□ Paulo Nollé démissionne de la Comédie-Française. La comédienne Paulo Nollé a annoncé par une lettre du 10 février dernier à l'administrateur général Jacques Lassalle, rendue publique le 27 février, sa démission de la Société des comédiens-français. Entrée à la Comédie-Française en 1962, très populaire dans le public pour ses interprétations de Feydeau, retraumatisée par la télévision, elle estime que « l'aspirant troupe du mort, l'impact sur le fanatisme des uns et la soumission des autres ». Elle ajoute à l'attention de Jacques Lassalle, « qui reproche à la plus lui confier des rôles, « la mise à l'écart systématique d'une comédienne » la plus « façon de détruire ».

**RTL VOUS OFFRE**  
**3000** ENTRÉES  
POUR L'INAUGURATION LE 12 AVRIL  
**D' Euro Disney**  
**RESORT**



**CONCOURS RTL**  
AVEC  
**JEAN-PIERRE**  
**FOUCAULT**  
TOUTE LA JOURNÉE  
DU 2 AU 8 MARS

**1000 FAMILLES  
GAGNERONT  
CHACUNE  
3 PASSEPORTS  
D'ENTRÉE**







## BILLET

### Un Salon verdâtre

Cinq mois après la manifestation imposante et bienfaisante de la France paysanne sur le parvis du traditionnel Salon international de l'agriculture s'ouvre le 1<sup>er</sup> Salon de Paris. Un salon que les météorologues qualifiaient de « variable ». Certes, le temps n'est plus, comme à l'automne dernier, jacquies, aux violentes opérations nocturnes ou aux expéditions punitives de commandos empêchant préfets et sous-préfets de dormir tranquilles. Les ministres peuvent à présent se déplacer en province comme des citoyens ordinaires et le président de la République n'a plus à faire les grands gestes de proclamation que force ramène à la loi.

Ce qui a été décidé par les pouvoirs publics pour les agriculteurs du monde rural n'est d'ailleurs pas négligeable, même si les organisations professionnelles espèrent beaucoup plus. La préférence pour les agriculteurs est si forte qu'elle est inscrite dans la loi. Les agriculteurs ont obtenu la détaxation des carburants verts, une bonne voie, mais ils ont des problèmes pour alléger les charges sociales ou faciliter les exploitations. Des aides d'urgence ont été attribuées aux éleveurs de bovins, dont la situation est certainement la plus critique. La démographie, sociale, économique et culturelle du monde paysan est pourtant loin d'être surmontée. Des pertes communes, préretraites, aides, les agriculteurs ont obtenu la médiation de la terre, dont les prix baissent, surtout dans les zones à forte pression foncière. N'est-ce pas un capital suffisamment lucratif aux yeux des banquiers. L'impôt sur le revenu non bâti, seule ressource significative pour les agriculteurs, n'a toujours pas été réformé et les jeunes de s'installer, il manque qu'ils aient le capital de départ nécessaire.

Et puis, du côté de la CEE comme du GATT, les négociations sont plus avancées que les intentions bien déguisées. C'est dans ce cadre que les représentants des Français se réunissent une nouvelle fois à Bruxelles, les 2 et 3 mars, au lendemain de l'inauguration du Salon. Une manifestation pour les paysans français : la revue des agriculteurs anglais a lieu le 17 et 18 mars. De quel rendre encore plus urgente la réforme de la politique agricole commune.

FRANÇOIS GROSCHARD

■ Succès « mitigé » de la grève dans les banques. — Le mouvement de grève des banques par les syndicats CFDT, FO, SNB-CGC et CGT, pour jeudi 11 février, n'a pas obtenu le succès escompté. Les organisateurs reconnaissent une évocation de participation comprise entre 30 % et 40 %. La CFDT parle de résultat « mitigé » et FO estime que « cette grève n'a pas permis d'obtenir l'ampleur nécessaire pour faire évoluer l'AFP (Association française des banques). L'organisme patronal, le Syndicat des banques, a refusé de reconnaître la grève. Le conflit portait principalement sur les salaires, un sujet ayant été signé par la CFDT. Une nouvelle rencontre, jeudi, dans le cadre de la commission nationale paritaire, n'a rien donné.

## Accord entre la Caisse d'assurance-maladie et les médecins

### Les dépenses de santé devraient augmenter de 7,1 % en 1992

La Caisse nationale d'assurance-maladie et la Confédération française (CSMF), principal syndicat de médecins, sont parvenues jeudi 27 février à un accord qui détermine un objectif chiffré pour l'évolution des dépenses de santé. En 1992, celle-ci sera fixée à 7,1 %. Ce dispositif, mis au point après quatre mois d'intenses négociations, devrait recevoir l'aval du gouvernement et s'accompagner d'une revalorisation de 10 francs des honoraires de 1<sup>er</sup> avril pour les généralistes.

Une année, les médecins vont devoir s'efforcer de surveiller de près leurs prescriptions et ne pas multiplier inconsidérément les consultations. Leur activité devra respecter des objectifs médicaux adaptés à chaque discipline et aux réalités locales. Gestion autoritaire, « rationnement des soins » ? On en est bien loin. En 1992, en l'absence de régulation des dépenses de santé, la croissance des remboursements engendrée par les médecins libéraux ne devrait pas dépasser 7,1 %. Ce chiffre, qui n'a rien de rigoureux, traduit malgré tout un ralentissement par rapport à la tendance initialement prévue (8,3 %) pour les honoraires et les prescriptions de la médecine de ville.

#### Hausse des honoraires

Théoriquement, il devrait en résulter une économie de plus de 1,5 milliard de francs (sur un total de 135 milliards). Néanmoins, les contreparties immédiates sous forme d'augmentation des honoraires de la contribution au régime de retraite des médecins atteindront quelque 3,8 milliards de francs en 1992. Cette « prime de signature » est un coût non négligeable. Mais le jeu, estime M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales, en vaut probablement la chandelle. Pour la première fois s'ébauche en effet un mécanisme susceptible d'imposer une gestion des dépenses de santé.

Jusqu'alors, la « Sécurité » payait à guichet ouvert et tentait l'année

suivante de joindre les deux bouts en augmentant les cotisations ou en réduisant le niveau de prise en charge. Le schéma adopté jeudi par la Caisse nationale d'assurance-maladie et les travailleurs salariés (CNAMTS) et la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) implique que désormais l'Etat, l'assurance-maladie et les médecins détermineront des objectifs. En cela, on peut le considérer comme tout à fait novateur, même si le comportement des médecins. Les règles du jeu que devront respecter les médecins vont, en effet, se modifier sensiblement. Un taux prévisionnel national exprimant la croissance utile des dépenses de médicalisation est défini au plan national et imposé en fonction de chaque discipline (généralistes, cardiologues, radiologues). Localement, les représentants des médecins et les représentants de l'assurance-maladie s'entendront sur le niveau de progression à déterminer.

#### Le forcing de M. Bianco

L'addition de ces multiples objectifs d'objectif devra être conforme aux références établies au niveau central. Eminemment complexe, cette procédure décentralisée représente par le fait des choses le seul moyen d'éviter un encadrement ne tenant pas compte des réalités sociologiques et épidémiologiques du territoire. En cas de dépassement, le praticien appliquant les honoraires de la Sécurité sociale (secteur 1) verra baisser la prise en charge de ses cotisations sociales, alors que celui pratiquant les honoraires libres (secteur 2) devra rétroceder le trop perçu. Le déchaînement de ces contraintes, les médecins vont obtenir une hausse de 10 francs de leurs honoraires. La consultation du généraliste passera de 130 à 140 francs dès le 1<sup>er</sup> mars et de 140 à 150 francs dès le 1<sup>er</sup> avril. La dernière revalorisation datait d'avril 1991.

De plus, un « secteur promotionnel » sera ouvert à 5 000 médecins (selon des critères à déterminer), en qui les honoraires conventionnels de la Sécurité sociale seront une partie de la rémunération totale. Quant aux jeunes praticiens qui s'installent après mars et septem-

bre prochains, ils ne pourront rallier le secteur 1 qu'en fonction des places laissées par leurs aînés qui auront gagné le secteur promotionnel ou « plus jeune ». Une opportunité qui ne devrait pas être plus de 10 % des nouvelles installations. Au total, le nombre de médecins dépassant les conventions devrait donc augmenter.

Ce dispositif est beaucoup plus strict que celui contenu dans le relevé de conclusions élaboré la semaine dernière (Le Monde du 10 février). Il n'est plus question d'étendre la manière déguisée des dépassements d'honoraires dont la multiplication dans certaines zones urbaines interdit pratiquement la Sécurité sociale. De même, les contraintes relatives à la maîtrise des dépenses sont gagnées en crédibilité. De plus, l'évidence, le forcing de M. Bianco a porté ses fruits.

Toutefois, demeurent de sérieux problèmes d'ombre. Ainsi, l'éventualité où la caisse primaire et représentants des médecins parviendrait pas à s'entendre, les mécanismes de substitution à mettre en œuvre seraient sujets à caution. Il est prévu qu'une instance paritaire surveille le respect de ces objectifs, mais celle-ci n'a pas de véritable contrainte à respecter. Une lacune qui pourrait pousser le gouvernement à introduire de sérieux garde-fous en voie législative. Quant aux représentants des généralistes, ils ne pourront que déclarer d'écus face à un dispositif qui n'en fait pas les coordonnateurs du système de santé.

Sur le fond, le texte adopté jeudi (et qui sera probablement l'approbation de la Mutualité sociale agricole et de la Caisse d'assurance-maladie des professions indépendantes) constitue une première étape, mais qu'elle ne corresponde qu'imparfaitement à un cahier des charges établi par le gouvernement.

JEAN-MICHEL NORMAND

### Le cas Renault bloque l'accord commercial CEE-Pologne

L'entrée en vigueur de l'accord commercial entre la CEE et la Pologne pourrait être retardée. Initialement programmée pour le 1<sup>er</sup> mars, elle est actuellement bloquée par le délicat problème des importations automobiles.

Varsovie avait prévu, à l'origine, de réserver à parts égales aux groupes automobiles Volkswagen, Fiat et General Motors Europe (Opel) un quota de vente de 30 000 véhicules pouvant entrer sans droits de douane en Pologne. Ensuite, aux arguments français (Renault, qui souhaite s'implanter sur le marché polonais, ne bénéficie pas d'une clause), la Commission européenne avait estimé que cette disposition était discriminatoire. Elle proposait de ne pas mettre en œuvre le volet automobile de l'accord avec la Pologne tant qu'une solution conforme aux règles de concurrence ne serait pas trouvée avec les entreprises de Varsovie. Le compromis semble difficile à établir. Interrogé jeudi 27 février par l'AFP, le directeur du cabinet du ministre polonais de la coopération économique avec l'étranger a affirmé que la Commission européenne avait estimé que cette disposition était discriminatoire. Elle proposait de ne pas mettre en œuvre le volet automobile de l'accord avec la Pologne tant qu'une solution conforme aux règles de concurrence ne serait pas trouvée avec les entreprises de Varsovie.

## INDICATEURS

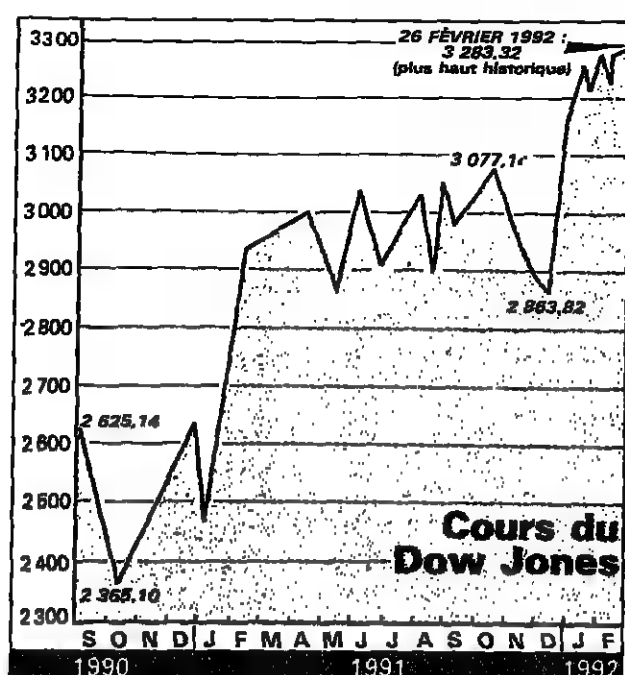
### JAPON

■ Prix de détail : - 0,2 % en janvier. — Les prix à la consommation japonaise ont reculé de 0,2 % en janvier, portant la baisse d'inflation, en glissement annuel depuis janvier 1991, à 1,8 %. L'indice des prix avait déjà reculé 0,5 % en décembre.

### PAYS-BAS

■ Croissance : + 2 % en 1991. — Le produit intérieur brut des Pays-Bas a augmenté de 2 % en 1991, selon les statistiques gouvernementales publiées jeudi 27 février. En 1990, la croissance avait atteint 3,9 %.

### Wall Street joue la reprise



En dépit de prises de bénéfices jeudi 26 février, Wall Street continue à jouer la reprise de l'économie américaine au cours des prochains mois et a battu un record historique mercredi 25 février à 3 263,32 points. Il s'agit du cinquième record du cours de ce mois. Certains analystes s'inquiètent de tant d'optimisme et craignent une chute.

### Rupture des pourparlers après quatre mois de négociations

### KLM et British Airways en désaccord sur le partage du pouvoir

#### AMSTERDAM

Le correspondant

Quatre mois après le début des conversations, la compagnie néerlandaise KLM et British Airways ont annoncé jeudi 27 février (nos dernières éditions du 28 février) la rupture de leurs pourparlers menés pour aboutir à une intégration poussée des activités. Les deux parties ont déclaré « l'impossibilité » de réaliser leur fusion, qui aurait donné naissance à l'un des géants du transport aérien. Ce scénario ambitieux, l'un des premiers exemples européens d'intégration transnationale dans un secteur où les critères économiques prennent de plus en plus le pas sur les intérêts purement nationaux — a échoué sur la question du partage du pouvoir, en termes d'actions, de compétence décisionnelle et de bénéfices. Les deux compagnies avaient annoncé la création de principe (Le Monde du 11 septembre 1991).

Arguant d'une dette plus importante (230 millions contre 89) d'effectifs plus nombreux (55 000 personnes contre 25 000) et d'un chiffre d'affaires plus imposant (54 milliards de francs contre 19,5), British Airways préconisait une répartition à 70%-30 %, reflé-

tant, elle, fidèlement le rapport de forces économique entre KLM. Celle-ci, en revanche, exigeait un ratio de 60%-40 %, ne prévoyant pas de la jeunesse de sa base — qui avait renouvelée d'ici à 1995 — ainsi que la double possibilité de dépendre d'un seul partenaire. BA en la dotant d'une base continentale avec l'aéroport international d'Amsterdam et d'une base atlantique avec la participation à 20 % dans l'américain Northwest Airlines.

#### Plutôt pas de contrat qu'un mauvais contrat

A cela s'ajoutait le souci de l'Etat néerlandais, actionnaire à 38 % de KLM, de ne pas brader la compagnie, objet de l'Etat national.

« Plutôt pas de contrat qu'un mauvais contrat », commentait jeudi 27 février le ministre des transports, M. Meij-Weggen. Le président de KLM, M. Pieter Bouw, regrette, pour sa part, l'alliance avec la compagnie britannique n'ait pu être conclue et affirme que KLM continuera à rechercher des partenaires pour acquiescer une telle suffisance sur un marché en pleine recomposition.

CHRISTIAN CHARTIER

### La hausse des prix de détail en janvier : + 0,3 %

Augmentation en un an : + 2,9 %

	des 12 derniers mois	des 6 derniers mois	des 3 derniers mois	— de janvier
<b>ENSEMBLE</b>	+ 2,9	+ 1,6	+ 0,8	+ 0,3
<b>I. ALIMENTATION</b>	+ 3,1	+ 1,6	+ 0,8	+ 0,2
Nourriture	+ 3,1	+ 1,6	+ 0,8	—
Boissons et tabac	+ 3,1	+ 1,6	+ 0,8	—
Autres produits manufacturés	+ 1,6	+ 0,9	+ 0,1	—
<b>II. SERVICES</b>	+ 4,2	+ 1,6	+ 1,0	+ 0,7
<b>PRODUITS MANUFACTURÉS DU SECTEUR PRIVÉ</b>	+ 2,8	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,3
<b>SERVICES DU SECTEUR PRIVÉ</b>	+ 3,8	+ 2,5	+ 1,3	+ 0,8
<b>TARIFS PUBLICS, ENERGIE</b>	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,5
dont tarifs publics	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,1
dont énergie	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,1
dont produits pétroliers	+ 2,8	+ 1,2	+ 0,7	+ 0,3
<b>LOyers, Eau distribuée</b>	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,1
<b>SERVICES DE SANTÉ</b>	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,0	+ 0,1
<b>ENSEMBLE MOINS TABAC ET ALCOOL</b>	+ 2,9	+ 1,6	+ 0,8	+ 0,3

En janvier, les prix à la consommation ont augmenté de 0,3 %. Les augmentations de prix ont été modérées dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de celui des services privés (+ 0,8 % en un an, + 5 % par rapport à janvier 1991). En revanche, les prix de l'énergie ont contribué à modérer l'indice global : hors énergie, les prix à la consommation ont progressé de 0,4 % en janvier, et de 3,5 % en un an. Depuis janvier 1991, les prix de l'énergie ont diminué de 2,2 %, ceux des produits pétroliers ayant accusé une chute de 6,2 %.

## Le Monde DOSSIERS mars 1992

### SPÉCIAL AGRICULTURE

- Premier dossier : **Les agriculteurs en France**
- Deuxième dossier : **Trente ans de PAC**
- Troisième dossier : **Agriculture en tiers-monde**

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 17 F







## ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Avec pour objectifs la croissance et l'emploi

### Le gouvernement australien met en place un plan de redressement

Aux affaires depuis deux mois, M. Paul Keating, premier ministre australien (travailliste), a présenté, mercredi 26 février, un plan de redressement économique. L'Etat injectera 2,3 milliards de dollars australiens (9,5 milliards de francs environ) en trois ans dans l'économie, pour développer la croissance et lutter contre le chômage. Ce plan prévoit de développer les infrastructures, de stimuler les investissements, grâce à des subventions et des allègements fiscaux. Sans pour autant de convaincre une opinion publique réticente.

SYDNEY

notre correspondant

Conformément aux promesses faites lors de la constitution de son premier gouvernement (le 28 décembre 1991), M. Paul Keating a présenté, mercredi 26 février, un plan de redressement économique donnant priorité à la relance de la croissance et à l'emploi. Le gouvernement travailliste prévoit la création de huit mille emplois sur quatre ans, un taux de croissance de 4,75 % la prochaine année fiscale (juillet 1992 - juin 1993) - taux qui avait baissé légèrement les années précédentes pour atteindre 3,75 % en 1991-1992.

Pour la plupart, les annonces étaient attendues, il

ayant été nourrie, à intervalles réguliers, par les prévisions économiques. Les prévisions économiques ne sont cependant pas certaines, d'autant plus que les travaillistes n'ont pas brillé dans ce domaine au cours des précédentes années. Certains commentateurs estiment que le taux de croissance prévu est réaliste et émettent des doutes sur la validité des estimations envisagées à si long terme. A ces remarques, M. Keating a répondu : « Après la récession de 1982-1983, la croissance a atteint 6 % la première année de la reprise. Les circonstances sont maintenant différentes : le taux d'inflation est bas, la situation budgétaire est meilleure... 4,75 % est une prévision réaliste et prudente. »

L'accord des syndicats

La grosse surprise de ce programme est la réduction progressive des impôts qui sera consentie aux revenus moyens à partir de juillet 1994. En janvier 1996, 75 % des ménages se verraient imposer un taux de 30 % au lieu de 33 % ou 34 % actuellement, suivant la tranche à laquelle ils appartiennent. Cette mesure a permis de répondre à l'opposition qui reprochait au projet de réforme économique de novembre dernier un allègement de la fiscalité pour 15 % des ménages afin de compenser l'introduction d'une taxe de 15 % sur les biens et les services.

En échange de ces cadeaux fiscaux, M. Keating a confirmé qu'un accord de principe avait été conclu

avec la Confédération des syndicats (ACTU) pour contenir les salaires au rythme de l'inflation. L'accord prévoit aussi de faciliter les négociations directes entre entreprises et employés, afin que l'augmentation des salaires puisse être liée à la productivité. Le gouvernement fédéral devrait cependant maintenir la protection des travailleurs.

Comme les syndicats, le Council of Australia, qui regroupe les chefs d'entreprise les plus influents, a répondu favorablement au plan proposé. Tout en émettant des réserves sur l'engagement du gouvernement qui entend contenir l'inflation à 3,5 %, une fois sorti de la récession, le Conseil approuve les grandes lignes du programme : développer l'infrastructure, stimuler les investissements.

Sur les 2,3 milliards de dollars australiens qui seront injectés l'année prochaine, 1,1 milliard sera consacré aux travaux publics : construction de routes, de terminaux d'aéroports, amélioration des services portuaires et nouvelles lignes de chemin de fer. L'écartement des rails, qui varie encore par tronçons, sera uniformisé. « L'infrastructure a souffert des coupes dans ce secteur public dans les années 80 », a déclaré M. Keating en janvier, lors d'un entretien radiophonique.

Les entreprises bénéficieront d'allègements fiscaux (notamment dans les premières années de la vie de l'entreprise, pour compenser les efforts d'investissement) et un accord sera signé avec les banques pour faciliter l'accès au crédit. M. Keating a aussi promis, le 26 février, lors d'un entretien radiophonique, une aide aux agriculteurs et aux industries en difficulté (chaussures, vêtements, textile) : aide aux exportateurs, l'amélioration de la formation (cours pour adultes et stages d'apprentissage) et une légère augmentation des allocations familiales. Il prévoit également l'accélération des réformes micro-économiques dans le secteur bancaire et les transports aériens.

Après avoir obtenu l'approbation des syndicats, le cours du dollar australien s'est apprécié - et un jugement plus nuancé du patronat, le gouvernement doit maintenant s'efforcer de convaincre l'opinion. Un sondage effectué à la mi-février révélait que la cote du premier ministre restait à 77 % « satisfait » contre 47 % de « mécontents ». Les prévisions du gouvernement, le taux de chômage serait toujours à 10 % en mars 1993, date de l'élection fédérale. La défaite des travaillistes aux législatives du 1er mars en Tasmanie montre que la tâche n'est pas facile. Un candidat sortant, chef du Labour de Tasmanie, était réputé pour sa gestion de la gestionnaire. A l'emploi, qui constitue un facteur déterminant, il faut ajouter l'usure du pouvoir : lorsque viendront les prochaines élections fédérales, les travaillistes auront gouverné pendant dix ans.

SERGE MARTI

SYLVIE LEPAPE

### L'économie américaine dans la course à la présidence

#### Une commission de la Chambre des représentants vote un projet fiscal favorable à la classe moyenne

NEW-YORK

de notre correspondant

Par 221 voix contre 209, la commission budgétaire de la Chambre des représentants a approuvé vendredi 27 février une réduction du budget du Pentagone de 91 milliards de dollars (contre 50 milliards dans le projet du président Bush). Dans le même temps, cette commission présidée par M. Leon Panetta (représentant de Californie, un Etat déterminant dans les « primaires » organisées au sein de l'élection présidentielle de printemps prochain) a voté l'octroi d'un crédit d'impôt de 200 dollars pour les personnes seules et de 400 dollars par an pour un couple, la moitié de cet avantage fiscal pour chacune des deux prochaines années.

Pour financer cette disposition qui représenterait une diminution

de 10 % de l'impôt pour certains contribuables, la commission a décidé d'accroître la pression fiscale « sur la 1 % d'Américains les plus riches ». Le taux maximal d'imposition serait relevé de 31 % à 35 % pour les ménages disposant d'un revenu imposable supérieur à 140 000 dollars par an et de 28 % à 31 % pour ceux qui en disposent de 70 000 à 140 000 dollars.

Le projet fiscal démocrate sera soumis la semaine prochaine à la Chambre des représentants. Le projet budgétaire du Sénat, quant à lui, n'est pas d'être soumis, en cas d'accord entre les deux chambres, à la Chambre. Intervenant le 27 février devant le Financial Club of New York, le vice-président Quayle a fait savoir que M. George Bush opposerait son veto à ce texte.

SERGE MARTI

### 3e Marché International des Professionnels de l'Immobilier

PALAIS DES FESTIVALS - CANNES - FRANCE

14 - 17 MARS 1992



#### 4 jours pour rencontrer les décideurs qui font le marché de l'immobilier international.

Lieu exceptionnel de rencontres et d'échanges, le MIPIM pour l'occasion unique de rencontrer, pendant 4 jours, tout ce que le marché de l'immobilier international compte de décideurs de haut niveau.

Promoteurs, constructeurs, collectivités territoriales, conseils en immobilier d'entreprise, utilisateurs finaux, investisseurs, aménageurs, les intervenants du marché de l'immobilier international seront présents et disponibles pour initier des affaires ou développer des affaires.

Le MIPIM, c'est pour vous un formidable lieu de travail, une véritable plate-forme d'échanges grâce aux nombreuses conférences, à un service permanent de consultation juridique et à tous les événements qui y sont organisés.

Votre présence s'avère donc plus que jamais indispensable. Contactez-nous dès aujourd'hui !

RÉSERVÉ EXCLUSIVEMENT AUX PROFESSIONNELS

Contact : René PERES - MIDEM ORGANISATION - Tél : (33) (1) 45.05.14.05 - Fax : (33) (1) 47.55.91.22 - Téléc : 630 547 MIDEM

BIBLIOTHÈQUE BEAUCHESNE 20



RAISON D'ÉTAT  
RAISON DE DIEU  
POLITIQUE ET MYSTIQUE

CHEZ  
JEANNE DE FRANCE

par  
JEAN-FRANÇOIS DRÈZE

PRÉFACE DE FRANCIS RAPP  
de l'Université de Strasbourg

336 pages 195 FF

BEAUCHESNE

72, rue des... Paris 75007

### politique étrangère

REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIÉE PAR L'INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES  
Directeur : la publication : Thierry de Montbrial

#### L'Allemagne après l'unité

Numéro spécial consacré au 1er d'un an d'unité qu'elle a vécue en Allemagne perçue en Europe. Analyses documentées, commentaires d'experts permettent de mieux comprendre les difficultés que créent les retrouvailles entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne et les problèmes qu'entraîne la réalisation d'un marché européen commun aux deux moitiés de notre continent.

ifri

n° 4/91 - 98 F

En vente en librairie ou par correspondance à  
Armand Colin BP 22-41353 VINCENNES  
Tél. (16) 54-43-89-94

A L'OCCASION DU 5<sup>EME</sup> ANNIVERSAIRE DE



JEAN DRUCKER

PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL DE M6

REDACTEUR EN CHEF DU JOURNAL INATTENDU

AVEC JEAN-PIERRE TISON

EN DIRECT SUR

RTL

SAMEDI 13 HEURES







# MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 28 FEVRIER

Cours relevés à 10 h 12

COMPAGNIES VALEURS						Règlement mensuel						COMPAGNIES VALEURS						COMPAGNIES VALEURS					
		Cours précéd.	Précéd. cours	Différence	%			Cours précéd.	Précéd. cours	Différence	%			Cours précéd.	Précéd. cours	Différence	%			Cours précéd.	Précéd. cours	Différence	%
4300	CAL 2%	4220	4420	4420	+ 2.31	COMPAGNIES	VALEURS					220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4301	BNP T.P.	880	871	871	- 1.02							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4302	Crédit Lyonnais	1278	1278	1278	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4303	Crédit Agricole	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4304	Crédit Commercial	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4305	Crédit Industriel	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4306	Crédit Maritime	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4307	Crédit Rural	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4308	Crédit Urbain	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4309	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4310	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4311	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4312	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4313	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4314	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4315	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4316	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4317	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4318	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4319	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97
4320	Crédit Vainqueur	1000	1000	1000	0.00							220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97	220	Gis. Monaco	206 20	204 20	204 20	- 0.97

## COMPTANT (sélection)

## SICAV (sélection)

27/2

VALEURS			% du nom	% du coupon	Cours	Préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours	Préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préc.	net	VALEURS	Emission	Préc.	net	VALEURS	Emission	Préc.	net	VALEURS	Emission	Préc.	net																																																
Obligations																Etrangères																																																															
Emp. Etat 8.95/7.75																Autriche																France																Pologne																															
100 10																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
10.50/7.50																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
12.45/8.2																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
12.25/8.4																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																137 90																134 34															
17/18 85																1813 78																1242 10																13																															

PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
Renseignements : 46-62-72-67

## Cote des Changes

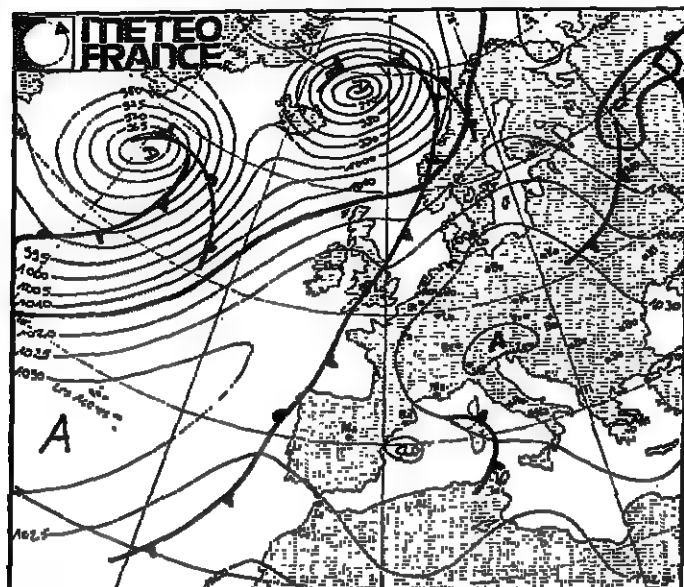
## Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL		COURS préc.	COURS 28/2	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/2		
				achat	vente					
Euro-Unité (1 unit.)	5 957								Gay Degussa	443
Euro-Unité (1 unit.)	6 958								Leclerc de Maulé	461
Alumagres (100 drhs)	328 910								Ernst Cohn	6059 80
Solelun (100 fr.)	16								Ernst Cohn	6059 80
Pays-Ses (100 fr.)	302								Ernst Cohn	6059 80
Isle (1000 rials)	87								Ernst Cohn	6059 80
Guatemala (100 rials)	87								Ernst Cohn	6059 80
Gda-Bragana (1 L)	31								Ernst Cohn	6059 80
Suède (100 drachms)	88								Ernst Cohn	6059 80
Suède (100 r.)	88								Ernst Cohn	6059 80
Norvège (100 kr.)	88 311								Ernst Cohn	6059 80
Autriche (100 sch.)	5 415								Ernst Cohn	6059 80
Espagne (100 pes.)	3 568								Ernst Cohn	6059 80
Portugal (100 esc.)	4 711								Ernst Cohn	6059 80
Canada (1 \$ can.)	4								Ernst Cohn	6059 80
Japon (100 yens)	4								Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80
									Ernst Cohn	6059 80

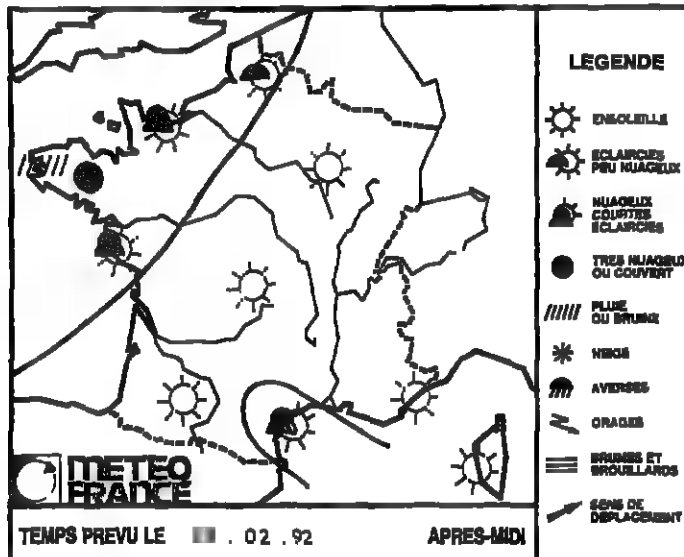


## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 28 FÉVRIER 1992 À 0 HEURE TU

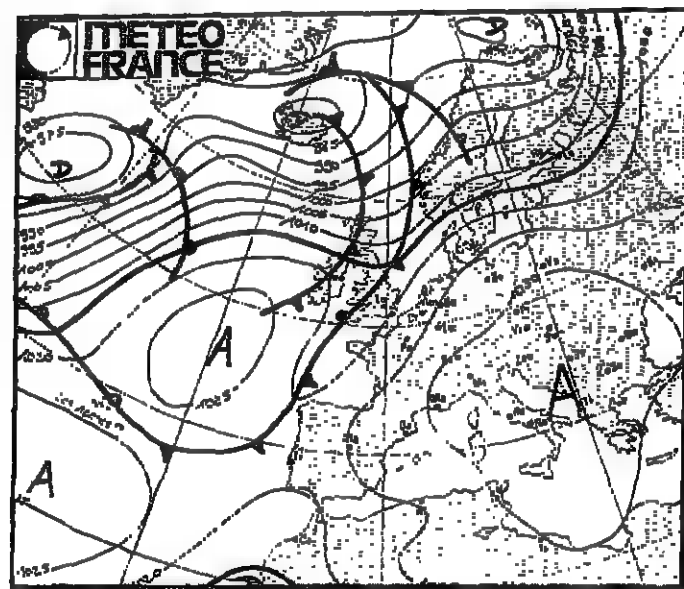


PRÉVISIONS POUR LE 29 FÉVRIER 1992



et douceur. Un anticyclone centré sur l'Europe protégera d'une perturbation atlantique qui n'affectera que l'extrême nord-ouest du pays. Sur la Bretagne, le ciel sera très nuageux. Des Pays-de-la-Loire à la Normandie, les nuages nombreux le matin laisseront place à de belles éclaircies l'après-midi. Sur le Languedoc-Roussillon, le vent modéré du sud-est apportera des nuages bas, avec peu de soleil.

tout le reste du pays, ainsi qu'en Corse, le soleil sera au rendez-vous après dissipation des nuages matinaux. Le ciel sera faible de sud dominé sur l'ensemble des régions. Au cours du jour, les températures avoisineront 0 à 10 degrés en général, jusqu'à 7 à 9 degrés sur les régions côtières. L'après-midi, le thermomètre indiquera 11 à 14 degrés sur la moitié nord, 13 à 18 degrés sur la moitié sud, jusqu'à 17 degrés en Aquitaine.

PRÉVISIONS POUR LE 1<sup>er</sup> MARS 1992 À 12 HEURES TU

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 28-2-1992 à 6 heures TU

16 27-1992					news 10					28-29-1992					30 10/19/92				
FRANCE										ÉTRANGER									
AJACCIO	18	4	D		TOULOUSE	13	9	N		LUXEMBOURG	12	11	N						
BIARRITZ	18	4	D		TOURS	14	10	D		MADRID	14	10	D						
BORDEAUX	18	4	D		TOULON-PYR	30	12	D		MARRAKECH	21	10	N						
BOURGES	13	8	C												MEXICO	10	0	D	
BREST	13	8	C		ALGER	17	11	N		MILAN	11	2	C						
CAEN	14	4	D		AMSTERDAM	13	2	N		MONTREAL	1	4	D						
CHERBOURG	13	8	C		ATHENS	14	10	N		MOSCOW	2	3	C						
CLERMONT-FR	16	10	D		BANGKOK	30	12	D		NAIROBI	28	15	N						
DIJON	13	8	C		BARCELONE	13	5	C		NEW DELHI	26	5	D						
GRENOBLE	16	10	D		BERGARE	12	12	N		NEW YORK	1	0	D						
LILLE	11	3	D		BERLIN	11	1	D		OSLO	2	3	C						
LIMOGES	14	4	D		BREUXELLES	11	1	D		PALMAREM	14	1	P						
LYON	14	0	D		COPENHAGUE	6	4	B		PERIN	17	4	D						
MARSEILLE	15	9	D		DARAF	23	17	D		RIO DE JANEIRO	22	N							
NANCY	13	8	C		DIERBA	17	12	N		ROME	16	6	N						
NANTES	13	8	C		GENEVE	17	12	N		SINGAPOUR	33	N							
NICE	13	8	C		HONGKONG	23	19	N		STOCKHOLM	7	2	D						
PERPIGNAN	13	9	P		ISTANBUL	7	1	D		SYDNEY	21	8	P						
RENNES	14	4	D		JERUSALEM	16	0	P		TOKYO	21	8	P						
ST-ETIENNE	11	1	D		LE CAIRE	15	16	N		TUNIS	17	8	P						
STRASBOURG	13	1	B		LJUBJANA	16	1	D		VARSOVIE	10	2	D						
					LONDRES	14	7	C		VENISE	1	1	D						
					LOS ANGELES	14	14	D		VIENNE	1	1	D						

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins heures en été : heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo France nationale.)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## CARNET DU Monde

## Naissances

Le Monde : la joie d'annoncer la naissance d'un plus jeune membre

Louis-Samuel DELTOUR

Maman

Stéphane STEIN

M. Georges REYNAUD

d'annoncer la naissance de petites-filles

Sou

le 20 février 1991, à Sydney,

chez Caroline et Jean REYNAUD,

Gabrielle

1<sup>er</sup> février 1992, à Paris,

chez M. et Mme VOIGT.

## Décès

Nous apprenons avec tristesse le décès

Léon EZECHIAN,

survenu dans sa quatre-vingt-sixième

année, le 12 février 1992, à

Case postale 230,

CH 1095 Lully.

M. Jacques Henriot,

épouse, Patrick et Maria Henriot-Lacombe,

Christine et Jacky Gourdon-Henriet,

enfants,

Olivia et Florian,

ses petits-enfants,

M. et Mme Antoine Hobarb,

ses beaux-parents,

ont la douleur de faire part de la

Jacques HENRIOT,

directeur régional

de la Banque de France,

chevalier de l'Ordre national du Mérite,

le jeudi 20 février 1992.

75, rue Royale,

99800 Lille.

60, Grande-Rue,

62170 Sornu.

M. et Mme Portiglia-Cousin,

épouse, Hélène, François, Jacques et Sylvie,

Agnes, ses enfants,

Pierre,

petit-fils,

M. et Mme Cousin,

ont la douleur de faire part de la

M. M. PORTIGLIA,

ingénieur général

des ponts et chaussées,

inspecteur général

de l'équipement Nord-Picardie,

survenu le 25 février 1992, à Lille.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale le vendredi 27 février à l'église Saint-Léger de Torcy (Ardennes).

13, des Ponts-de-Comines,

Lille.

M. et Mme Christo Schischmanoff,

Pierre-Olivier Schischmanoff,

Nicolas,

M. et Mme Ivan Stalnov,

Les familles Boyanov et Stalnov,

ont la douleur de faire part de la

Pierre SCHISCHMANOFF,

architecte DESA,

survenu le 25 février 1992, suites

d'une longue maladie.

La cérémonie religieuse sera

le lundi 2 mars 1992, à 14 heures, en

cathédrale orthodoxe, 12, rue Daru,

Paris-8.

L'inhumation aura lieu la

strictement intime à La Cello-Saint-Cloud

(Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

50, Général-Foy,

75008 Paris,

3, résidence Elvise 1,

78170 La Cello-Saint-Cloud.

## TALOTAT

LE N° 097 337 GAGNE 400 000 F

TOUS LES BILLETS SE TERMINANT PAR

97 337 40 000 F

7 337 4 000 F

337 400 F

37 40 F

7 40 F

MONTANT DE PARIEMENT DES BILLETS

100 000 F (27 Mars 1992)

8<sup>e</sup> TRANCHE

TIRAGE DU 28 FÉVRIER 1992

## Naissances

Le président de l'université

Nord.

Le doyen de la faculté santé, médecine

et biologie humaine, Bobigny,

ses collègues, Bobigny,

et amis du CHU de Bobigny,

ont la tristesse de faire part du décès

professeur Jacques SEBAOUN,

médecin à l'hôpital de Paris,

le 21 février.

Il prie sa famille d'accepter

le témoignage de leur profonde

Le professeur Jacques Sebaoun, ord-

du service d'endocrinologie de

l'hôpital Avicenne, a été l'un des fon-

dateurs de la faculté de médecine de

Bobigny. Par son rayonnement et sa

compétence, il a profondément marqué

l'histoire du CHU. Par sa modestie et

sa bonté, il a su gagner l'estime et le

respect de tous ceux qui l'ont connu.

La famille SEBAOUN

à la douleur de faire part de la

M. Dina VOSQUIRITCHIAN,

chevalier de la Légion d'honneur.

Les obsèques auront lieu le mardi

1992, à la cathédrale armé-

nienne Saint-Jacques, 15, rue

Jean-Goujon, Paris-8.

On nous prie d'annoncer le

Ariette ZLOTOWSKI,

agrégée de l'Université,

survenue le jeudi 27 février 1992.

L'inhumation aura lieu le vendredi

28 février.

## Remerciements

Ses enfants et ses petits-enfants

à remercier toutes les per-

sonnes qui ont contribué par des

témoignages d'affection et d'amitié lors

du décès de

Georges BOURGEOIS,

survenu le 11 février 1992.

Messes anniversaires

Pour le premier anniversaire du

décès de

Louis-Engèle SIRVENT,

prêtre honoraire,

président

l'Amicale des anciens de Dordogne,

Comité international de Dordogne.

Une messe à son intention sera

célébrée par des prêtres anciens du

camp de l'église Saint-Jacques du

Haut-Pas, 252 bis, rue Saint-Jacques,

Paris-5, le mercredi 4 mars 1992, à

11 h 30.

Communications diverses

L'IRPEM (Institut de recherche

psychanalytique et managériale) organise

des ateliers de travail sur les

prochaines semaines (du 23

au 27 avril, à Rennes, sur le thème :

« Psychanalyse et management profes-

sionnel ». Insc. au sein du Groupe

Tél. : 99-54-63-50.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel

du vendredi 28 février 1992 :

UN DÉCRET

N° 92-187 du 27 février 1992

portant application de l'article 1

de la loi n° 91-1407 du 31 décembre

1991 créant un régime de pré-

revoir agricole.

ARRÊTÉS

Du 21 février 1992 portant

inscription des spécialités

aux pharmaceutiques

aux pharmaceutiques

aux pharmaceutiques

aux pharmaceutiques

aux pharmaceutiques

aux pharmaceutiques

## PHILATÉLIE

## La Journée du timbre

La Poste procèdera à la mise en

vente générale, le lundi 2 mars, du

timbre Journée du timbre, d'une

valeur faciale de 2,50 F + 0,60 F.

Le réseau des bureaux de poste, sou-

ligné par les progrès réalisés par

l'institution depuis la poste aux lettres

de l'An III. Cette année, cent villes

de France accueillent simulta-

nément, les 7 et 8 mars, la Jour-

née du timbre, grand rendez-vous

annuel traditionnel, qui voit les

associations philatéliques organi-

ser expositions et bourses

autour de la Journée du timbre

marquant la

Au timbre horizontal de 36

22 mm, émis par Patrick Cam-

brollin, le timbre est imprimé en

héliogravure en feuilles de cin-

quante, ainsi qu'en version de

(dans une seule couleur) vendus

18,60 F. Le montant de la

provenant de la vente des

feuilles est versé à la Croix-

Rouge, l'Association pour la dé-

veloppement de la philatélie (ADP)

bénéficiant de celui de la vente des

timbres de

P. J.

La Fédération des associations

philatéliques françaises (FSPF,

7, rue Saint-Lazare, 75009

Paris) propose toute une gamme

de souvenirs philatéliques.

Le cercle philatélique de Bour-

gogne organise la Journée du

timbre, les 7 et 8 mars, à l'Orangerie

du château de Bourgne (92),

exposition de collections de

prestige, dont celles de M. le

prince Rainier de Monaco. A

cette occasion, l'Office des

timbres-poste de Monaco mettra

en vente exclusive le bloc

à quatre timbres du figuier

Barbarie, oblitération

temporaire illustrée. Noter éga-

lement la présence, pour des

séances de dédicace, des

artistes Pierre Lambert (des-

sinateur du bloc), Marie-Noëlle

Goffin, Joseph Rajewicz et

Jean-Paul Varet-Le Marrier.

Bibliographie réalisée

par la rédaction du mensuel

Le Monde des philatélistes,

1, place Hubert-Berthe-Méry,

94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Téléphone : (1) 49-60-33-28.

Télécopie : (1) 49-60-33-28.

Spécimen récent sur demande

contre 15 F en timbres.

## En filigrane

Les Jeux olympiques, premier

billet philatélique. Depuis

deux ans, la Fédération

et organisatrice du

cours de la flamme, a émis à

l'occasion des Jeux olympiques

d'été de 1988, 30 millions de

timbres-poste à 3,00 F ; 30

millions de timbres au parcours

à 2,50 F ; 3 millions d'enveloppes

à 18 F ; 2 millions

d'albums à 30 F ; 2 millions

de blocs de 30 à 32 F (dont 1 F

reversés à la Croix-Rouge) ;

200 000 timbres-poste à 1,00 F.

Chaque timbre des dix timbres

de la série « Jeux et disciplines »

d'une valeur de 2,50 F ou

2,70 F (dont 0,20 F pour la

Croix-Rouge) a été tiré à 5,5







## L'homme caché

## Hésitante

Les formulaires de déclarations pour l'établissement de l'impôt sur le revenu de 1991 devront être déposés dans les services des impôts **■** plus tard le 11 mars à minuit. Afin d'aider ses lecteurs, *le Monde* a consacré deux numéros spéciaux intitulés «**■** *Comment remplir votre formulaire*» (le *Monde* du 15 février) et «**■** *Comment calculer vos impôts*» (le *Monde* du 19 février).

**JEAN-KARIM FALL**

DES 12 DERNIERS NUMEROS DE SVM



## S A N S V I S A

## Barcelone



La statue de Christophe Colomb

## les jeux sont faits

Barcelone, c'était écrit, serait bientôt promise au plus bel avenir. L'Espagne le savait, l'Europe le savait, le reste du monde aujourd'hui le sait. L'heure de gloire est proche dans la métropole catalane dont le rythme cardiaque monte en puissance à mesure que l'échéance des Jeux olympiques approche. Alors on pose la question : cette ville qui nourrissait une part de notre imaginaire a-t-elle, va-t-elle changer de style et d'âme ? Promenade sur les Ramblas et voyage dans ses nouveaux alentours.

N'y avait-il pas là, autrefois, sur le crêpi de l'une des quatre faces identiques de la Plaza Real, une cicatrice ? La trace d'une rafale de balles, tirée un soir de règlement de comptes entre communistes et anarchistes de la CNT, lorsque les républicains, pendant la guerre civile, épousaient leurs forces à préserver Barcelone des griffes de Franco ?

Oui, une ancienne blessure, oubliée par les Barcelonnais de la République, un peu d'histoire, un involontaire bas-relief, en ornement de place publique, lépreuse et magique, plantée de palmiers, au cœur de la vieille ville. Sans doute avait-on rêvé. Ce rêve de Barcelone, déjà bien bas sur la ligne de pente des Ramblas, et qui prépare la promesse à l'obscurité inquiétante du Nord ou le Cid de conquêtes. Mais au-delà, et peut-être sans raison, le rêve d'une Barcelone de chefs de colonnes

anarchistes, à la fin de la guerre d'Espagne, le grondement des grèves ouvrières, les combats des résistants. Mais doute avait-on rêvé, trop la de livres, parce que Barcelone, à chaque nouvelle visite, se présente un peu mieux à la lecture, offrant les complexités de son architecture, sa simplicité comme ses démesures, à l'imaginaire venus d'ailleurs.

Aux inconditionnels de la catalane, à ceux, minoritaires élitistes, qui préféreraient retourner à Barcelone pour éviter Venise, l'actualité commande d'aller vérifier partout la vérité de leurs souvenirs. Dans le cloître du Gótico, la cathédrale, les palais patagent toujours dans leur histoire. Si les tapas ont toujours ce goût d'huile réchauffée, dans la Carrer Contessa-de-Sobradia. Si, sur l'autre rive des Ramblas, les magnifiques et étroits jardins succèdent toujours à des ruelles noircies de suie et de misère, dans le périmètre de l'hôpital de la Charité. Au fond, le refaire du lieu de cette part névrotique prise dix, vingt dernières années, Barcelone dans leur chronique personnelle.

Car la ville n'est remise à tanguer, jouer son avenir sur un grand chamboulement, à écouter les oracles de sa destinée qui ne sont pas guerriers ou philosophes, mais architectes. Et quand ceux-là reprennent le pouvoir sur la ville, ils n'y ont pas la main mise. Implacable révolution urbaine ! On le savait, mais on ne le disait pas. Les Catalans ne parlaient que de cela, préparant leurs designs, leurs alchimistes de la planche à dessin comme athlètes, poussant, vantant leur réputation mondiale. Ici, tout passe à l'abord, avant même le feu ou l'autonomie politique, par le goût des grands travaux, par des rêves de pierre et de métal, et, lorsqu'ils sont réalisés, désignent comme ville olympique pour les Jeux de 1992, ils avaient leur charge.

Leurs plans, leurs projets sont connus, expliqués dans des livres, des films,

enseignés, déjà, dans les universités. L'audace qui consiste à maintenir les Jeux olympiques au cœur d'une vieille cité européenne du Sud, à nier les encombrements, les problèmes de circulation. Comme cette traduction barcelonaise d'un événement : un musée pour un stade d'athlétisme, trait de caractère qui fait la mairie le caractère qui double le programme imposé par un jaillissement de projets culturels. Tout cela se savait, l'ivresse de la rénovation, l'orgueil des

travaux publics, tout ce qui se voyait déjà, ces dernières années. Mais retrouver cette ville aimée en chantier, ouverte, ainsi suppliciée, l'inquiétude, ces temps-ci, saisir les vieux amants étrangers de Barcelone. L'ami catalan rassurant : à Barcelone, toujours progressé ainsi, par révolutions brutales, après de longs déclin. La première page de la ville des prodiges, d'Eduardo Mendoza, l'histoire littéraire de Barcelone, ne commence-t-elle pas par ces mots : « L'année où Onofre Bouvillas »

Barcelone, la ville en pleine fièvre de rénovation ? L'Exposition universelle de 1888, sur les pentes de la colline de Montjuïc, futur projet olympique, ne balaya-t-elle pas de vieux quartiers populaires, coincés entre le port et le mont, pour y tracer la place d'Espagne et les avenues rectilignes qui désengorgeaient la cité à l'ouest ? Et le projet d'extension, l'Eixample, hors des vieilles murailles, la vision délirante d'Idelfons Cerdà, qui tira une agglomération en cordeau sur la pente,

imposant, à partir de 1859, aux Barcelonnais, d'oublier les précaires de la ville ?

Tout s'est dessiné, dans Barcelone, par forts de sang, par risques, on s'empresse d'ajouter, parmi les interlocuteurs locaux, chacun ses bonds en fut précédé suivi par de longues époques malheur, répressions anti-ouvrières, guerres, famines. A relire la chronique, Barcelone n'avait d'autre solution de se jeter vide. L'histoire ne déclare cité moderniste, modernisme même, qu'à ce prix.

Alors, il faut bien, aujourd'hui, adapter souvenirs et fantasmes à la modernité. Les Catalans rencontrés, les vieilles liaisons des visiteurs avec la ville n'en souffriront rien. Simple, le périmètre des habitudes s'est-il désormais élargi. Hier, on quittait les quartiers de Ramblas pour pour l'éloignée de Güell, mis en formes par Gaudí. Aujourd'hui, Barcelone est tout Barcelone. La capitale se réapproprie, l'occasion des Jeux, superficielle. Les hauteurs de Diagonal, interminable avenue, sillon qui fend l'agglomération, et que personne, jamais, n'a dû parcourir à pied. Une aire olympique encadre des parcs du FC Barcelone, des parcs sur la pente, Val d'Hebro, le grand vante les installations, les immeubles réhabilités, les voies d'accès.

Plus bas, toujours, le quartier de l'Avinguda de Gaudí, retracé, un hommage au plus visionnaire des Catalans, la Sagrada Família et l'hôpital de la Creu.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio  
Lire la suite

**Grupo Sol**  
1<sup>re</sup> chaîne hôtelière espagnole

Forfaits  
week-ends  
Séjours  
dans  
les hôtels  
MELIA  
et  
SOL

**ESCAPADAS 92**

Tarifs  
spéciaux  
dans  
des  
hôtels de  
grand  
confort.

Je désire recevoir votre brochure gratuitement

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

**Grupo Sol**  
66, rue Provence, 75008 PARIS  
Tél.: (1) 40-23-03-03  
N° VERT 05.41.31.45 PROVOQUE UN COUP D'APPEL









**SAMEDI**

**29**

**FÉVRIER**

Nous sommes heureux de vous offrir  
quelques heures de passion en plus.



**EXP 92**



**Année ■ jeux Olympiques**  
**■ Barcelone,**  
**de l'Exposition Universelle**  
**de Séville,**  
**de Madrid, Capitale Culturelle**  
**de l'Europe.**



**ESPAÑA**

UNE passion pour la vie

**Offre du Tourisme Espagnol :**  
 43 ter, av. Pierre-I<sup>er</sup>-de-Serbie. 93001 Paris Cedex 08 - Tél. : (1) 47.26.90.54 / (1) 40.70.19.92 - Minitel : 3300 Espagne.

EUROCOM-RESOURCES



## CATALOGNE

# Barcelone les jeux sont faits

Suite de p. 23

Ailleurs, plus l'ouest, cette fois à mi-hauteur, le parc Miro, celui de L'Espanya industrial, leur fêre bassins de sculptures, d'arbres, d'esplanades. Dessinés par plus grands. Et ainsi suite, à peu près partout quatre points cardinaux d'une ville que l'on croyait réduite, bonheur, à la mesure d'un flâneur moyen. Que veulent-ils, amis catalans? Que l'on s'essouffle, mais raidillons?

Subitement, Barcelone apparaît pour qu'elle depuis longtemps pour habitants l'année: mégapole astucieuse, coincée entre la montagne et la mer. On n'y prenait garde, autrefois: deux autoroutes, par le bord de mer, ou la Diagonal, menaient de l'aéroport à votre chère vieille place de Catalogne, un temps raisonnable. Deux périphériques supérieurs élargissent désormais de vieilles et fausses idées du cher périmètre. «Saviez-vous, alors que vous pensiez vos quartiers préférés, du côté du Barrio, les plus pauvres, que les hauteurs de la ville manquaient souvent du minimum de ce que l'on peut attendre d'une capitale moderne?» Bien sûr, l'ami catalan doit avoir raison. C'est une ville, après tout, on l'oubliait souvent. Que savait-on de cette ville haute, où, au siècle dernier, s'entassaient encore, des masures, des milliers d'ouvriers, du sud de l'Espagne participer aux folles avancées urbaines de Barcelone? Demain, doute, des points plus éloignés, les parcs sur-

tout, visiteront. Tout comme la «ville moderne» de Cerdà où, vent, hier, le flâneur dépassait pas les maisons imaginées par Gaudí, sur le Passeig de Gràcia. C'était déjà une bonne marche. L'étonnement de trouver, en ville, des quartiers chics comme à Neuilly, les lieux de vie d'une bourgeoisie qui avait financé, réchigner, par hostilité à Madrid goût l'enrichissement rapide, les travaux publics, et quelques révolutions ouvrières, dans les barrios du bas.

Mais, ces dernières années, cette bourgeoisie avait perdu l'habitude d'aller distraire, ou faire ses courses, dans vos ruelles chères, même au bout des Ramblas. La Barcelone des écrivains, depuis la guerre civile, tenait entre quelques places, soleil, quelques bars louches, les vieux hôtels et les kiosques à journaux. Cette ville-là s'est usée un peu plus dans la délinquance, la drogue, offrant ses secrets équivoques au revers de la démocratie retrouvée.

La Rambla, à hauteur du Barrio Chino, était émouvante pour ses guenilles d'immobles, ses néons fades, la façade de l'hôtel Cosmos, juste avant la colonne de Christophe Colomb, retraît du port. Quel écrivain américain de passage n'a pas noirci des pages du spectacle d'une foule dense errant, les soirs d'été, au milieu des filles? Pour les Catalans, cette extrémité des Ramblas a fini par devenir décourageant, comme si, à Paris, on avait laissé l'une des vitrines, les Halles, continuer à attirer la petite

pègre. Alors, urbanistes, endommager la magie sombre de cette Barcelone des visiteurs, ont entrepris, à la complicité, d'y réinjecter de la vie. Au cœur du Barrio, l'université a racheté d'anciens bordels, pour y loger un institut. En face du Cosmos, encore debout, un musée d'art moderne, parfait de ligne, occupe les murs de l'ancien couvent de Santa Monica. Et, en va, ou en ira, dans les prochaines années, ainsi, au gré des promenades. Ici, un autre théâtre, là, sur les Ramblas encore, un d'information municipal avec exposition permanente. D'autres sculptures, et toujours cette passion affichée, discrètement enseignée, passant, de l'art catalan qui, l'ami barcelonais s'en dit persuadé, influencera la vie internationale au du prochain millénaire. Au fond, c'est davantage cela dont il s'agit. Les Jeux, la réhabilitation de bon nombre de quartiers populaires

ne sont peut-être que l'occasion fournie, plus loin, à prendre, garanties, pour l'an 2000. Car, on se force, à tout prix, à aux chaussées ouvertes, ce vertige d'urbanisme bien fort, même pour une population finitique de sa grammaire architecturale. Qui pourrait manifester une telle confiance en demain? A écouter, les barcelonais expriment aussi leurs craintes du lendemain à travers l'histoire d'Hercule.

Barcelone donne l'impression de bousculer ce qui lui est le plus mal. Ainsi, le port. Autre olympique, qui accueillera le village d'athlètes, en juillet prochain. Ce port était particulièrement aimé des visiteurs parce que la ville le nait. Lui tournait le dos, sur la colline de Montjuïc où l'exposition universelle regardait la montagne. Les Ramblas, hier, mouraient de toucher la mer, dans un non-man's land d'usines, d'entrepôts et de place

perdue. Les immigrants, de Mexico du Sud, en firent toujours une bourgade à part. On y logea la gare de France et ses barrières de rails. Une usine à trois cheminées très visible, près de la statue de Colomb. Plus tard, une tour moderne.

On écoutait, aussi, les vieux Catalans expliquer qu'autrefois il y avait là, le long de la promenade inaccessible, une plage de sable. Des baigneurs, les ports de pêche, les bars, les barques. On n'y avait pas de Barceloneta, conglomérat de pierres et de frêne, le visiteur, pour le chercher d'une mer grise, mais se gardait bien d'aller lui-même. Barceloneta était notre évasion, dans Barcelone. Le détour, un bord de mer qui s'échappait sans cesse. Encore songes, doute, lectures. Pendant un temps, depuis vingt ans de la mairie à la Generalitat, on se

querellait ferme à l'état ces faubourgs por-

Le trait de Barcelone, Nice, une promenade, après les Jeux olympiques. Compliquée, plus aérienne qu'au ras des flots, il a fallu enterrer le chemin de fer, loger les trains, raser les immeubles. Bien sûr, rien ne ressemble plus à un barrio coloré. Mais les Barcelonais ont le sens de l'asce: cette esthétique pour les visiteurs, mais pas pour les habitants. La ville enfin hommage à ses bataillons d'ouvriers, de pauvres, qui ont péri pour elle. Il est anars qu'on fusilla à Montjuïc, en jetant les cadavres de logements dans la mer. On gardera les Ramblas, les quartiers historiques, mais pas la lépre.

Le dimanche aujourd'hui, fermée au public jusqu'aux Jeux, une ville à bord de mer. Moderne, avec la silhouette de New-York ou de Francfort, deux tours, immenses, pour une ville qui n'abuse jamais de la verticale, la simule dans la brume. Un front d'immeubles qui fait penser à Miami. Un port de plaisance, une plage, enfin, une vraie plage, débarrassée des déchets de tous les égouts de la ligne de pente. De tous les paris qui précèdent Barcelone l'inconnu, ce village olympique du Parc de Mar paraît le plus sûr. «C'est bien, explique un vieux catalan, on ne voit pas les tours depuis les Ramblas. Vous voyez vous y ferez.» Bien sûr! Mais il y a aussi, un peu, en plus. Une part plus large, plus générale, de l'avenir, de l'avenir du visiteur, doit se jouer là, dans ce Barceloneta à ciel ouvert. Confiance, donc. La mer, après tout, doit être belle dans Montjuïc et Barceloneta.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio



Le nouvel aéroport de Barcelone, dessiné par Ricardo Bofill.

## Carnet de route

La Catalogne (31 930 km<sup>2</sup>, 5 970 999 habitants) constitue une communauté qui a son gouvernement - la Generalitat - son Parlement - sa Cour suprême de justice. Quatre villes (à titre des quatre provinces: Barcelone, la capitale, siège de la Generalitat; Lérida (en catalan); Tarragone et Gérone. Deux langues officielles: le catalan (espagnol) et le catalan.

Y aller. En avion par Air France (tél.: 45-35-61-81) Iberia (tél.: 47-23-00-23); trois ou quatre vols quotidiens, à partir de 1 655 F A/R. Promotion jusqu'au 12 avril: 1 415 F. Meridiana (tél.: 42-61-61-50); deux ou trois vols quotidiens, à partir de 1 655 F A/R. En train, Paris-Barcelone par TGV; départ 21 heures, arrivée 8 h 30, com-

prenant nuit, en wagon-lit petit déjeuner. Réservations (tél.: 45-65-60-60). En autocar, Paris-Barcelone, les jours sauf dimanche: départ 15 h 30, arrivée 6 heures, 825 F (moins de 26 ans) 915 F (adultes). Réservations auprès d'Eurolines (tél.: 40-38-93-93).

Se loger à Barcelone. Au Ritz (Gran Via de les-Corts-Catalanes 668. Tél.: 318-5200, 5 étoiles) pour le raffinement de ses salons et les baignoires des plus belles suites. Xavier Cugat y vécut peu de temps avant sa mort. C'est aujourd'hui l'hôtel préféré de Camilo J. Cela, prix Nobel de littérature. Au Princesa Sofia (Plaza Pio-XII. Tél.: 330-7111, 5 étoiles) pour l'allure de grand hôtel, ses deux cents chambres et ses services, dont

une piscine et un sauna. Au Calderon (Rambla de Catalunya 26. Tél.: 301-0000, 4 étoiles) pour son emplacement très central et sa table excellente, l'ambiance du bar pour un whisky ou à une heure tardive. Au Colon (Av. Catedral 7. Tél.: 301-1404, 4 étoiles) pour son romantisme très prisé et ses chambres vues sur la cathédrale. Au Condes de Barcelona (Passeig de Gràcia 75. Tél.: 487-3737, 4 étoiles) pour ceux qui aiment l'ancien rénové. Au cœur de la ville, loin des maisons de Gaudí. A l'Oriente (La Rambla 45-47. Tél.: 302-2558, 3 étoiles), pour sa situation sur les Ramblas et sa rénovation réussie. A l'Espana (Sant Pere 9-11. Tél.: 318-3727, 1 étoile), côté du Liceo, pour son architecture spectaculaire, son restaurant à mosaïque, ses petites chambres.

Loger hors Barcelone. A l'Hostal de Gavina, S'Agaró, Costa Brava (tél.: 34-72-321-100, d'avril à fin octobre). Considéré l'un des plus beaux hôtels de la Méditerranée. Service impeccable, excellent restaurant. Demander la suite royale (100 pesetas en basse saison), spectaculaire: terrasse donnant sur la mer et retable dans la chambre. Piscine dans un écrin de verdure. M. Cesar, Isaac-Peral (tél.: 34-3-815-1125). Un modèle d'hôtellerie avec ses services modernes. Suites avec vue sur la mer. Bon restaurant. Il est situé dans un ancien petit port de pêche; peut-on, le soir, assister à la criée. Pour un très bon repas de poisson, aller au restaurant Pèixerot.

Cuisine Tuset classique et traditionnelle. Au Reno (Tuset 27. Tél.: 200-9129), classique et incontournable. Où l'on voit le goût des Catalans pour les choses bien faites. Très bonne cuisine de saison. Ambiance rétro. Veneto (Ganduxer 10-12. Tél.: 200-7024). Un autre classique, aujourd'hui bien géré par un ancien d'hôtel. Excellente cuisine et jolis salons. Ambiance rétro. San Portes (Passeig de Gràcia 11-14. Tél.: 319-3046). Cuisine tous les apprêts. Très beaux salons. Il

réserver. Cuisine bourgeoise. Quatre (Quintana 6. Tél.: 302-5050). Catalan tout. La meilleure cuisine bourgeoise à très bon prix. Les propriétaires font le service. Une expérience inoubliable. Les cartes de vin ne sont pas acceptées. Pitarra (Avinyó 58. Tél.: 301-1647). Restaurant centenaire, bonne cuisine bourgeoise et poissons.

meude. Pour aventuriers. Du Languedoc-Roussillon (Pau Claris 77. Tél.: 412-0428). Français qui ont la nostalgie de leurs bons vins et leur cuisine. Tous les vins de la région, accompagnés de bien servis. Ardena (Via Augusta 281. Tél.: 203-5943). Jean-Luc Figueras a mis la cuisine à la hauteur d'un plus

Paris, a voulu ses souvenirs de Rio et de La Coupole. Cuisine sophistiquée, très bon service. Spécialités: merlu, pied de cochon: une expérience. Les Flors 12. Tél.: 441-1139. Dans le quartier populaire du Paralel; le Figal de Barcelone. Sa cuisine entre le roi Juan Carlos, quand il vient dans la capitale, et Federico Fellini. La meilleure cave de Barcelone, les meilleures trapes à la catalane. Solera Gallego (Pau Claris 178. Tél.: 322-9140). Pour connaître la cuisine et la culture de fruits de mer (huîtres, coquillages, poulpes, turbot). Prix raisonnables.

Visiter. A Barcelone: les monuments de Gaudí; le quartier gothique; la cathédrale; le Musée d'art de la Catalogne, les œuvres de Picasso, la Fondation Miro, la Fondation Tapies et la galerie Masgès.

Expositions. «L'œuvre graphique d'Ernst» (musée Picasso). «Musa Musa», photographes contemporains (18 mai-30 août, palais de la Virreina). «Arthur Cravan» (18 juin-13 septembre, palais de la Virreina). «Barcelona 93» (25 juin-août, Ecole d'architecture).

Sortir. Opéras et ballets au Gran Teatre del Liceo (tél.: 318-82-77 et 318-89-50, saison de novembre à juin): Maria Stuart de Donizetti (avril), Tannhäuser de Wagner (juin), Gurrelieder de Schönberg (les 15 et 16 juin), Werther de Massenet (le 29 juin). Récitals: Katia Ricciarelli (le 7 avril), Federica von Stede (le 2 mai), Edita Gruberova (le 9 juin). Concerts au Palais de la Musica Catalana: les pianistes Christian Zimmermann (le 2 avril) et Leonardo Gelber (le 4 mai), concert de la Philharmonie de Saint-Petersbourg (le 6 mai), concert de l'Orchestre symphonique de Montréal (le 11 juin).

Sélection hôtels  
et restaurants établie par  
Marcelo Aparicio



Cave excellente. L'Olivé (Muntaner 171. Tél.: 430-9027). Vrai catalan, parfaitement représentatif de la cuisine locale. Plutôt le soir.

Cuisine dernier cri. La Vaguera (Deu-i-Mata 141. Tél.: 419-0735). Le soir uniquement. L'atmosphère d'un bistrot de luxe. Très bonne cuisine du Français Christian Yzard. Musique d'un duo piano-trompette, décoration élégante. Sant Pau (Muntaner 101. Tél.: 454-7548). Cuisine franco-catalane, expérimentée avec succès par Jean-François Ferré, un ancien de la Tour d'Argent. Network (Diagonal 616. Tél.: 201-7238). Modernité et haute technologie (petit déjeuner, télévision sur chaque table). Propose aussi des cuisines mexicaine, scandinave, esqui-

beaux restaurants de la ville. Le quartier résidentiel de Barcelone. Cuisine chère mais bonne. Carrer Gran 81. Tél.: 218-4230. Le meilleur et le plus cher lorsque l'on a envie de fruits de mer. M. Carrer Gran 81 bis. Tél.: 203-8408. Haute gastronomie. Dans le quartier résidentiel. Prix élevés mais justifiés par la qualité. Florian (Borriani-Sera. Tél.: 212-4627). Italienisme, raffiné. Excellente cuisine de bœuf en saison. Roig-Robí (Séneca 20. Tél.: 218-9222). Bonne cuisine catalane. Agréable terrasse au cœur de la ville.

Cuisine ne pas manquer. Senyor Paralel (Argenteria 37. Tél.: 315-4010). Hommes politiques au déjeuner, intellectuelle le soir. Le propriétaire, qui a vécu à

**Islande**  
le secret le mieux gardé de l'Europe

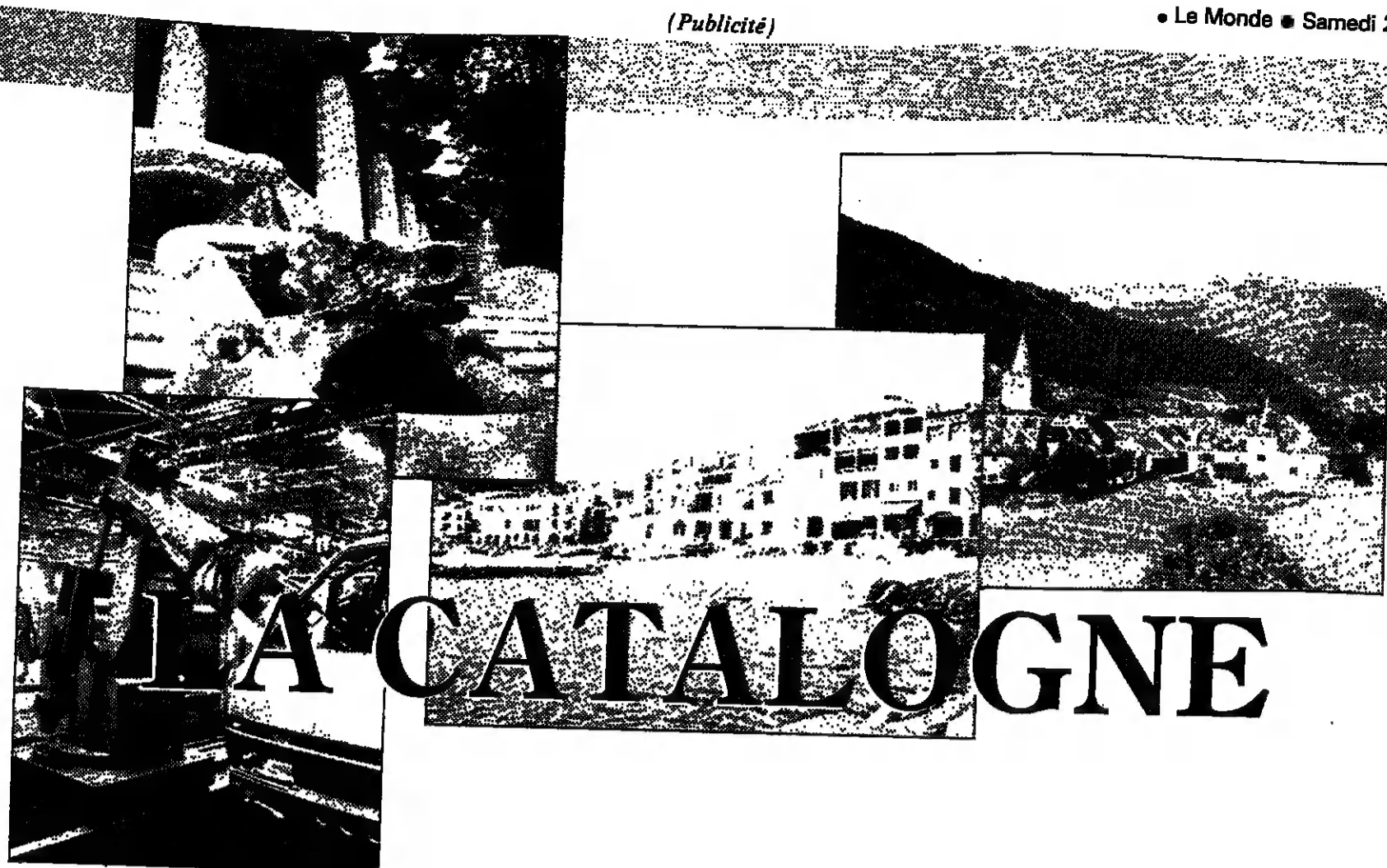
ALANTOURS propose de découvrir votre ISLANDE... Voyages individuels, location de 4x4, randonnées à pied, à vélo de montagne, à cheval, circuits accompagnés avec hébergement à l'hôtel, etc.

Demandez la brochure ALANTOURS "DESTINATION ISLANDE" à votre agent de voyage ou 5, rue Danielle Casanova 75001 Paris Tél.: (1) 42 96 78

**ALANTOURS**  
un vrai spécialiste de l'Islande

IC 1053





Un pays qui a mille ans d'histoire.

Un pays où l'on peut aussi bien admirer des vestiges des civilisations grecque et romaine que les chefs-d'œuvre de l'art roman, du gothique et du Modernisme, les musées Dalí et Picasso ou les fondations Joan Miró et Antoni Tàpies.

La douceur de son climat et la variété de ses paysages en font, avec plus de 16 millions de visiteurs par an, l'une des régions les plus touristiques d'Europe.

Barcelone, l'une des principales villes méditerranéennes, siège des Jeux Olympiques de 1992.

La Catalogne est devenue l'un des nouveaux pôles de développement de la CEE.

Elle attire plus de 40% des investissements étrangers directs destinés à l'ensemble de l'Espagne.

Environ un quart du commerce extérieur espagnol se réalise en Catalogne.

Plus de 100 banques et multinationales étrangères y sont présentes.

Elle dispose d'une excellente infrastructure qui répond aux exigences de notre temps.

C'est, en somme, un pays où investir, un pays où il fait bon vivre.



Gouvernement autonome de la Catalogne

**GENERALITAT DE CATALUNYA**

Département du Commerce, de la Consommation et du Tourisme  
Passeig de Gràcia, 105 - 08008 Barcelone, Espagne

Centre d'information et de développement de l'entreprise (CIDEM)  
Avinguda de la Diagonal, 403 - 08008 Barcelone, Espagne







## Catalogne, nous voilà !

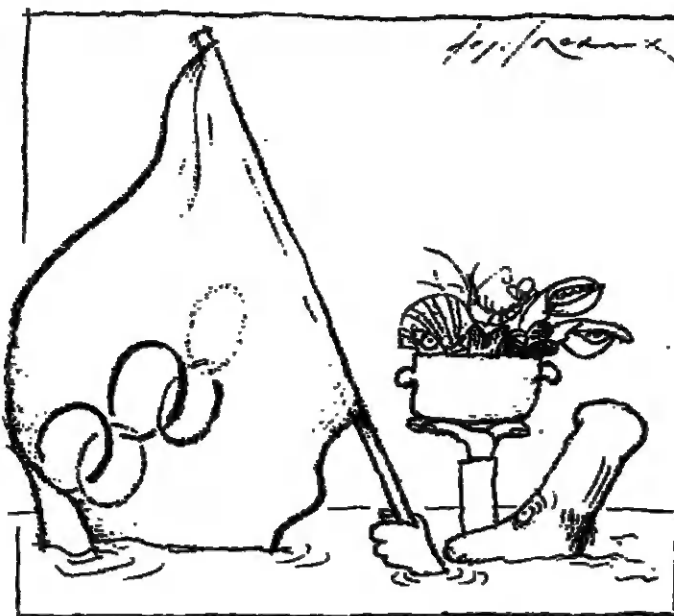
LES Jeux olympiques se déroulent bientôt à Barcelone, capitale de la Catalogne, peut-être la région la plus « typique » d'Espagne. Limitée au nord par la Catalogne française, ouvrant sur la Méditerranée, on a pu croire que ses tendances séparatistes ne se manifestent pas seulement sur le plan politique, mais aussi sur celui de la langue et, j'allais écrire, surtout, de la cuisine.

Une cuisine qui se retrouve de reste quelque peu dans la Catalogne française ou plutôt, comme on doit dire chez nous, en Cerdagne, dont Albert Bausil chantait le charme des caves et des garde-manger des auberges de village et où l'on retrouve quelques plats d'outre-Pyrénées, fût-ce sous des noms différents.

Aussi ne nous étonnerons-nous point de trouver un livre de 1965 proposant des recettes du pays sous ce titre : *De la Costa Brava au Canigou*. On lira avec intérêt également les ouvrages sur la question d'Eliane Thibaut-Comelade (édit. J. Lanore).

Un ami de là-bas me disait un jour que si la cuisine catalane est une affaire de saison (comme partout), il n'y a pas de préjugés et que l'on mange « tout ce qui est comestible ». Mais c'est évidemment les poissons et les fruits de mer, d'une part, les produits fermiers et le porc, d'autre part, qui comptent le plus.

Et pour tout ce qui vient de la mer, la zarzuela est évidemment le plat drapeau. Cette zarzuela de mariscos est à la Catalogne ce qu'est la bouillabaisse à Marseille.



Un ragoût zarzuela signifie « opéré » ou dansent ici homard, bouquets, palourdes, saint-jacques, moules, avec vin blanc, safran, amandes pilées, jambon serrano haché, ail et huile d'olive bien sûr, et poivrons évidemment.

Les poissons peuvent plus simplement être braisés, voire pochés, avec un ailoli. Les crustacés également servis froids avec une sauce

d'origine tarragonaise, le romesco. En vérité, il existe autant de recettes de romesco que de familles ou de restaurants. Cela tient de l'ailoli excessivement pimenté : d'autres y mettent, avec force piments écrasés dans l'huile d'olive, des amandes pilées et de la tomate, du vinaigre. Et ce romesco explosif peut accompagner également du lapin, voire des grillades. Ou encore

les rovellons, gros et charnus champignons d'automne.

Mais je me souviens aussi, aux « Rencontres gastronomiques internationales » de Genève, avoir dégusté une langouste à la catalane (d'un restaurant de Barcelone renommé alors) dont la sauce contenait, à l'image de la dinde mexicaine, du cacao dilué.

Enfin, en dehors des fruits, très prisés, avec des melons d'été exceptionnels, le dessert catalan par excellence est la « crema catalana », faite d'œufs frais et lait crémeux de ferme, recouverte d'une pellicule légère de sucre cristallisé brut.

Les vins catalans étaient déjà célèbres au Moyen Âge et le vignoble date de l'époque gallo-romaine. Qu'ils viennent des terres rocaillieuses de l'intérieur ou de la Costa Brava escarpée. Dans la région de Barcelone, on trouve quelques rouges et blancs de qualité (panades, perelada, allella). Ceux d'Allella, blancs légers et fruités, aromatisés, sont excellents sur poissons et crustacés, mais on leur préférera peut-être le rouge du château de Perelada.

## La Reinière

► Durant toute la durée des Jeux de Barcelone, *Candido* (40, avenue de Versailles, tél. : 45-27-86-88) proposera un menu olympique : escargots à la barcelonaise, zarzuela, crème caramel catalane, le tout arrosé d'un grand coronas de torres.

## Tapas

IMPOSSIBLE de nommer tous les bars à tapas. Voici quelques pistes.

**Bilbao** (Perill 33. Tél. : 258-96-24). Restaurant au premier. Les tapas sont servies au comptoir. Pour les contestataires, nostalgiques de mai 68. *Cal Pep* (Place de les Olles 8. Tél. : 316-49-37). Devenu un beau jour le « royaume de la tapa » de poissons, sous toutes ses formes. *Pep* était un gamin qui profitait des achats de sa mère pour un autre restaurant (*Passadís del Pep*, excellent mais cher) et les servait dans un bar quelconque. *Can Estre* et *o Kampanyer* (Montcada 22. Tél. : 319-70-03). Le meilleur de Barcelone. Cidre et bière pression accompagnés des plus succulents anchois, moules et couraues. Une institution comme le Musée Picasso, à quelques pas de là. Tenu par le père et le fils. *Casa Fernand* (Santalo 46. Tél. : 201-93-08). Un bar tout en longueur. Version moderne, « yuppie », de la tapa.

M. A.

## Mer et terroir

LA gastronomie locale tire sa richesse et sa variété de sa situation géographique du à Catalogne. Protégés par la mer et les montagnes, les villes et les villages de Catalogne ont donné naissance à des cuisines associant les produits de la mer et ceux du terroir.

Deux plats se distinguent immédiatement : le pa amb tomquet, un pain frotté de tomates et assés d'huile d'olive, et le traditionnel suquet, une espèce de bouillabaisse faite des poissons les plus savoureux de la côte catalane. Mais si l'on veut mettre en valeur l'alliance de la mer et de la montagne, du sucré et de l'amer — une autre de ses caractéristiques —, il faut mentionner le pato con peras (canard aux poires), le pollo con langosta (poulet à la

langouste), la merluza con pie de cerdo (merlu au pied de porc) et d'autres plats encore, exquils mais peu connus de qui n'a pas voyagé dans la Catalogne profonde. Par exemple les pieds de porc désossés et farcis ou le ventre de porc aux champignons.

On est revenu dernièrement, en Catalogne et à Barcelone, à la cuisine régionale traditionnelle, aux petites portions plus adaptées au goût actuel et aux sauces plus légères si on les compare à celles qui figuraient dans les recettes de nos grands-mères. Un séjour à Barcelone et en Catalogne permet de déguster différentes variétés de riz et de pâtes. Essayez en particulier l'arroz negro (riz noir), préparé avec un bouillon de poisson et d'encre de sèche. Quant aux pâtes, qui,

comme les canelones, ont subi l'influence italienne et se sont introduites dans la cuisine catalane, elles occupent une place de choix sur la table. On sert, pour accompagner le traditionnel plat de Noël, l'escudella i carn d'olla (une soupe très savoureuse suivie d'une viande bouillie et de la pilota, une boule de viande de porc ou de bœuf très pimentée), le galet, sorte de macaronis qui peuvent être farcis.

Notons enfin un plat que les Italiens tiennent pour hérétique mais dont ils raffolent quand on le pose devant eux : la fideuà, une sorte de paella de vermicelle cuit dans un bouillon de poisson très réduit, accompagné d'ail i oli (ailoli), un autre étendard de la cuisine catalane.

Marcelo Aparicio

## Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE BRUT  
MILLÉSIMÉ ET ROSÉ

à la propriété des Almanachs Dubois P/F 51480 Venteuil.  
Tél. : 26-58-48-37  
fax : 26-58-63-46. Vin vieilli en foudre de chêne.  
Tarif sur demande.  
Cuvée du Récepteur : médaille d'argent Montréal 1986.

## CIDRIERS

BOUILLEURS AMBULANTS.  
Se déplacent dans le Loiret l'Eure-et-Loir, l'Essonne, la Seine-et-Marne, les Yvelines.

## DAMAY

Tél. : (16) 38-34-10-82.

+ SUISSE  
LA BONNE ADRESSE

## Täsch

(1 450 m d'altitude), 5 km de Zermatt  
stations ferroviaires au domaine skiable de Zermatt en seulement 11 minutes (horaire cadencé).  
Le centre de ski de fond de la vallée de Zermatt  
hôtels/appartements de vacances. Prix avantageux — tout confort !

Renseignements : Office du tourisme, CH 3929 Täsch  
Tél. : 1941 28 67 16 89 Fax : 1941 28 67 21 18

(Publicité)

## INDEX DES RESTAURANTS

Spécialités françaises et étrangères

## CREOLES

LA VILLA CREOLE 19, rue d'Alsace, 2  
47-84-47

Marmite d'or de la cuisine Créole

## CRUSTACÉS-POISSONS

DESSIRIER 11, rue d'Alsace, 2  
Jusq. 0 h 30.Huîtres, coquillages, crustacés  
Spéc. de poissons, viandes  
9, pl. du Mal-Juin 17\* (voiturier)  
42-27-82-14 - 43-80-50-72

## FRANÇAISES TRADITIONNELLES

RELAIS BELIMAN, 37, rue François-I<sup>er</sup>, 47-23-54-42.  
Jusq'à 22 h 30. Cadre élégant.  
Fermé sam., dim.LA COUR COLBERT, 12, rue Hitzel-  
Colbert 3<sup>e</sup>, 43-54-61-99. T.L.J. Cadre  
XVII<sup>e</sup> authent. PMR 220 F.

## ALGÉROISES

LE DEY 109, rue Croix-Nivert, 15<sup>e</sup>  
Dim. lun. Tél. : 46-28-81-64  
Cuis. traditionnelle : Bourek, Chtouh  
Choix de couscous et tagines algérois

## DANOISES ET SCANDINAVES

COPENHAGUE, 1<sup>er</sup> étage  
FLORA DANICA, sur un jardin  
142, av. des Champs-Élysées. 43-59-20-41.

## ETHIOPIENNES

ENTOTTO 45-87-06-51 - F. dim.  
143, r. L.-M. Nordmann, 13<sup>e</sup>  
Dorowott, Beyajenetou av. l'Indjira.

## INDIENNES

MAHARAJAH 43-54-26-07  
7 jours sur 7  
72, bd St-Germain, M<sup>o</sup> Maillot.  
SCE NON-STOP j. 23 h 30.  
Vend., sam. j. 1 h. Cadre luxueux.

## ITALIENNES

L'APPENNINO, 61, rue Amiral-  
Mouchez, 14<sup>e</sup>, 45-89-08-15. F/dim.,  
lundi. ÉMILIE-ROMAGNE.

## THAÏLANDAISES

BANKOK CITY 13, r. Montagne-Sainte-Geneviève.  
43-26-22-19. F. dim.

## VIETNAMIENNES

NEM 101, 101, r. du Ranelagh, 16<sup>e</sup>.  
45-27-76-92.  
F. sam. soir et dim.NEM 66, 66, rue Lauriston, 16<sup>e</sup>.  
47-27-74-52.  
F. sam. soir et dim.  
Cuisine légère.  
Grand choix de grillades.



# Penser en Catalan, vivre en Espagnol

Tournée vers l'Europe et la Méditerranée plus que vers Madrid, la Catalogne a une histoire, et une langue dont la démocratie retrouvée lui a rendu l'usage. Être catalan, c'est aussi une attitude, un état d'esprit, dont témoignent ces rencontres pour un autoportrait à plusieurs voix.

De la montagne du Tibidabo où il habite aujourd'hui, Manuel Vazquez Montalban tient la ville de ses livres dans un seul regard et peut apercevoir le quartier où il est né, près de la mer, près des Ramblas : le Barrio Chino, où l'on a rarement vu des Chinois, mais où s'installaient les immigrés des autres régions d'Espagne, son père venu du Sud, sa mère de Galice. « La Barcelone littéraire est une invention des Français, c'est Carco qui nomme le Barrio Chino, et Pleyre de Mandiargues qui le prend pour décor et donne à Barcelone une image de ville maudite et une bonne part de sa poésie. » Montalban, le Simenon catalan, prend son café noir sans sucre, comme Pepe Carvalho, le détective privé qu'il a inventé pour tenir, sous couvert de roman policier à l'américaine, la chronique des quartiers populaires, avec voyous, filles et brigands, dans ces bas-fonds que la modernité va bientôt rattraper, assainir et effacer.

Sans offenser que la ville leur échappe, les écrivains catalans ont pris en charge la mémoire collective : parmi eux, Juan Marsé, Quim Monzó (qui écrit en catalan), Eduardo Mendoza, qui réinventait le début de ce siècle dans la *Ville des prodiges*, et Manuel Vazquez Montalban, best-seller en Espagne et ailleurs, qui commençait à écrire en prison sous Franco et qui signe aujourd'hui des éditoriaux dans *El País*. Ce romanier à l'œil politique se demande, devant les grands travaux routiers qui mettent soudain la campagne sous l'emprise « impériale » de la métropole, où est passée la « lecture critique » que la gauche faisait de l'urbanisme avant d'être au pouvoir.

« Les gens d'ici aiment leur ville comme une mère encore jeune et déjà veuve, belle et menacée, qu'ils doivent protéger. Le péril, la menace, c'est Madrid. Ils aiment et ils détestent cette situation. Ils admirent leur cité, se l'approprient, mais leur passé de civilisation persécutée les rend un peu schizo-phrènes. Les Catalans sont parfois atteints de « victimisme » et se complaisent dans leur rôle de maltraités. La Catalogne a en même temps une conscience très vive de sa puissance culturelle et économique et de son impuissance politique. Avoir pour fête nationale (le 11 septembre) le jour d'une grande défaite, c'est le propre des nations sans Etat. C'est vrai que l'équipe de foot de Barcelone, le Barça, est un peu l'armée symbolique de cette guerre avec Madrid. Barcelone veut certainement gagner contre le Real de Madrid, mais en même temps, je crois, dit Montalban, que son ambition est de rester seconde. Et de pouvoir s'en plaindre. »

Entre seny, le bon sens, et rauxa, la folie, entre sagesse et rage, le caractère catalan hésite. « Le flagrant délit de l'architecture art nouveau, constate l'écrivain, reflète aussi cette nostalgie d'être différent, ou l'espoir de se transformer. C'est vrai pour la ville et pour les gens. Penser en Catalan, vivre en Espagnol, c'est-à-dire parler le castillan : l'exercice s'est imposé à deux générations victimes du totalitarisme deux fois : comme démocrates, vaincus, comme Catalans, combattus et nés. »

Parlement de l'esprit de résistance à la tyrannie, le catalan était interdit sous Franco, et, dans les années 50, son usage réprimé jusque dans la rue, se souvient Francesc Vicens. « Histoire, continuité de la langue, culture, la Catalogne est une nation, même si c'est une

nation sans Etat », estime celui qui fut le premier directeur de la fondation Miro et qui appartient à une génération qui a payé de la prison, de la clandestinité ou de l'exil ses convictions et la lutte contre la dictature. Elu député au premier Parlement de Catalogne, il est aujourd'hui membre du conseil municipal de Barcelone, chargé de la diffusion et des relations culturelles.

Dans son bureau du palais de la Virreina, qui donne sur les Ramblas et où siègent les services culturels de la municipalité, il se déclare tout de même « pessimiste » : malgré tous les efforts faits par les pouvoirs publics, l'usage social de la langue ne progresse pas vraiment, selon lui, et, des nombreux périodiques lancés après 1975, peu sont encore là. Pourtant, « c'est une langue importante, qui concerne huit à dix millions de personnes, jusqu'à la région de Valence et aux Baléares ». Elle s'était conservée à un haut niveau de qualité littéraire, rappelle Francesc Vicens. Mais nous ne voulons pas imposer à quiconque, nous tenons par-dessus tout à la paix civile. »

Langue des lettrés et des bourgeois, elle avait été l'un des points forts, au milieu du dix-neuvième siècle, du mouvement de la Renaissance, qui, s'appuyant sur l'essor économique et industriel, entraîna aussi le renouveau dans l'art et l'architecture. Patriotes de la langue — « nous n'avons jamais cessé de la parler », affirment-ils —,

les Barcelonais qui le pratiquent aujourd'hui avec naturel le catalan, passant d'une langue à l'autre dans la conversation, encouragés par la reconnaissance, depuis 1978, de son statut de langue officielle enseignée dans les écoles.

Pour effacer la mauvaise conscience qu'il a d'être en castillan, Montalban espère que le catalan « deviendra la langue hégémonique ». Dans la nouvelle génération, ses confrères s'expriment souvent directement dans cette langue, comprise par 80 % des habitants de la province, parlée seulement par la moitié. On a imprimé en 1991 plus de quatre mille huit cents livres en catalan (six cents seulement en 1975). Mais les trois quotidiens publiés entièrement en catalan n'ont pas les gros tirages, qui appartiennent à *El País*, journal national, et à *La Vanguardia*, journal de la région, avec quelques rubriques seulement en catalan.

« Barcelone n'est pas prisonnière de l'Espagne », écrivait Anthony Burgess, il y a une dizaine d'années, dans un « hommage » à cette ville qu'il considérait comme « le Paris de la Méditerranée », et il réclamait un avenir pour la langue tout en doutant qu'elle en ait un : pas demain la veille qu'on doublera des films en catalan, soupire l'auteur d'*Orange mécanique*. Aujourd'hui c'est fait : sur TV3, les feuilletons américains parlent catalan. Mais on ignore si c'est un progrès... culturel.

« Tu as de la chance, mon vieux,

tu as un pays, moi je n'ai pas de patrie », disait un jour Chagall à Miro. Francesc Vicens se souvient aussi que Miro, « typiquement catalan », affirmait souvent que la seule façon d'appartenir au monde, de le comprendre, c'est d'être enraciné dans un coin, un pays, une région. L'ouverture sur la colline de Montjuïc, au début de 1975, de la fondation pour laquelle Miro avait donné tout ce qu'il avait, a été un événement : « Il n'y avait pas un seul musée d'art contemporain en Espagne, et Barcelone pouvait penser qu'elle allait redevenir un pôle de la culture européenne. »

Quel rôle était alors celui de la bourgeoisie catalane, héritière de ceux qui avaient parrainé au début du siècle le Gaudí, Domènech et Puig Cadafalch ? « Aucun », répond Francesc Vicens. La bourgeoisie catalane avait perdu tout contact avec les avant-gardes des années 30, elle avait failli à sa tâche d'être attentive. Ensuite, elle a subi l'académisme. Miro n'a rien vendu en Espagne, excepté à son ami Prus : ils n'ont pas un Miro, pas un Tapiès, et maintenant ils disent que c'est trop cher... »

Antoni Tapiès, lui, est resté au plus près de son pays, de son oppression, et il a dit sa révolte, dès les années 50, dans son « exil intérieur », avec les moyens de son art. Terre ocre, gris, noirs, rouges surs, et comme un signe de sang séché, les quatre barres du blason dans une toile intitulée *L'Esprit catalan*. « L'histoire, confie-t-il, il faut la manier avec précaution. Il y

a dans le catalanisme un côté très conservateur. La vraie tradition catalane, c'est la tradition de la liberté et de la démocratie ; nous sommes un des premiers pays en Europe à avoir eu une constitution de droit écrit. »

Retraçant parmi les livres et les objets d'art africain et extrême-oriental, des toiles de Klee et de Miro, il habite la maison que lui a construite dans les années 60 l'architecte Codonch (« je le ferai une maison entre usine et convent »). A la limite des quartiers de Gracia et de San Gervasio, quand la ville penche, commence à s'accrocher à la montagne, dans ces vieux quartiers où coexistaient les classes sociales. Un quartier où sont ses origines familiales et celles de sa femme ; une maison qui ne donne à la rue qu'une grande porte de bois et une façade de persiennes métalliques, une maison-mystère qui s'ouvre à peine, en son cœur, sur un jardin-patio. Permanence et fidélité, enracinement dans un milieu urbain, ardente patience au cours des années sombres, semblent appartenir en commun à plusieurs figures marquantes de la culture barcelonaise.

Tapiès était resté, mais ses œuvres partaient à l'étranger. Aujourd'hui, ses compatriotes peuvent voir, pour la première fois rassemblées dans la fondation qui porte son nom et qui est ouverte depuis deux ans à Barcelone, ses « murs » des années 50 et 60, grandes surfaces de reliefs mats et griffés : « Sans doute ai-je pratiqué une forme d'op-

position avec mon travail. Avec mes « murs », je voulais révéler la conscience, la tourner vers une réalité plus vraie ; même si mon expression pouvait paraître un peu hermétique, je voulais inciter à porter un autre regard sur la réalité. Mais j'ai toujours refusé de mettre l'art au service de la politique. » Considéré et coté à l'étranger longtemps avant d'être reconnu comme un « grand » dans son propre pays, Tapiès est pourtant actuellement au centre d'une polémique artistico-politique. A sa grande surprise.

On l'avait laissé, même si des plumes avaient grincé, installer une sculpture monumentale, entrelacement de métal, sur le toit de sa fondation, installée dans l'un des premiers édifices du modernisme — cette branche de l'art nouveau — dû à l'architecte Domènech i Montaner, restauré et modernisé par un de ses descendants, lui-même architecte... On lui avait commandé, pour la salle du conseil de la Généralitat de Catalogne, il y a quelques années, un ensemble mural qui a été accroché en bonne place. La ville de son côté lui avait confié un « hommage à Picasso » pour centre d'une place, et il avait enfilé dans une boîte de verre un ensemble symbolisant la révolution cubiste.

Aujourd'hui, l'artiste provoque un refus et une sorte de scandale à propos d'une commande de Gae Aulenti, chargée de la rénovation du Musée d'art catalan. L'architecte milanaise voulait créer un monument-charnière entre les collections d'art ancien dont ce musée est particulièrement riche et l'art contemporain. Alors un monument, mais quel monument ? « J'ai pensé, explique Tapiès, à cet exercice très ancien qui consiste à regarder pendant longtemps n'importe quel objet avec intensité, ce qui provoque, au bout d'un certain temps, une nouvelle vision de la réalité. J'ai pensé à un objet de la vie quotidienne, un de ces objets que l'on ne regarde plus, pourquoi pas à une chaussette, une chaussette avec des trous. » La « chaussette » (calcetín en espagnol, mitja en catalan) aurait 15 mètres de haut, ce serait un signal, on pourrait entrer à l'intérieur, s'asseoir pour observer dans une vitrine une autre chaussette, de taille ordinaire celle-là. Et se livrer à l'exercice de concentration proposé.

Mais le projet vient d'être refusé par le ministre de la culture de la province, ou en tout cas différé. Et le débat se développe dans la presse, dans les bureaux, mettant en opposition, comme souvent, la ville (à majorité socialiste) et la Généralitat (conservatrice). Colannes de Barren façon barcelonaise, le projet de Tapiès trouve d'ardents défenseurs côté ville — comme Oriol Bohigas, architecte responsable des grands projets barcelonais, aujourd'hui conseiller municipal chargé des musées et de la culture — qui ne se déclarent pas vaincus. Une provocation ? Quelle provocation ? L'avant-garde ? Quelle avant-garde ?

Pendant ce temps, dans un vieux quartier d'entrepôts près du rivage, dans une ancienne usine qui sert d'atelier à son équipe penchée sur les écrans d'ordinateur où l'on met au point les couleurs des bandes dessinées (son premier métier), le designer-fétiche de la ville, Mariscal, se souvient que « Barcelone est une ville difficile, avec des codes, des clés qu'il n'est pas facile de trouver, moins ouverte que Madrid mais plus sûre, moins superficielle une fois que l'on est admis ». Javier Mariscal, Valencien adopté par Barcelone, a créé le Cobi, le personnage-mascotte pour les Jeux olympiques. Asymétrique, bras ouverts et tout sourire pour l'accueillir, et en même temps — sans doute comme les Catalans voudraient qu'on les voie — pris dans le mouvement en marche, un esprit, une ironie en éveil, par le jeu d'un profil qui fait face.

De notre envoyée spéciale  
Michelle Champenois



ALAIN WILLAUME in « GAUDI IMAGES ET MYTHES » ED. DU ROUGE

Casa Battlo, de Gaudí, sur le Passeig de Gracia